NATIXIS INVESTMENT MANAGERS

NATIXIS INVESTMENT MANAGERS INTERNATIONAL

OPCVM de droit français

# OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5

# RAPPORT ANNUEL

au 30 juin 2025

**Société de Gestion : Natixis Investment Managers International**

**Dépositaire : Caceis Bank**

**Commissaire aux Comptes : Deloitte & Associés**

**Natixis Investment Managers International** 43 avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris - France - Tél. : +33 (0)1 78 40 80 00
**www.im.natixis.com**

# Sommaire

Page

**1. Rapport de Gestion** 3

**a) Politique d'investissement** 3

■ Politique de gestion

**b) Informations sur l'OPC** 8

■ Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

■ Changements substantiels intervenus au cours de l'exercice et à venir

■ OPC Indiciel

■ Fonds de fonds alternatifs

■ Techniques de gestion efficace de portefeuille et instruments financiers dérivés (ESMA)

■ Réglementation SFTR

■ Accès à la documentation

**c) Informations sur les risques** 15

■ Méthode de calcul du risque global

■ Exposition à la titrisation

■ Gestion des risques

■ Gestion des liquidités

■ Traitement des actifs non liquides

**d) Critères environnementaux, sociaux et gouvernementaux (ESG)** 16

**2. Engagements de gouvernance et compliance** 17

**3. Frais et Fiscalité** 36

**4. Certification du Commissaire aux comptes** 37

**5. Comptes de l'exercice** 42

**6. Annexe(s)** 101

# 1. Rapport de Gestion

### a) Politique d'investissement

#### ■ Politique de gestion

**Environnement économique et de marchés sur la période écoulée**

La résilience de la croissance mondiale a pris fin avec le retour de Donald Trump à la Maison Blanche. La hausse des tarifs douaniers vis-à-vis de l'ensemble des partenaires commerciaux américains et la menace de tarifs réciproques encore plus élevés ont affecté grandement la dynamique de l'activité mondiale au 1er semestre 2025. Après avoir amorcé un cycle de baisses de taux en 2024, les politiques monétaires ont divergé de part et d'autre de l'Atlantique au 1er semestre 2025. La Fed a opté pour le statu quo en raison des craintes d'inflation plus élevée du fait des droits de douane alors que la BCE a poursuivi ses baisses de taux.

Après avoir enregistré une croissance robuste, l'économie américaine a fortement ralenti au 1er semestre 2025. Le PIB s'est contracté de 0,5 % en rythme annualisé au 1er trimestre 2025. Les importations ont fortement augmenté en anticipation du relèvement des tarifs douaniers. Cela s'est traduit par une contribution négative du commerce extérieur et une contribution positive des stocks. L'investissement en informatique a également nettement progressé en prévision de la hausse des tarifs. Dans le même temps, la consommation des ménages s'est révélée modérée. Au 2ème trimestre, le PIB américain devrait rester quasiment atone. Le marché du travail commence à montrer des signes de faiblesse avec des créations d'emplois réduites dans le secteur privé et une baisse du taux de chômage (4,1 % en juin) liée à celle du taux de participation. Le marché de l'immobilier commence également à se retourner comme le montre le recul mensuel des prix de l'immobilier en mars et avril.

Après une timide reprise en 2024, les perspectives de croissance de la zone euro ont été affectées par la hausse de l'incertitude liée aux politiques de Trump. La croissance au 2ème semestre 2024 a été de 0,4 % au 3ème trimestre et de 0,3 % au 4ème trimestre et s'est révélée plus forte dans les pays périphériques que dans les pays core comme la France et l'Allemagne. La demande interne en a été à l'origine et plus particulièrement la consommation des ménages. Ces derniers ont en effet bénéficié des gains de pouvoir d'achat liés à la progression plus importante des salaires par rapport à l'inflation et de la politique monétaire moins restrictive de la BCE. Au 1er trimestre 2025, la croissance est ressortie bien meilleure qu'attendu : 0,6 %. C'est l'effet miroir de la forte hausse des importations américaines. Les exportations de biens de la zone euro vers les Etats-Unis ont fortement augmenté en anticipation de la hausse des tarifs douaniers. La hausse a été spectaculaire pour les exportations de produits pharmaceutiques irlandais, qui sont visés par de potentiels futurs tarifs. La demande interne s'est également révélée solide, cela a particulièrement concerné l'investissement. Au 2ème trimestre 2025, la croissance devrait corriger et rester quasiment atone. Depuis avril, les biens européens sont taxés à hauteur de 10 % par les américains, l'acier et l'aluminium de 50 % (initialement 25 %) et les voitures et pièces détachées de 25 %. Trump menace de les relever davantage et d'appliquer des tarifs réciproques de 30 % à partir du 1er Aout sur les exportations de biens européens vers les Etats-Unis.

Face au revirement brutal des Etats-Unis vis-à-vis de ses alliés sur le plan de l'Otan, de l'Ukraine et leur rapprochement avec la Russie, l'Europe doit agir rapidement pour assurer sa propre sécurité et continuer de soutenir l'Ukraine. La Commission européenne a proposé un plan de 800 Mds d'euros, reposant essentiellement sur les dépenses des Etats membres, et l'Allemagne a annoncé une réforme du frein à la dette concernant les dépenses militaires ainsi qu'un fonds d'infrastructures de 500 Mds d'euros. Cela constitue un changement de politique majeur pour l'Allemagne. La forte hausse de l'investissement public va soutenir la croissance germanique et profiter à l'ensemble des pays de la zone euro compte tenu de l'importance des échanges intra-zone.

# 1. Rapport de Gestion

Le fort processus de désinflation qui s'est opéré courant 2022 est quasiment terminé. L'inflation est revenue en zone euro vers la cible de 2 % suivie par la BCE en juin 2025. L'inflation dans les services reste toutefois encore soutenue, reflet des tensions salariales, ce qui se traduit par une inflation sous-jacente de 2,3%. Aux Etats-Unis, la mesure préférée d'inflation de la Fed (le déflateur des dépenses de consommation) s'est établie à 2,3 % en juin 2025 et à 2,7 % pour l'inflation sous-jacente. Elle reste ainsi supérieure à la cible de 2 % suivie par la Banque centrale.

La nette désinflation, par rapport au pic observé à la mi 2022, a permis aux banques centrales, à l'exception de la Banque du Japon, d'amorcer un cycle de baisse de taux courant 2024, afin de rendre leur politique monétaire moins restrictive.

Après avoir laissé ses taux inchangés au niveau de [5,25% ; 5,50%] depuis juillet 2023, la Fédérale Reserve (Fed) a commencé fort son cycle de baisse de taux avec une réduction de 50 points de base (pb) de ses taux directeurs, la première depuis mars 2020, le 18 septembre 2024. Cette « recalibration » visant à rendre la politique monétaire moins restrictive a été motivée par les progrès significatifs réalisés en matière d'inflation dans un contexte de ralentissement du marché de l'emploi. Rassurée sur l'inflation, la Fed s'est focalisée sur son 2e mandat : celui d'un emploi maximal pour éviter un ralentissement trop marqué de celui-ci. Elle a de nouveau baissé ses taux de 25 points de base, le 7 novembre puis le 18 décembre, pour ramener le taux des Fed funds dans la fourchette [4,25% ; 4,50%]. La Banque centrale a par ailleurs réduit le rythme de contraction de son bilan à partir du mois de juin 2024 (de 60 Mds de $ par mois contre 95 Mds précédemment). A partir de 2025, la Fed a opté pour le statu quo jugeant qu'elle était bien positionnée pour attendre d'avoir davantage de visibilité sur l'impact des politiques menées par la Maison Blanche. La Banque centrale se trouve dans une position inconfortable : la hausse de l'incertitude liée aux politiques menées par Donald Trump augmente le risque d'un taux de chômage plus élevé tout comme celui d'une inflation plus forte.

Le recul du taux d'inflation, de plus de 2,5 points de pourcentage par rapport à septembre 2023, et l'amélioration des perspectives d'inflation ont amené la BCE à réduire ses taux à partir du mois de juin 2024 et ceci à 8 reprises, pour un total de 200 points de base. Le taux de dépôt a ainsi été ramené à 2 % en juin 2025, contre un pic historique de 4 % entre septembre à mai 2023. La Banque centrale a continué dans le même temps la réduction de la taille de son bilan à travers les remboursements des TLTRO, la fin des réinvestissements des tombées dans le cadre de l'APP et le réinvestissement partiel des tombées du PEPP à partir du mois de juillet 2024 (au rythme de 7,5 Mds d'euros en moyenne par mois) pour y mettre un terme fin 2024.

Les taux obligataires souverains se sont révélés volatiles sur l'année écoulée.

De juillet à septembre 2024, l'attente, par les investisseurs, du lancement du cycle d'assouplissement monétaire aux Etats-Unis s'est traduite par une détente des taux obligataires. Le taux 10 ans américain a ainsi atteint un plus bas de l'année à 3,62%, le 16 septembre. Le spread français, qui s'était écarté jusqu'à 82 pb, le 27 juin, contre 48 pb le 7 juin, à la veille de l'annonce de la dissolution, est resté sur des niveaux élevés au cours du 3ème trimestre 2024, évoluant entre 63 et 80 points de base.

A partir d'octobre, les taux obligataires se sont tendus en raison d'une croissance et d'une inflation américaine plus forte que prévu, réduisant les perspectives de réduction de taux de la part de la Fed. Ces tensions ont significativement augmenté sur les deux derniers mois de l'année 2024 à la suite de la victoire de Donald Trump aux élections présidentielles du 6 novembre. Les craintes de relèvement de tarifs douaniers, d'expulsions de travailleurs immigrés illégaux et la perspective de baisse d'impôts massives pour les entreprises ont généré des craintes sur les finances publiques et une hausse des anticipations d'inflation. Le taux à 10 ans américain a ainsi augmenté de près de 80 pb au 4ème trimestre pour

# 1. Rapport de Gestion

clôturer à 4,6 %, le 31 décembre. Ces tensions se sont propagées aux taux européens dans une plus faible ampleur : le taux 10 ans allemand a augmenté de 24 pb et le 10 ans français de 28 pb sur les 3 derniers mois de l'année 2024.

Après avoir atteint un plus haut de l'année écoulée à 4,8 %, le 14 janvier 2025, le taux 10 ans américain a baissé. La politique chaotique menée par Donald Trump a généré des craintes sur la croissance américaine. Cela a contrasté avec les tensions qui se sont exercées sur les taux longs européens au début du mois de mars à la suite de l'annonce d'une réforme du frein à la dette en Allemagne, pour financer la hausse des dépenses militaires, et du plan d'infrastructures de 500 Mds d'euros. Le taux 10 ans allemand s'est ainsi tendu de 30 pb sur l'annonce, entre le 4 et le 5 mars, pour s'établir à 2,80% en anticipation de plus importantes émissions du gouvernement allemand pour financer ces dépenses.

A partir du 2 avril, les marchés ont été très volatils. Cela a été initié par le « liberation day » et l'annonce de tarifs « réciproques » par Donald Trump sur les exportations de la quasi-totalité des partenaires commerciaux des Etats-Unis. Ils se sont révélés beaucoup plus élevés qu'attendu ce qui a généré de fortes tensions sur les taux longs américains. Les Etats-Unis n'étant plus perçus comme un partenaire fiable ni sur le plan commercial, ni sur le plan de la défense, les investisseurs se sont désengagés des actifs américains et notamment du dollar. Entre le 4 et le 11 avril, le taux 10 ans s'est tendu de 50 pb, pour revenir à 4,49% et le 30 ans a dépassé les 5% au cours de la journée du 9 avril. Cela a conduit Donald Trump à faire machine arrière en ramenant les tarifs à 10 % et en adoptant une trêve de 90 jours concernant les tarifs réciproques. Cela a permis aux taux américains de se détendre un peu. Les taux européens se sont détendus sur la période, servant de valeurs refuges.

La courbe des taux américaine s'est pentifiée sur le 2ème trimestre 2025 en raison de la « grande et belle loi » budgétaire de Donald Trump qui devrait se traduire par 3 400 billions de $ de déficit supplémentaire sur les 10 prochaines années, selon le CBO. Cette perspective s'est traduite par des tensions sur les taux longs et notamment le 30 ans.

Au total, sur l'ensemble de l'année, le taux 10 ans américain a baissé de 17 pb pour clôturer à 4,23 %, le 30 juin 2025. Le taux 10 ans allemand s'est tendu de 11 pb, pour clôturer à 2,61%, et le 10 ans français est resté inchangé pour terminer à 3,28 %.

En zone euro, les spreads des pays périphériques se sont nettement resserrés en raison des progrès réalisés sur le plan de leurs finances publiques, de leur croissance plus dynamique et des tensions qui se sont exercées sur les taux allemands. Le spread italien s'est ainsi resserré de 70 pb sur l'année, les spreads espagnol et portugais de 30 pb et le spread grec de 56 pb. Le spread français s'est resserré de 12 pb, pour clôturer à 68 pb. Cela traduit l'inquiétude des investisseurs quant à la capacité du gouvernement à réduire le déficit public qui se révèle être l'un des plus élevé de la zone euro. L'Assemblée nationale très divisée limite grandement la capacité d'adopter les mesures de consolidation budgétaire nécessaires.

**Quelle a été la politique de gestion sur la période écoulée ?**

Au troisième trimestre 2024, le fonds a eu en moyenne une sensibilité à 100/110% autour de celle de son indice dans un contexte de baisses des taux BCE et d'émissions souveraines plus faibles au 4ème trimestre. Ensuite, nous avons construit et renforcé tout au long du trimestre une position à la pentification des courbes euro avec les baisses de taux BCE et la normalisation attendue des courbes (QT). Au quatrième trimestre 2024, en octobre et novembre, le fonds a affiché une sensibilité de 100/109 % par rapport à son indice dans un contexte de baisse des taux de la BCE et de baisse

# 1. Rapport de Gestion

des émissions souveraines au 4ème trimestre. En décembre, la duration du portefeuille se situe entre 92 % et 102 % par rapport à l'indice de référence. Les raisons étaient de réduire notre duration en prévision d'une offre d'émissions primaires fortes prévues pour début 2025. Après une hausse des taux, le biais vendeur de duration a été réduit dans le mois décembre pour finir l'année à 100 % par rapport à l'indice. Nous avons également pris des positions à la pentification des courbes. En 2025, le fonds a affiché une sensibilité de 97% sur la 1ère partie du mois de janvier en raison des fortes émissions attendues en janvier et du début de l'investiture de Trump. Puis, suite à la remontée des taux, nous avons remonté la sensibilité à 103/105% sur la 2ème partie du mois et en février. En mars, le fonds a eu une sensibilité à 96/103% en début de mois. Puis, nous avons remonté la sensibilité à 105% à partir du 17/03 sur des niveaux moyens de 10 ans allemands à 2.83%. Fin mars, nous avons réduit la duration à 103%. Au T2, le fonds a eu une sensibilité de 95/106% par rapport à son indice. La sensibilité du fonds aux taux d'intérêt a varié entre 100 % et 106 % en avril. Ce positionnement a été rentable alors que les taux baissaient en avril. Le fonds était entre 95% et 102% en mai. Enfin, en juin, le fonds avait une sensibilité le plus souvent comprise entre 97% et 100%. D'une part, les incertitudes de la politique de Trump couplées à la désinflation dans la zone euro avait un impact baissier sur les taux. D'autre part, les plans de dépenses allemands et pour la défense dans la zone euro créent un plancher sur les taux de l'euro. Ensuite, nous avons été positionnés à la pentification des courbes euro sur le 10/30 ans, dans la perspective d'émissions soutenues sur les maturités long terme suite aux annonces de « debt brake » en Allemagne et de plan de réarmement en Europe. De plus, sur les taux internationaux, nous avons vendu des taux japonais à 10 ans fin mars sur un niveau de 1.5% avec un premier objectif à 1.6% puis 1.7%. Par ailleurs, en mai, nous avons vendu des taux américains à 30 ans et en juin, nous avions une position à la pentification de la courbe sur le 10/30 ans US.

Sur l'allocation pays, nous avons conservé une vision prudente sur la dette française dans la perspective des discussions sur le budget à partir de septembre 2024, puis, nous avons conservé et accru la sous-exposition à la France jusqu'à -30pb en sensibilité contribuée. De plus, en juillet 2024, nous sommes passés tactiquement à une surexposition sur l'Italie pour des considération de valorisation. Au quatrième trimestre 2024, la sous-pondération de la dette française a été maintenue entre -30 et -50 points de base en sensibilité contribuée. Nous étions négatifs sur la France à cause des problèmes budgétaires. La surexposition sur l'Espagne a également été maintenue à 30cts.

En 2025, sur l'allocation pays, nous avons renforcé les expositions aux pays périphériques en particulier sur l'Italie de 5cts en janvier à 30/35cts en mars. Au mois d'avril, suite à l'annonce des tarifs de Trump, nous avons réduit le risque global de notre portefeuille en initiant une sous-pondération sur la dette française et italienne. Nous avons réduit l'exposition aux pays périphériques de 58bps (fin mars) à 3bps fin avril. Ensuite, en mai, nous avons augmenté les expositions sur les obligations espagnoles et italiennes qui étaient à 21 pbs à la fin du mois. En juin, les expositions sur les dettes périphériques ont été augmentées à 48 pbs. Les raisons étaient : une vision constructive vis-à-vis des pays périphériques en raison de leurs fondamentaux solides, bien que les spreads par rapport à l'Allemagne aient déjà diminué au cours des mois précédents et malgré les incertitudes qui subsistent en lien avec la guerre commerciale avec Trump.

Sur les Agences, en juillet 2024, compte tenu de l'écartement opéré suite à la dissolution de l'Assemblée nationale en France, nous avons soldé les couvertures sur les swap spread qui avaient été initiées en juin afin de protéger en partie l'exposition sur les agences. Début Aout 2024, suite au rapport emploi US et suite à la hausse des taux par la BOJ, les taux surtout US ont baissé fortement et on a assisté à un débouclement des trade de Carry sur le Yen qui a entrainé une baisse forte des taux et un écartement de l'ensemble des spreads de crédit et souverain Euro. Par suite, nous avons mis en place une couverture pour se protéger de l'écartement sur les swap spread, cette dernière a été soldée en perte. Fin Aout, compte tenu du retour d'un contexte risk-on, nous avons profité des émissions primaires de fin Aout pour renforcer l'exposition sur les agences.En novembre 2024, la surexposition des agences a été réduite de 30 cts en raison de leur

# 1. Rapport de Gestion

bonne performance en 2024 et de la volatilité attendue avec les élections américaines de novembre. L'idée était aussi de réduire les expositions suite au resserrement des SSA vs souverain en 2024, et afin de pouvoir participer activement aux émissions primaires de début 2025. En décembre, nous avons entré une stratégie acheteuse de swap spread euro à 10 ans dans le contexte de la normalisation de la valorisation de la dette allemande (et de l'ASW allemand) et d'un budget allemand éventuellement plus ambitieux avec un assouplissement des règles budgétaires en Allemagne. En 2025, sur les Agences nationales et supranationales, nous avons remonté la surexposition de 56cts à 63/68 cts entre février et mars. En février, nous avons soldé en gain une stratégie de swap spread rentrée fin 2024. Puis, en fin de période, nous avons initié une stratégie acheteuse de swap spread allemand dans un contexte de poursuite de la normalisation de la cherté de la dette allemande (et ASW allemands) et un budget allemand ambitieux. Celle-ci s'est avérée perdante. Nous avons réduit notre allocation de 64 points de base en mars à 50 points de base en avril. Nous avons maintenu la surexposition à 50cts en mai et en juin. Le marché des agences s'était montré résilient malgré la politique de Trump et les dépenses liées à la défense européenne. Le mouvement vers un resserrement du spread de swap qui a commencé en 2024 et a été présent depuis le début de l'année 2025 s'est arrêté depuis le début du mois d'avril autour du « jour de la libération ». Notre vision à court terme est une stabilisation proche des niveaux actuels sur le spread de swap allemand. En revanche, à moyen terme, nous pensons que les facteurs fondamentaux favorisant le swap contre papier (abondance de collatéraux liés au QT de la BCE, les besoins de financement des États renforcés par les besoins de défense et la réforme du frein à l'endettement en Allemagne devraient reprendre le dessus, ce qui devrait favoriser un resserrement du spread de swap à plus long terme.

Sur l'inflation, nous avons initié en fin d'année 2024 une stratégie d'achat d'inflation euro du fait d'une valorisation attractive. Les point-mort d'inflation euro intègrent une faible prime d'inflation : inférieure à 2 % dans la zone euro. En janvier 2025, le fonds a soldé en gain sa position sur les swaps inflation euro entrée fin 2024. Nous avons rentré en mars une position acheteuse d'inflation euro contre inflation France. Des chiffres d'inflation français attendus bas dans les mois à venir (moins de 1% pour le reste du S1 2025) et des flux Livret A qui devraient être limités à cause de la baisse du taux du Livret A en 2025 en sont les principales raisons. En avril, nous avons tactiquement entré une position acheteuse de point-mort d'inflation euro à 5 ans pour des considérations de valorisation.

Sur la période, le fonds affiche une légère sous-performance : la part I réalise une performance nette de 5.22 % contre 5.39 % pour son indice. La sous-performance est liée au positionnement de duration et de courbe dans un contexte haussier sur les taux et d'aplatissement des courbes en particulier au 2nd trimestre 2024. Au cours du troisième trimestre 2024 et en 2025, les positionnements de duration et de courbe ont été bénéfiques dans un contexte baissier sur les taux et de pentification des courbes. Par ailleurs, sur la période, les surpondérations sur les obligations périphériques et les Agences ont été bénéfiques sauf en avril 2025.

*Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.*

# 1. Rapport de Gestion

### b) Informations sur l'OPC

#### ■ Principaux mouvements dans le portefeuille au cours de l'exercice

| Titres | Mouvements ("Devise de comptabilité") | |
|---|---|---|
| | Acquisitions | Cessions |
| OSTRUM SRI CASH Part M | 587 570 234,08 | 569 599 784,99 |
| FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 2.75% 25-02-29 | 130 236 418,02 | 102 771 251,35 |
| FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.75% 25-02-28 | 52 372 018,01 | 122 442 159,50 |
| BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND 0.25% 15-02-29 | 85 282 610,64 | 70 994 064,10 |
| ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 3.0% 01-10-29 | 120 634 866,00 | 0,00 |
| ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 3.8% 01-08-28 | 0,00 | 98 324 085,50 |
| SPAIN GOVERNMENT BOND 3.25% 30-04-34 | 20 785 348,63 | 77 309 695,90 |
| FRAN GOVE BON 0.25% 25-11-26 | 48 004 529,93 | 47 330 831,76 |
| SPAIN GOVERNMENT BOND 3.15% 30-04-35 | 67 882 939,62 | 24 956 485,96 |
| SPAIN GOVERNMENT BOND 0.8% 30-07-29 | 65 034 791,23 | 23 687 736,64 |

#### ■ Changements substantiels intervenus au cours de l'exercice et à venir

Cet OPC n'a pas fait l'objet de changements substantiels.

#### ■ OPC Indiciel

Cet OPC ne rentre pas dans la classification des OPC indiciels.

#### ■ Fonds de fonds alternatifs

Cet OPC ne rentre pas dans la classification des fonds de fonds alternatifs.

# 1. Rapport de Gestion

## ■ Techniques de gestion efficace de portefeuille et instruments financiers dérivés (ESMA) en EUR

### a) Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace du portefeuille et des instruments financiers dérivés

**• Exposition obtenue au travers des techniques de gestion efficace : 92 143 822,48**

o Prêts de titres : 0,00

o Emprunt de titres : 0,00

o Prises en pensions : 0,00

o Mises en pensions : 92 143 822,48

**• Exposition sous-jacentes atteintes au travers des instruments financiers dérivés : 401 559 612,91**

o Change à terme : 0,00

o Future : 401 559 612,91

o Options : 0,00

o Swap : 0,00

### b) Identité de la/des contrepartie(s) aux techniques de gestion efficace du portefeuille et instruments financiers dérivés

| Techniques de gestion efficace | Instruments financiers dérivés (*) |
|---|---|
| NATIXIS TRADEX SOLUTIONS | |

(*) Sauf les dérivés listés.

# 1. Rapport de Gestion

### c) Garanties financières reçues par l'OPCVM afin de réduire le risque de contrepartie

| Types d'instruments | Montant en devise du portefeuille |
|---|---|
| **Techniques de gestion efficace** | |
| . Dépôts à terme | 0,00 |
| . Actions | 0,00 |
| . Obligations | 0,00 |
| . OPCVM | 0,00 |
| . Espèces (*) | 523,56 |
| **Total** | **523,56** |
| **Instruments financiers dérivés** | |
| . Dépôts à terme | 0,00 |
| . Actions | 0,00 |
| . Obligations | 0,00 |
| . OPCVM | 0,00 |
| . Espèces | 0,00 |
| **Total** | **0,00** |

(*) Le compte Espèces intègre également les liquidités résultant des opérations de mise en pension.

### d) Revenus et frais opérationnels liés aux techniques de gestion efficace

(

| Revenus et frais opérationnels | Montant en devise du portefeuille |
|---|---|
| . Revenus (*) | 0,00 |
| . Autres revenus | 0,00 |
| **Total des revenus** | **0,00** |
| . Frais opérationnels directs | 4 764 182,03 |
| . Frais opérationnels indirects | 0,00 |
| . Autres frais | 0,00 |
| **Total des frais** | **4 764 182,03** |

*) Nets de la rémunération perçue par Natixis TradEx Solutions qui ne peut excéder 40% des revenus générés par ces opérations. Les autres revenus et autres frais correspondent à la rémunération du placement en compte de dépôt des garanties financières reçues en espèces qui varie en fonction des conditions de marché, et à d'éventuels autres produits sur comptes financiers et charges sur dettes financières non liés aux techniques de gestion efficace.

# 1. Rapport de Gestion

## ■ Réglementation SFTR en EUR

| | Prêts de titres | Emprunts de titres | Mise en pension | Prise en pension | TRS |
|---|---|---|---|---|---|

### a) Titres et matières premières prêtés

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Montant | 0,00 | | | | |
| % de l'Actif Net (*) | 0,00 | | | | |

(*) % hors trésorerie et équivalent de trésorerie

### b) Actifs engagés pour chaque type d'opérations de financement sur titres et TRS exprimés en valeur absolue

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Montant | 0,00 | 0,00 | 93 068 744,36 | 0,00 | 0,00 |
| % de l'Actif Net | 0,00 | 0,00 | 5,94 | 0,00 | 0,00 |

### c) 10 principaux émetteurs de garanties reçues (hors cash) pour tous les types d'opérations de financement

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |

### d) 10 principales contreparties en valeur absolue des actifs et des passifs sans compensation

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| NATIXIS TRADEX SOLUTIONS FRANCE | 0,00 | 0,00 | 93 068 744,36 | 0,00 | 0,00 |

### e) Type et qualité des garanties (collatéral)

| **Type** | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| - Actions | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| - Obligations | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| - OPC | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| - TCN | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| - Cash | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| Rating | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| **Monnaie de la garantie** | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Euro | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

### f) Règlement et compensation des contrats

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Triparties | | | | X | |
| Contrepartie centrale | | | | | |
| Bilatéraux | X | | | X | |

# 1. Rapport de Gestion

| | Prêts de titres | Emprunts de titres | Mise en pension | Prise en pension | TRS |
|---|---|---|---|---|---|

**g) Échéance de la garantie ventilée en fonction des tranches**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Moins d'1 jour | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| 1 jour à 1 semaine | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| 1 semaine à 1 mois | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| 1 à 3 mois | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| 3 mois à 1 an | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| Plus d'1 an | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| Ouvertes | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |

**h) Échéance des opérations de financement sur titres et TRS ventilée en fonction des tranches**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Moins d'1 jour | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1 jour à 1 semaine | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1 semaine à 1 mois | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1 à 3 mois | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3 mois à 1 an | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Plus d'1 an | 0,00 | 0,00 | 84 644 688,95 | 0,00 | 0,00 |
| Ouvertes | 0,00 | 0,00 | 8 424 055,41 | 0,00 | 0,00 |

**i) Données sur la réutilisation des garanties**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Montant maximal (%) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Montant utilisé (%) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Revenus pour l'OPC suite au réinvestissement des garanties espèces en euros | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

**j) Données sur la conservation des garanties reçues par l'OPC**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Caceis Bank | | | | | |
| Titres | 0,00 | | | 0,00 | 0,00 |
| Cash | 0,00 | | | | 0,00 |

**k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Cash | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

# 1. Rapport de Gestion

| | Prêts de titres | Emprunts de titres | Mise en pension | Prise en pension | TRS |
|---|---|---|---|---|---|

**I) Données sur les revenus et les coûts ventilés**

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| **Revenus** | | | | | |
| - OPC | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| - Gestionnaire | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| - Tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| **Coûts** | | | | | |
| - OPC | 0,00 | 0,00 | -4 764 182,03 | 0,00 | |
| - Gestionnaire | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| - Tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |

### e) Données Type et qualité des garanties (collatéral)

Le collatéral reçu doit être conforme à la politique de NIM International définie afin de garantir un haut niveau de qualité et de liquidité ainsi qu'une absence de corrélation directe avec la contrepartie de l'opération. En complément, la politique de collatéralisation de NIM International définit des niveaux de sur-collatéralisation adaptés à chaque type de titres pour faire face le cas échéant à la variation de leur valeur. Enfin un dispositif d'appel de marges quotidien est en place afin de compenser les variations de mark to market des titres.

### i) Données sur la réutilisation des garanties

Les OPCVM doivent impérativement réinvestir l'intégralité de leurs garanties cash (ie. montant maximal = montant maximal utilisé = 100%), mais ne peuvent réutiliser leurs garanties titres (ie. montant maximal = montant utilisé = 0%).

Par ailleurs, en cas de réception de garanties financières en espèces, celles-ci doivent, dans des conditions fixées par la règlementation, uniquement être :
- placées en dépôts ;
- investies dans des obligations d'Etat de haute qualité ;
- utilisées dans une prise en pension livrée ;
- investies dans des organismes de placement collectif (OPC) monétaire court terme.

Pour les opérations réalisées par Natixis TradEx Solutions, en mode agent ou en mode principal, les sommes reçues au titre du collatéral espèces sur les opérations de cessions temporaires de titres sont investies sur un compte de dépôts rémunéré.

### k) Données sur la conservation des garanties fournies par l'OPC

Toutes les garanties financières fournies par l'OPC sont transférées en pleine propriété.

# 1. Rapport de Gestion

### l) Données sur les revenus et les coûts ventilés

La société de gestion a confié à Natixis TradEx Solutions pour le compte de l'OPCVM la réalisation des opérations de prêts de titres et de mises en pension.

Les revenus de ces opérations sont restitués à l'OPCVM. Ces opérations engendrent des coûts qui sont supportés par l'OPCVM. La facturation de Natixis TradEx Solutions ne peut excéder 40% des revenus générés par ces opérations et est déduite des produits comptabilisés par l'OPCVM.

Les montants présentés n'intègrent pas la rémunération du placement en compte de dépôt des garanties financières reçues en espèces.

### ■ Accès à la documentation

La documentation légale du fonds (DICI, prospectus, rapports périodiques…) est disponible auprès de la société de gestion, à son siège ou à l'adresse e-mail suivante : **ClientServicingAM@natixis.com**

# 1. Rapport de Gestion

### c) Informations sur les risques

**■ Méthode de calcul du risque global**

La méthode de calcul retenue par la Société de Gestion pour mesurer le risque global de ce fonds est celle de l'engagement.

**■ Exposition à la titrisation**

Cet OPC n'est pas concerné par l'exposition à la titrisation.

**■ Gestion des risques**

Néant.

**■ Gestion des liquidités**

Néant.

**■ Traitement des actifs non liquides**

Cet OPC n'est pas concerné.

# 1. Rapport de Gestion

### d) Critères environnementaux, sociaux et gouvernementaux (ESG)

La prise en compte de critères ESG dans le processus d'investissement est explicitée en détail dans le pre-contractual document annexé au prospectus du fonds.

**Information sur le règlement Taxonomie (UE) 2020/852 : Article 8**

Au titre de l'article 50 du règlement délégué de niveau 2 SFDR, des informations sur la réalisation des caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier faisant partie du présent rapport de gestion sont disponibles en annexe.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

**■ Procédure de sélection et d'évaluation des intermédiaires et contreparties - Exécution des ordres**

Dans le cadre du respect par la Société de gestion de son obligation de « best execution », la sélection et le suivi des intermédiaires taux, des brokers actions et des contreparties sont encadrés par un processus spécifique.
La politique de sélection des intermédiaires/contreparties et d'exécution des ordres de la société de gestion est disponible sur son site internet : https://www.im.natixis.com/fr-fr/site-information/regulatory-information.

**■ Politique de vote**

Le détail des conditions dans lesquelles la Société de gestion entend exercer les droits de vote attachés aux titres détenus en portefeuille par les fonds qu'elle gère, ainsi que le dernier compte-rendu annuel sont consultables au siège de la Société ou sur son site internet : https://www.im.natixis.com/fr-fr/site-information/regulatory-information.

**■ Politique de rémunération de la société de gestion délégante**

La présente politique de rémunération de NIMI est composée de principes généraux applicables à l'ensemble des collaborateurs (cf. point I), de principes spécifiques applicables à la population identifiée par AIFM et UCITS V (cf. point II) et d'un dispositif de gouvernance applicable à l'ensemble des collaborateurs (cf. point III).
Elle s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération définie par NATIXIS et elle est établie en conformité avec les dispositions relatives à la rémunération figurant dans les textes réglementaires suivants, ainsi que les orientations de l'European Securities and Markets Authority (ESMA) et les positions de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) qui en découlent :

- Directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, transposée dans le Code Monétaire et Financier par l'Ordonnance n°2013-676 du 27 juillet 2013 (« Directive AIFM »).
- Directive 2014/91/UE du Parlement Européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), transposée dans le Code Monétaire et Financier par l'Ordonnance n°2016-312 du 17 mars 2016 (« Directive UCITS V »).
- Directive 2014/65/UE du Parlement Européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers, transposée dans le Code Monétaire et Financier par l'Ordonnance n°2016-827 du 23 juin 2016, complétée par le Règlement Délégué 2017/565/UE du 25 avril 2016 (« Directive MIFII »).
- Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers

**I- Principes généraux de la politique de rémunération**

La politique de rémunération est un élément stratégique de la politique de NIMI. Outil de mobilisation et d'engagement des collaborateurs, elle veille, dans le cadre d'un strict respect des grands équilibres financiers et de la règlementation, à être compétitive et attractive au regard des pratiques de marché.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

La politique de rémunération de NIMI, qui s'applique à l'ensemble des collaborateurs, intègre dans ses principes fondamentaux l'alignement des intérêts des collaborateurs avec ceux des investisseurs :

- Elle est cohérente et favorise une gestion saine et efficace du risque et n'encourage pas une prise de risque qui serait incompatible avec les profils de risque, le règlement ou les documents constitutifs des produits gérés.
- Elle est conforme à la stratégie économique, aux objectifs, aux valeurs et aux intérêts de la société de gestion et des produits qu'elle gère et à ceux des investisseurs, et comprend des mesures visant à éviter les conflits d'intérêts.

La politique de rémunération englobe l'ensemble des composantes de la rémunération, qui comprennent la rémunération fixe et, le cas échéant, la rémunération variable.
La rémunération fixe rétribue les compétences, l'expérience professionnelle et le niveau de responsabilité. Elle tient compte des conditions de marché.

La rémunération variable est fonction de l'évaluation de la performance collective, mesurée à la fois au niveau de la société de gestion et des produits gérés, et de la performance individuelle. Elle tient compte d'éléments quantitatifs et qualitatifs, qui peuvent être établis sur base annuelle ou pluriannuelle.

### I-1. Définition de la performance

L'évaluation objective et transparente de la performance annuelle et pluriannuelle sur la base d'objectifs prédéfinis est le prérequis de l'application de la politique de rémunération de NIMI. Elle assure un traitement équitable et sélectif des collaborateurs. Cette évaluation est partagée entre le collaborateur et son manager lors d'un entretien individuel d'évaluation.

La contribution et le niveau de performance de chacun des collaborateurs sont évalués au regard de ses fonctions, de ses missions et de son niveau de responsabilité dans la société de gestion. Dans ce cadre, la politique de rémunération distingue plusieurs catégories de personnel :

- Le Comité de direction est évalué sur sa contribution à la définition et la mise en œuvre de la stratégie de la société de gestion, cette stratégie s'inscrivant dans celle de la plateforme internationale de distribution et dans celle de Solutions. Le Comité de direction est également évalué sur sa capacité à développer les performances des offres de produits et de services, sur la performance de l'activité de distribution, et plus globalement sur le développement du modèle multi-boutiques du groupe, ainsi que sur la performance financière ajustée des risques sur son périmètre de supervision. Pour cette catégorie, la performance s'apprécie annuellement au travers d'indicateurs quantitatifs liés à l'évolution des résultats économiques de NIMI et des activités supervisées ainsi que d'une contribution à la performance globale de NATIXIS IM. La performance s'apprécie également à travers l'atteinte d'objectifs qualitatifs tels que la qualité du management et/ou la responsabilité/contribution à des chantiers transversaux.

- Les fonctions de support sont évaluées sur leur capacité à accompagner proactivement les enjeux stratégiques de la société de gestion. La performance individuelle est appréciée annuellement par l'atteinte d'objectifs qualitatifs tels que la qualité de l'activité récurrente et/ou du degré de participation à des chantiers transversaux ou à des projets stratégiques/réglementaires. Ces objectifs sont définis annuellement en cohérence avec ceux de NIMI et ceux de la plateforme internationale de distribution et, le cas échéant, de Solutions.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

- L'évaluation de la performance des fonctions de contrôle repose sur l'appréciation de critères qualitatifs uniquement tels que la participation à des chantiers transversaux ou à des projets stratégiques/réglementaires, définis annuellement, afin de ne pas compromettre leur indépendance, ni créer de conflit d'intérêt avec les activités qu'elles contrôlent.

- La performance des fonctions de gestion est évaluée selon un critère quantitatif lié à la génération de valeur par l'allocation, complété de critères qualitatifs. Le critère quantitatif reflète les enjeux de développement des performances de gestion recherchés par les investisseurs sans toutefois autoriser une prise de risque excessive pouvant avoir une incidence sur le profil de risque de NIMI et/ou des produits gérés. Ce critère quantitatif est calculé sur une période prédéfinie en ligne avec l'horizon de performance ajustée des risques des fonds gérés et de la société de gestion.
  Des critères spécifiques intégrant les risques en matière de durabilité, i.e. les enjeux sociaux, environnementaux et de gouvernance, doivent enfin être définis pour l'ensemble des collaborateurs des équipes de gestion.

- L'évaluation de performance des fonctions de gestion de dette privée sur actifs réels repose sur deux critères (un quantitatif, un qualitatif) dont la bonne réalisation concourt à la fois à l'intérêt de la société de gestion et des clients investisseurs dans les fonds et stratégies gérés par l'équipe.
  Le critère quantitatif consiste à mesurer le montant de fonds levés auprès des investisseurs et reflète la participation de chaque gérant au développement des encours sous gestion, générateurs de revenus pour l'activité. Le critère qualitatif vise à s'assurer que les investissements réalisés pour le compte des clients l'ont été selon l'application stricte des critères d'investissement définis avec ces derniers. Il a aussi pour objectif de s'assurer, lors de l'investissement et pendant toute la durée de détention de ces transactions, que le gérant a identifié les facteurs de risques de façon exhaustive, et anticipée. En cas de survenance d'un des facteurs de risque, il sera tenu compte de la pertinence des mesures de remédiation qui seront exécutées avec diligence et dans le seul intérêt de l'investisseur. De manière plus spécifique, ce facteur ne consiste pas à pénaliser le gérant en raison de l'occurrence d'un événement de crédit (le risque de crédit est en effet consubstantiel à cette activité). Il vise à assurer les clients qu'une analyse exhaustive des risques et de ses facteurs d'atténuation a été réalisée ab initio, puis grâce à un process de contrôle, pendant toute la durée de détention des investissements. Il permet de mettre en œuvre une réaction réfléchie et efficace, dans le cas d'un événement de crédit, afin d'en neutraliser ou limiter l'impact pour l'investisseur.

- L'évaluation de la performance des fonctions de distribution repose sur l'appréciation de critères quantitatifs et qualitatifs. Les critères quantitatifs s'appuient sur la collecte brute, la collecte nette, le chiffre d'affaires, la rentabilité des encours et leurs évolutions. Les critères qualitatifs incluent notamment la diversification et le développement du fonds de commerce (nouveaux clients ; nouveaux affiliés ; nouvelles expertises ; …) et la prise en compte conjointe des intérêts de NIMI et de ceux des clients.

L'évaluation de la performance intègre, pour toutes les catégories de personnel, des critères qualitatifs.
Ces critères qualitatifs intègrent toujours le respect de la règlementation et des procédures internes en matière de gestion des risques et de respect de la conformité de NIMI.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

Ils peuvent par ailleurs porter sur la qualité de la relation avec les clients incluant le niveau d'expertise et de conseil apportés, la contribution à la fiabilisation d'un processus, la participation à un projet transversal, la contribution au développement de nouvelles expertises, la participation au développement de l'efficacité opérationnelle ou tous autres sujets définis en déclinaison des objectifs stratégiques de NIMI.

Pour chaque catégorie de personnel, l'ensemble des objectifs quantitatifs et qualitatifs sont définis et communiqués individuellement en début d'année, en déclinaison des objectifs stratégiques de NIMI.

### I-2. Composantes de la rémunération

#### I-2.1. Rémunération fixe

NIMI veille à maintenir un niveau de rémunération fixe suffisant pour rémunérer l'activité professionnelle des collaborateurs.

La rémunération fixe rémunère les compétences, l'expérience professionnelle et le niveau de responsabilité attendus dans une fonction.

Le positionnement des rémunérations fixes est étudié périodiquement pour s'assurer de sa cohérence vis-à-vis des pratiques de marché géographiques et professionnelles.

La revalorisation des salaires fixes est analysée une fois par an dans le cadre de la revue annuelle des rémunérations. En dehors de cette période, seuls les cas de promotion, de mobilité professionnelle ou de situation individuelle exceptionnelle peuvent donner lieu à une revalorisation.

#### I-2.2. Rémunération variable

Les enveloppes de rémunérations variables sont définies en fonction des résultats annuels de NIMI, de la plateforme internationale de distribution, de Solutions mais également en fonction d'éléments qualitatifs, comme les pratiques des entreprises concurrentes, les conditions générales de marché dans lesquelles les résultats ont été obtenus et les facteurs qui ont pu influer de manière temporaire sur la performance du métier.

Les rémunérations variables, qui peuvent être attribuées le cas échéant, rémunèrent une performance annuelle individuelle s'inscrivant dans le cadre d'une performance collective.

Les rémunérations variables collectives de NIMI sont constituées d'un dispositif d'intéressement et de participation, associé à un plan d'épargne d'entreprise (PEE) et à un plan d'épargne retraite collectif (PERCOL). Les collaborateurs peuvent bénéficier, dans le cadre de ces plans, d'un dispositif d'abondement.

Ces rémunérations variables collectives n'ont aucun effet incitatif sur la gestion des risques de NIMI et/ou des produits gérés et n'entrent pas dans le champ d'application des directives AIFM ou UCITS V.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

Dans le respect des enveloppes globales de rémunérations variables, les rémunérations variables individuelles sont attribuées, dans le cadre de la revue annuelle des rémunérations, de manière discrétionnaire objectivée au regard de l'évaluation d'une performance individuelle et de la manière dont cette performance est atteinte. La rémunération variable attribuée aux collaborateurs est impactée en cas de gestion inappropriée des risques et de la conformité, ou de non-respect de la réglementation et des procédures internes sur l'année considérée (cf. I-1. ci-dessus).

La population identifiée est soumise à des obligations spécifiques en matière de respect des règles de risques et de conformité. Le non-respect de ces obligations peut entraîner une diminution partielle ou totale de l'attribution de la rémunération variable individuelle.

En cas de perte ou de baisse significative de ses résultats, NIMI peut également décider de réduire voire d'annuler en totalité l'enveloppe attribuée aux rémunérations variables individuelles, ainsi que, le cas échéant, les échéances en cours d'acquisition au titre de rémunérations variables déjà attribuées et différées.

De même, en cas de concrétisation d'un risque majeur en matière de durabilité, i.e. de survenance d'un événement ou d'une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui aurait une incidence négative significative et durable sur la valeur des fonds/produits gérés, l'enveloppe attribuée aux rémunérations variables individuelles pourra être réduite voire annulée, ainsi que, le cas échéant, les échéances en cours d'acquisition au titre de rémunérations variables déjà attribuées et différées.

Aucune garantie contractuelle n'encadre les rémunérations variables, à l'exclusion parfois de rémunérations variables attribuées pour une première année d'exercice dans le cadre d'un recrutement externe.

Les dispositifs de type « parachute doré » sont prohibés. Les paiements liés à la résiliation anticipée du contrat de travail sont définis en fonction des dispositions légales (indemnités légales et conventionnelles) et des performances du bénéficiaire, de son activité d'appartenance et de l'ensemble de la société de gestion réalisées sur la durée et ils sont conçus de manière à ne pas récompenser l'échec.

La rémunération variable n'est pas versée par le biais d'instruments ou de méthodes qui facilitent le contournement des exigences établies dans la réglementation.

### I-2.3. Dispositif de fidélisation des collaborateurs clés

NIMI souhaite pouvoir garantir à ses investisseurs la stabilité de ses équipes.

Pour ce faire, un dispositif de rémunération différée a été intégré aux politiques de rémunération.

Ce dispositif conduit, au-delà d'un certain seuil de variable, à allouer une part de la rémunération variable sous la forme de numéraire indexé sur l'évolution de la performance financière consolidée de NATIXIS IM mesurée par son Résultat Courant Avant Impôt (RCAI), constatée chaque année sur une période de 3 ans minimum. La part de rémunération variable ainsi différée est acquise par tranches égales sur une période de 3 ans minimum et permet d'associer les collaborateurs aux performances de NATIXIS IM. Le taux de rémunération variable différée résulte de l'application d'une table de différés.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

Ce dispositif est soumis à des conditions de présence et d'absence de comportement hors norme pouvant avoir un impact sur le niveau de risque de NIMI. L'acquisition de ces tranches peut faire l'objet d'une restitution en tout ou partie, afin de garantir un ajustement des risques a posteriori.

#### I-2.4. Equilibre entre rémunération fixe et variable

NIMI s'assure qu'il existe un équilibre approprié entre les composantes fixe et variable de la rémunération globale et que la composante fixe représente une part suffisamment élevée de la rémunération globale pour qu'une politique pleinement souple puisse être exercée en matière de composantes variables de la rémunération, notamment la possibilité de ne payer aucune composante variable. L'ensemble des situations individuelles, pour lesquelles la rémunération variable représente plus de deux fois la rémunération fixe et qui peuvent s'expliquer par la pratique de marché et/ou un niveau de responsabilités, de performance et de comportement exceptionnel, sont documentées par la Direction des ressources humaines dans le cadre de la revue annuelle des rémunérations.

### II- Déclinaison du dispositif applicable à la population identifiée au titre d'AIFM et/ou UCITS V

#### II-1. Population identifiée

Conformément aux dispositions réglementaires, la population identifiée de NIMI comprend les catégories de personnel, y compris la direction générale, les preneurs de risques et les personnes exerçant une fonction de contrôle, ainsi que tout employé qui, au vu de sa rémunération globale, se situe dans la même tranche de rémunération que la direction générale et les preneurs de risques, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la société de gestion et/ou des produits gérés par celle-ci. Ces personnes sont identifiées en fonction de leur activité professionnelle, de leur niveau de responsabilité ou de leur niveau de rémunération totale.

Dans une perspective de cohérence et d'harmonisation, NIMI a décidé de mettre en œuvre le dispositif applicable à la population identifiée sur l'ensemble du périmètre des produits gérés (mandats, OPCVM et AIF).

Les catégories de population suivantes sont notamment identifiées :

- Les membres de l'organe de direction,
- Les membres du personnel responsables de la gestion de portefeuille,
- Les responsables des fonctions de contrôle (risques, conformité et contrôle interne),
- Les responsables des activités de support ou administratives,
- Les autres preneurs de risques,
- Les collaborateurs qui, au vu de leur rémunération globale, se situent dans la même tranche de rémunération que la direction générale et les preneurs de risques.

Chaque année, en amont de la revue annuelle des rémunérations, la Direction des ressources humaines détermine et formalise la méthodologie d'identification et le périmètre de la population identifiée de NIMI, en lien avec le Directeur des contrôles permanents.
Le périmètre de l'ensemble de la population identifiée est ensuite validé par la Direction générale de NIMI puis remonté à son Conseil d'administration dans son rôle de fonction de surveillance, et enfin présenté au Comité des rémunérations de NATIXIS.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

L'ensemble du processus d'identification est documenté et archivé par la Direction des ressources humaines. Les collaborateurs concernés sont en outre informés de leur statut.

**II-2. Dispositif applicable aux rémunérations variables attribuées à la population identifiée**

En conformité avec la réglementation et afin de garantir l'alignement entre les collaborateurs et les investisseurs et la société de gestion, la rémunération variable de la population identifiée, dès lors qu'elle dépasse un certain seuil, est pour partie différée et pour partie attribuée sous forme d'instrument financier sur une période de 3 ans minimum, avec une acquisition prorata temporis.

La proportion de la rémunération variable, qui est différée sur 3 ans, croît avec le montant de rémunération variable attribuée et peut atteindre 60% pour les rémunérations les plus élevées de NIMI. Actuellement, les modalités d'application du différé sont les suivantes :

- Jusqu'à 199 K€ de rémunération variable : pas de différé,
- Entre 200 K€ et 499 K€ : 50% de différé au 1er euro,
- A partir de 500 K€ : 60% de différé au 1er euro.

Les seuils de déclenchement des rémunérations variables différées sont susceptibles d'évolution en fonction de la réglementation ou d'évolution des politiques internes. Dans ce cas, les nouveaux seuils définis sont soumis à l'approbation du Comité de direction de NIMI et du Comité des rémunérations de NATIXIS.
La rémunération variable est en outre attribuée à hauteur de 50% minimum en instrument financier ayant la forme de numéraire indexé :

- Pour les équipes qui participent directement à la gestion de portefeuille, à l'exception des équipes de gestion de dette privée sur actifs réels, sur la performance d'un panier de produits gérés par NIMI.
- Pour les équipes qui ne participent pas directement à la gestion de portefeuille et pour les équipes de gestion de dette privée sur actifs réels, sur l'évolution de la performance financière consolidée de NATIXIS IM mesurée par son Résultat Courant Avant Impôt (RCAI), constatée chaque année sur une période de 3 ans minimum.

L'acquisition de la part de la rémunération variable, qui est différée, est soumise à des conditions de présence, de performance financière consolidée de NATIXIS IM et d'absence de comportement hors norme pouvant avoir un impact sur le niveau de risque de NIMI et/ou des produits gérés.

Cette acquisition est également soumise à des obligations en matière de respect des règles de risques et de conformité. Le non-respect de ces obligations peut entraîner une diminution partielle ou totale de l'acquisition. Elle peut enfin faire l'objet d'une restitution en tout ou partie, afin de garantir un ajustement des risques a posteriori.

Les collaborateurs bénéficiant d'une rémunération variable différée ont l'interdiction de recourir, sur la totalité de la période d'acquisition, à des stratégies individuelles de couverture ou d'assurance.

Les modalités et conditions de détermination, de valorisation, d'attribution, d'acquisition et de paiement de la rémunération variable différée en équivalent instrument financier sont détaillées dans les Long Term Incentive Plans (LTIP) de NIMI et de NATIXIS IM.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

### III- Gouvernance

Les principes généraux et spécifiques de la politique de rémunération sont définis et formalisés par la Direction des ressources humaines de NIMI en cohérence avec la politique applicable au sein de la plateforme internationale de distribution.
La Direction des contrôles permanents et la Direction des risques de NIMI ont pour leur part un rôle actif dans l'élaboration, la surveillance continue et l'évaluation de la politique de rémunération. Elles sont ainsi impliquées dans la détermination de la stratégie globale applicable à la société de gestion, aux fins de promouvoir le développement d'une gestion des risques efficace. A ce titre, elles interviennent dans la détermination du périmètre de population identifiée. Elles sont aussi en charge de l'évaluation de l'incidence de la structure de rémunération variable sur le profil de risque des gestionnaires.

La politique de rémunération de NIMI est validée par le Conseil d'administration de NIMI, dans son rôle de fonction de surveillance.

Les principes généraux et spécifiques, les modalités d'application et données chiffrées de la politique de rémunération, comprenant la population identifiée et les rémunérations les plus élevées, sont approuvés successivement, de manière détaillée, par les membres du Comité de direction de NIMI, puis par un Comité intermédiaire, établi au niveau de la Fédération, ensemble qui regroupe toutes les fonctions de distribution, de support et de contrôle du Groupe NATIXIS IM et qui intègre notamment NIMI. Ce Comité intermédiaire réunit la Direction générale de NIMI et la Direction générale de NATIXIS IM. Cette dernière soumet ensuite, sous un format plus synthétique, les éléments ci-dessus à l'approbation de la Direction générale de NATIXIS, qui remonte en dernier lieu au Comité des rémunérations de NATIXIS.

NIMI, qui n'a pas de Comité des rémunérations en propre mais qui appartient au Groupe NATIXIS, reporte en effet au Comité des rémunérations de NATIXIS.
Le Comité des rémunérations de NATIXIS est établi et agit en conformité avec la réglementation [1] :

- Tant dans sa composition : indépendance et expertise de ses membres, dont la majorité, en ce compris son Président, n'exercent pas de fonctions exécutives au sein de NIMI, sont externes au Groupe NATIXIS et sont donc totalement indépendants.
- Que dans l'exercice de ses missions, qui plus spécifiquement sur les sociétés de gestion comprennent les rôles suivants :
    - Recommandation et assistance du Conseil d'administration pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de rémunération de la société de gestion.
    - Assistance du Conseil d'administration dans la supervision de l'élaboration et du fonctionnement du système de rémunération de la société de gestion.
    - Attention particulière accordée à l'évaluation des mécanismes adoptés pour garantir la prise en compte de façon appropriée par le système de rémunération de toutes les catégories de risques, de liquidités et les niveaux d'actifs sous gestion et la compatibilité de la politique de rémunération avec la stratégie économique, les objectifs, les valeurs et les intérêts de la société de gestion et des produits gérés avec ceux des investisseurs.

[1] : Pour plus de détail sur la composition et le rôle du Comité des rémunérations de NATIXIS, voir le Document de référence de la société.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

Dans ce cadre, les principes généraux et spécifiques, la conformité de la politique de rémunération de NIMI avec les réglementations auxquelles elle est soumise et les modalités d'application et données chiffrées de synthèse de sa politique de rémunération, comprenant la population identifiée et les rémunérations les plus élevées, sont soumis en dernière instance à la revue du Comité des rémunérations de NATIXIS, puis approuvés par son Conseil d'administration, dans son rôle de fonction de surveillance.

La rémunération du Directeur général de NIMI est déterminée par la Direction générale de NATIXIS IM et de NATIXIS, puis présentée au Comité des rémunérations de NATIXIS.

Les rémunérations des Directeurs des risques et de la conformité de NIMI sont revues, dans le cadre des revues indépendantes menées par les filières risques et conformité, par les Directeurs des risques et de la conformité de NATIXIS IM. Elles sont ensuite soumises au Comité des rémunérations de NATIXIS.

In fine, l'ensemble des rôles attribués aux comités des rémunérations et prévus par les textes réglementaires sont en pratique remplis par le Comité intermédiaire établi au niveau de la Fédération, qui intègre NIMI, et/ou par le Comité des rémunérations de NATIXIS.

Les principes généraux et spécifiques de la politique de rémunération sont communiqués en interne à l'ensemble des collaborateurs et aux membres du comité d'entreprise. NIMI se conforme également à l'ensemble de ses obligations en matière de publicité externe.

L'ensemble de ce processus de revue, de validation et de communication a lieu chaque année. Il intègre les éventuelles évolutions réglementaires et contextuelles et se fait en cohérence avec la politique de rémunération de NATIXIS.

Enfin, l'ensemble de la politique de rémunération de NIMI fait l'objet d'une revue annuelle centralisée et indépendante par la Direction de l'Audit interne de NATIXIS IM.

Quand NIMI délègue la gestion financière d'un des portefeuilles dont elle est société de gestion à une autre société de gestion, elle s'assure du respect des réglementations en vigueur par cette société délégataire.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

**Rémunération versée au titre du dernier exercice**

Le montant total des rémunérations pour l'exercice, ventilé en rémunérations fixes et rémunérations variables, versées par la société de gestion à son personnel, et le nombre de bénéficiaires :

| | |
|---|---|
| Rémunérations fixes 2024* : | 23 029 378 € |
| Rémunérations variables attribués au titre de 2024 : | 9 317 275 € |
| Effectifs concernés : | 284 |

*Rémunérations fixes théoriques en ETP décembre 2024

Le montant agrégé des rémunérations, ventilé entre les cadres supérieurs et les membres du personnel de la société de gestion dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de la société de gestion et/ou des portefeuilles :

| | | |
|---|---|---|
| Rémunération totale attribuée au titre de 2024 : | 4 669 102 € | dont, |
| - Cadres supérieurs : | 2 516 750 € | |
| - Membres du personnel : | 2 152 352 € | |
| Effectifs concernés : | 24 | |

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

■ **Politique de rémunération de la société de gestion délégataire**

La présente politique de rémunération d'Ostrum Asset Management est composée de principes généraux applicables à l'ensemble des collaborateurs (cf. « 2. Principes généraux »), de principes spécifiques applicables à la population identifiée par AIFM et UCITS V (cf. « Déclinaison du dispositif applicable à la population identifiée au titre d'AIFM et / ou UCITS V ») et d'un dispositif de gouvernance applicable à l'ensemble des collaborateurs (cf. « Gouvernance »).

Elle s'inscrit dans le cadre de la politique de rémunération définie par Natixis et elle est établie en conformité avec les dispositions relatives à la rémunération figurant dans les textes réglementaires suivants, ainsi que les orientations de l'European Securities and Markets Authority (ESMA) et les positions de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) qui en découlent :

• Directive 2011/61/UE du Parlement Européen et du Conseil du 8 juin 2011 sur les gestionnaires de fonds d'investissement alternatifs, transposée dans le Code Monétaire et Financier par l'Ordonnance n°2013-676 du 27 juillet 2013 (« Directive AIFM »).

• Directive 2014/91/UE du Parlement Européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur les organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), transposée dans le Code Monétaire et Financier par l'Ordonnance n°2016-312 du 17 mars 2016 (« Directive UCITS V »).

• Directive 2014/65/UE du Parlement Européen et du Conseil du 15 mai 2014 concernant les marchés d'instruments financiers, transposée dans le Code Monétaire et Financier par l'Ordonnance n°2016-827 du 23 juin 2016, complétée par le Règlement Délégué 2017/565/UE du 25 avril 2016 (« Directive MIF II »).

• Règlement (UE) 2019/2088 du Parlement Européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers.

**I. PRINCIPES GENERAUX DE LA POLITIQUE DE REMUNERATION**

La politique de rémunération est un élément stratégique de la politique d'Ostrum Asset Management. Outil de mobilisation et d'engagement des collaborateurs, elle veille, dans le cadre d'un strict respect des grands équilibres financiers et de la règlementation, à être compétitive et attractive au regard des pratiques de marché.
La politique de rémunération d'Ostrum Asset Management, qui s'applique à l'ensemble des collaborateurs, intègre dans ses principes fondamentaux l'alignement des intérêts des collaborateurs avec ceux des investisseurs :

• Elle est cohérente et favorise une gestion saine et efficace du risque et n'encourage pas une prise de risque qui serait incompatible avec les profils de risque, le règlement ou les documents constitutifs des produits gérés.

• Elle est conforme à la stratégie économique, aux objectifs, aux valeurs et aux intérêts de la société de gestion et des produits qu'elle gère et à ceux des investisseurs, et comprend des mesures visant à éviter les conflits d'intérêts.

La politique de rémunération englobe l'ensemble des composantes de la rémunération, qui comprennent la rémunération fixe et, le cas échéant, la rémunération variable.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

La rémunération fixe rétribue les compétences, l'expérience professionnelle et le niveau de responsabilité. Elle tient compte des conditions de marché.

La rémunération variable est fonction de l'évaluation de la performance collective, mesurée à la fois au niveau de la société de gestion et des produits gérés, et de la performance individuelle. Elle tient compte d'éléments quantitatifs et qualitatifs, qui peuvent être établis sur base annuelle ou pluriannuelle.

**I.1. DEFINITION DE LA PERFORMANCE**

L'évaluation objective et transparente de la performance annuelle et pluriannuelle sur la base d'objectifs prédéfinis est le prérequis de l'application de la politique de rémunération d'Ostrum Asset Management. Elle assure un traitement équitable et sélectif des collaborateurs. Cette évaluation est partagée entre le collaborateur et son manager lors d'un entretien individuel d'évaluation.

La contribution et le niveau de performance de chacun des collaborateurs sont évalués au regard de ses fonctions, de ses missions et de son niveau de responsabilité dans la société de gestion. Dans ce cadre, la politique de rémunération distingue plusieurs catégories de personnel :

• Le Comité exécutif est évalué sur sa contribution à la définition et la mise en œuvre de la stratégie de la société de gestion et sur sa capacité à développer les performances des offres de produits et de services et la performance financière ajustée des risques sur son périmètre de supervision. Pour cette catégorie, la performance s'apprécie annuellement au travers d'indicateurs quantitatifs, tels que l'évolution des résultats financiers d'Ostrum Asset Management et des activités supervisées ainsi que d'éléments qualitatifs tels que la qualité du management et / ou la responsabilité/contribution à des chantiers transversaux.

• Les fonctions de support sont évaluées sur leur capacité à accompagner les enjeux stratégiques de la société de gestion. La performance individuelle est appréciée annuellement en fonction de la qualité de l'activité récurrente et / ou du degré de participation à des chantiers transversaux ou à des projets stratégiques / réglementaires.

• L'évaluation de la performance des fonctions de contrôle repose sur l'appréciation de critères qualitatifs uniquement tels que la participation à des chantiers transversaux ou à des projets stratégiques / réglementaires, définis annuellement, afin de ne pas compromettre leur indépendance, ni créer de conflit d'intérêt avec les activités qu'elles contrôlent.

• La performance des fonctions de gestion est évaluée selon des critères quantitatifs, complétés de critères qualitatifs. Les critères quantitatifs reflètent les enjeux de développement des performances de gestion recherchés par les investisseurs sans toutefois autoriser une prise de risque excessive pouvant avoir une incidence sur le profil de risque d'Ostrum Asset Management et / ou des produits gérés. Ces critères quantitatifs sont calculés sur une période prédéfinie en ligne avec l'horizon de performance ajustée des risques des fonds gérés et de la société de gestion.

L'évaluation de la performance intègre, pour toutes les catégories de personnel, des critères qualitatifs. Ces critères qualitatifs intègrent toujours le respect de la règlementation et des procédures internes en matière de gestion des risques et de respect de la conformité d'Ostrum Asset Management.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

Ils peuvent par ailleurs porter sur la qualité de la relation avec les clients incluant le niveau d'expertise et de conseil apportés, la contribution à la fiabilisation d'un processus, la participation à un projet transversal, la contribution au développement de nouvelles expertises, la participation au développement de l'efficacité opérationnelle ou tous autres sujets définis en déclinaison des objectifs stratégiques d'Ostrum Asset Management.

Le mode de détermination de la rémunération variable des gérants est conforme à l'objectif de servir au mieux les intérêts des clients avec une évaluation de leur satisfaction appréciée à travers les réponses à un questionnaire. Les responsables métier complètent cette évaluation par une analyse des éléments d'appréciation communiqués par les clients et s'assurent que les gérants exercent le niveau de vigilance adapté face aux demandes du client, en s'assurant notamment qu'elles demeurent appropriées.

Des critères spécifiques intégrant les risques en matière de durabilité, i.e. les enjeux sociaux, environnementaux et de gouvernance, doivent enfin être définis pour les membres du Comité exécutif, ainsi que pour les gérants et les analystes au sein des équipes de gestion.

Pour chaque catégorie de personnel, l'ensemble des objectifs quantitatifs et qualitatifs sont définis et communiqués individuellement en début d'année, en déclinaison des objectifs stratégiques d'Ostrum Asset Management.

**I-2. COMPOSANTES DE LA REMUNERATION**

**I-2.1. Rémunération fixe**

Ostrum Asset Management veille à maintenir un niveau de rémunération fixe suffisant pour rémunérer l'activité professionnelle des collaborateurs.

La rémunération fixe rémunère les compétences, l'expérience professionnelle et le niveau de responsabilité attendus dans une fonction.

Le positionnement des rémunérations fixes est étudié périodiquement pour s'assurer de sa cohérence vis-à-vis des pratiques de marché géographiques et professionnelles.

La revalorisation des salaires fixes est analysée une fois par an dans le cadre de la revue annuelle des rémunérations. En dehors de cette période, seuls les cas de promotion, de mobilité professionnelle ou de situation individuelle exceptionnelle peuvent donner lieu à une revalorisation.

**I-2.2. Rémunération variable**

Les enveloppes de rémunérations variables sont définies en fonction des résultats annuels d'Ostrum Asset Management mais également en fonction d'éléments qualitatifs, comme les pratiques des entreprises concurrentes, les conditions générales de marché dans lesquelles les résultats ont été obtenus et les facteurs qui ont pu influer de manière temporaire sur la performance du métier.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

Les rémunérations variables, qui peuvent être attribuées le cas échéant, rémunèrent une performance annuelle, collective et / ou individuelle.

Les rémunérations variables collectives d'Ostrum Asset Management sont constituées d'un dispositif d'intéressement et de participation, associé à un plan d'épargne d'entreprise (PEE) et à un plan d'épargne retraite collectif (PERCOL). Les collaborateurs peuvent bénéficier, dans le cadre de ces plans, d'un dispositif d'abondement.

Ces rémunérations variables collectives n'ont aucun effet incitatif sur la gestion des risques d'Ostrum Asset Management et / ou des produits gérés et n'entrent pas dans le champ d'application des directives AIFM ou UCITS V.

Dans le respect des enveloppes globales de rémunérations variables, les rémunérations variables individuelles sont attribuées, dans le cadre de la revue annuelle des rémunérations, de manière discrétionnaire objectivée au regard de l'évaluation d'une performance individuelle et de la manière dont cette performance est atteinte. La rémunération variable attribuée aux collaborateurs est impactée en cas de gestion inappropriée des risques et de la conformité, ou de non-respect de la réglementation et des procédures internes sur l'année considérée (cf. « 2.1. Définition de la performance » ci-dessus).

La population identifiée est soumise à des obligations spécifiques en matière de respect des règles de risques et de conformité. Le non-respect de ces obligations peut entraîner une diminution partielle ou totale de l'attribution de la rémunération variable individuelle.

En cas de perte ou de baisse significative de ses résultats, Ostrum Asset Management peut également décider de réduire voire d'annuler en totalité l'enveloppe attribuée aux rémunérations variables individuelles, ainsi que, le cas échéant, les échéances en cours d'acquisition au titre de rémunérations variables déjà attribuées et différées.

De même, en cas de concrétisation d'un risque majeur en matière de durabilité, i.e. de survenance d'un événement ou d'une situation dans le domaine environnemental, social ou de la gouvernance qui aurait une incidence négative significative et durable sur la valeur des fonds/produits gérés, l'enveloppe attribuée aux rémunérations variables individuelles pourra être réduite voire annulée, ainsi que, le cas échéant, les échéances en cours d'acquisition au titre de rémunérations variables déjà attribuées et différées.

Aucune garantie contractuelle n'encadre les rémunérations variables, à l'exclusion parfois de rémunérations variables attribuées pour une première année d'exercice dans le cadre d'un recrutement externe.

Les dispositifs de type « parachute doré » sont prohibés. Les paiements liés à la résiliation anticipée du contrat de travail sont définis en fonction des dispositions légales (indemnités légales et conventionnelles) et des performances du bénéficiaire, de son activité d'appartenance et de l'ensemble de la société de gestion réalisées sur la durée et ils sont conçus de manière à ne pas récompenser l'échec.

La rémunération variable n'est pas versée par le biais d'instruments ou de méthodes qui facilitent le contournement des exigences établies dans la réglementation.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

**I-2.3. Dispositif de fidélisation des collaborateurs clés**

Ostrum Asset Management souhaite pouvoir garantir à ses investisseurs la stabilité des collaborateurs les plus talentueux, ou identifiés comme clés au regard de leur engagement ou de leur contribution aux résultats.

Pour ce faire, un dispositif de rémunération différée a été intégré aux politiques de rémunération.

Ce dispositif conduit, au-delà d'un certain seuil de variable, à allouer une part de la rémunération variable sous la forme de numéraire indexé sur la performance d'un panier de produits gérés par Ostrum Asset Management. La part de rémunération variable ainsi différée est acquise par tranches égales sur une période de 3 ans minimum et permet ainsi d'associer les collaborateurs aux performances d'Ostrum Asset Management.
Ce dispositif est soumis à des conditions de présence et d'absence de comportement hors norme pouvant avoir un impact sur le niveau de risque d'Ostrum Asset Management et / ou des produits gérés. L'acquisition de ces tranches peut faire l'objet d'une restitution en tout ou partie, afin de garantir un ajustement des risques a posteriori.

**I-2.4. Equilibre entre rémunération fixe et variable**

Ostrum Asset Management s'assure qu'il existe un équilibre approprié entre les composantes fixe et variable de la rémunération globale et que la composante fixe représente une part suffisamment élevée de la rémunération globale pour qu'une politique pleinement souple puisse être exercée en matière de composantes variables de la rémunération, notamment la possibilité de ne payer aucune composante variable. L'ensemble des situations individuelles, pour lesquelles la rémunération variable représente plus de deux fois la rémunération fixe et qui peuvent s'expliquer par la pratique de marché et / ou un niveau de responsabilités, de performance et de comportement exceptionnel, sont documentées par la Direction des ressources humaines dans le cadre de la revue annuelle des rémunérations.

**II- DECLINAISON DU DISPOSITIF APPLICABLE A LA POPULATION IDENTIFIEE AU TITRE D 'AIFM ET/OU UCITS V**

**II-1. Population identifiée**

Conformément aux dispositions réglementaires, la population identifiée d'Ostrum Asset Management comprend les catégories de personnel, y compris la Direction Générale, les preneurs de risques et les personnes exerçant une fonction de contrôle, ainsi que tout employé qui, au vu de sa rémunération globale, se situe dans la même tranche de rémunération que la Direction Générale et les preneurs de risques, dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de la société de gestion et / ou des produits gérés par celle-ci. Ces personnes sont identifiées en fonction de leur activité professionnelle, de leur niveau de responsabilité ou de leur niveau de rémunération totale.

Dans une perspective de cohérence et d'harmonisation, Ostrum Asset Management a décidé de mettre en œuvre le dispositif applicable à la population identifiée sur l'ensemble du périmètre des produits gérés (mandats, OPCVM et AIF).

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

Les catégories de population suivantes sont notamment identifiées :
• Les membres de l'organe de direction.
• Les membres du personnel responsables de la gestion de portefeuille.
• Les responsables des fonctions de contrôle (risques, conformité et contrôle interne).
• Les responsables des activités de support ou administratives.
• Les autres preneurs de risques.
• Les collaborateurs qui, au vu de leur rémunération globale, se situent dans la même tranche de rémunération que la Direction Générale et les preneurs de risques.

Chaque année, en amont de la revue annuelle des rémunérations, la Direction des Ressources Humaines détermine et formalise la méthodologie d'identification et le périmètre de la population identifiée d'Ostrum Asset Management, en lien avec la Direction des Contrôles Permanents.

Le périmètre de l'ensemble de la population identifiée est ensuite validé par la Direction Générale d'Ostrum Asset Management, puis remonté à son Conseil d'administration dans son rôle de fonction de surveillance, et enfin présenté au Comité des rémunérations de Natixis.

L'ensemble du processus d'identification est documenté et archivé par la Direction des Ressources Humaines. Les collaborateurs concernés sont en outre informés de leur statut.

**II-2. Dispositif applicable aux rémunérations variables attribuées à la population identifiée**

En conformité avec la réglementation et afin de garantir l'alignement entre les collaborateurs et les investisseurs et la société de gestion, la rémunération variable de la population identifiée, dès lors qu'elle dépasse un certain seuil, est pour partie différée et pour partie attribuée sous forme d'instrument financier sur une période de 3 ans minimum, avec une acquisition prorata temporis.

La proportion de la rémunération variable, qui est différée sur 3 ans, croît avec le montant de rémunération variable attribuée et peut atteindre 60% pour les rémunérations les plus élevées d'Ostrum Asset Management. Actuellement, les modalités d'application du différé sont les suivantes :

• Jusqu'à 199 K€ de rémunération variable : pas de différé.
• Entre 200 K€ et 499 K€ de rémunération variable : 50% de différé au 1er euro.
• A partir de 500 K€ de rémunération variable : 60% de différé au 1er euro.

Les seuils de déclenchement des rémunérations variables différées sont susceptibles d'évolution en fonction de la réglementation ou d'évolution des politiques internes. Dans ce cas, les nouveaux seuils définis sont soumis à l'approbation du Comité exécutif d'Ostrum Asset Management et du Comité des rémunérations de Natixis.

La rémunération variable est en outre attribuée à hauteur de 50% minimum en instrument financier ayant la forme de numéraire indexé sur la performance d'un panier de produits gérés par Ostrum Asset Management.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

L'acquisition de la part de la rémunération variable, qui est différée, est soumise à des conditions de présence, de performance financière de la société de gestion et d'absence de comportement hors norme pouvant avoir un impact sur le niveau de risque d'Ostrum Asset Management et / ou des produits gérés.

Cette acquisition est également soumise à des obligations en matière de respect des règles de risques et de conformité. Le non-respect de ces obligations peut entraîner une diminution partielle ou totale de l'acquisition. Elle peut enfin faire l'objet d'une restitution en tout ou partie, afin de garantir un ajustement des risques a posteriori.

Les collaborateurs bénéficiant d'une rémunération variable différée ont l'interdiction de recourir, sur la totalité de la période d'acquisition, à des stratégies individuelles de couverture ou d'assurance.

Les modalités et conditions de détermination, de valorisation, d'attribution, d'acquisition et de paiement de la rémunération variable différée en équivalent instrument financier sont détaillées dans le Long Term Incentive Plan (LTIP) d'Ostrum Asset Management.

**III- GOUVERNANCE**

Les principes généraux et spécifiques de la politique de rémunération sont définis et formalisés par la Direction des ressources humaines d'Ostrum Asset Management. La Direction des Contrôles Permanents et la Direction des Risques d'Ostrum Asset Management ont un rôle actif dans l'élaboration, la surveillance continue et l'évaluation de la politique de rémunération. Elles sont ainsi impliquées dans la détermination de la stratégie globale applicable à la société de gestion, aux fins de promouvoir le développement d'une gestion des risques efficace. A ce titre, elles interviennent dans la détermination du périmètre de population identifiée pour la Direction des Contrôles Permanents ou dans la détermination de l'indexation et du panier de fonds du LTIP pour la Direction des Risques. Cette dernière est aussi chargée de l'évaluation de l'incidence de la structure de rémunération variable sur le profil de risque des gestionnaires.

La politique de rémunération d'Ostrum Asset Management est validée par le Conseil d'administration d'Ostrum Asset Management, dans son rôle de fonction de surveillance.

Les principes généraux et spécifiques et les modalités d'application et données chiffrées de la politique de rémunération, comprenant la population identifiée et les rémunérations les plus élevées, sont approuvés, de manière détaillée, par les membres du Comité exécutif d'Ostrum Asset Management.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

Le Comité des rémunérations d'Ostrum Asset Management est établi et agit en conformité avec la réglementation[2] :

• Tant dans sa composition : indépendance et expertise de ses membres, dont la majorité, en ce compris son Président, n'exercent pas de fonctions exécutives au sein d'Ostrum Asset Management, et sont donc indépendants.
• Que dans l'exercice de ses missions, qui comprennent les rôles suivants :
o Recommandation et assistance du Conseil d'administration pour l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de rémunération de la société de gestion.
o Assistance du Conseil d'administration dans la supervision de l'élaboration et du fonctionnement du système de rémunération de la société de gestion.
o Attention particulière accordée à l'évaluation des mécanismes adoptés pour garantir la prise en compte de façon appropriée par le système de rémunération de toutes les catégories de risques, de liquidités et les niveaux d'actifs sous gestion et la compatibilité de la politique de rémunération avec la stratégie économique, les objectifs, les valeurs et les intérêts de la société de gestion et des produits gérés avec ceux des investisseurs.

Dans ce cadre, les principes généraux et spécifiques, la conformité de la politique de rémunération d'Ostrum Asset Management avec les réglementations auxquelles elle est soumise et les modalités d'application et données chiffrées de synthèse de sa politique de rémunération, comprenant la population identifiée et les rémunérations les plus élevées, sont soumis à la revue du Comité des rémunérations d'Ostrum Asset Management, puis approuvés par son Conseil d'administration, dans son rôle de fonction de surveillance.

La Direction Générale de Natixis Investment Managers soumet ensuite, sous un format plus synthétique, les éléments ci-dessus à la validation de la Direction Générale de Natixis, qui remonte en dernier lieu au Comité des Rémunérations de Natixis avant approbation par son Conseil d'administration, dans son rôle de fonction de surveillance.

Le Comité des Rémunérations de Natixis, lui-même, est établi et agit en conformité avec la réglementation, tant dans sa composition (indépendance et expertise de ses membres), que dans l'exercice de ses missions. La majorité de ses membres, en ce compris son Président, n'exercent pas de fonctions exécutives au sein d'Ostrum Asset Management, sont externes au Groupe Natixis et sont donc totalement indépendants[3].

La rémunération du Directeur Général d'Ostrum Asset Management est proposée par la Direction Générale de Natixis Investment Managers et de Natixis, puis présentée au Comité des Rémunérations d'Ostrum Asset Management et enfin à celui de Natixis.

Les rémunérations des Directeurs des Risques et de la Conformité d'Ostrum Asset Management sont revues, dans le cadre des revues indépendantes menées par les filières Risques et Conformité, par les Directeurs des Risques et de la Conformité de Natixis Investment Managers. Elles sont ensuite soumises au Comité des Rémunérations d'Ostrum Asset Management puis à celui de Natixis.

[2] Pour plus de détail sur la composition et le rôle du Comité des rémunérations d'OSTRUM AM, voir le Règlement intérieur du comité des nominations et des rémunérations.
[3] Pour plus de détail sur la composition et le rôle du Comité des rémunérations de Natixis, voir le Document de référence de la société.

# 2. Engagements de gouvernance et compliance

In fine, l'ensemble des rôles attribués aux comités des rémunérations et prévus par les textes réglementaires sont en pratique remplis par le Comité des Rémunérations établi au niveau d'Ostrum Asset Management et / ou par le Comité des Rémunérations de Natixis.

Les principes généraux et spécifiques de la politique de rémunération sont communiqués en interne à l'ensemble des collaborateurs et aux membres du comité d'entreprise. Ostrum Asset Management se conforme également à l'ensemble de ses obligations en matière de publicité externe.

L'ensemble de ce processus de revue, de validation et de communication a lieu chaque année. Il intègre les éventuelles évolutions réglementaires et contextuelles et se fait en cohérence avec la politique de rémunération de Natixis.

Enfin, l'ensemble de la politique de rémunération d'Ostrum Asset Management fait l'objet d'une revue annuelle centralisée et indépendante par la Direction de l'Audit interne de Natixis Investment Managers.

Quand Ostrum Asset Management délègue la gestion financière d'un des portefeuilles dont elle est société de gestion à une autre société de gestion, elle s'assure du respect des réglementations en vigueur par cette société délégataire.

**Rémunération versée au titre du dernier exercice**

Le montant total des rémunérations pour l'exercice, ventilé en rémunérations fixes et rémunérations variables, versées par la société de gestion à son personnel, et le nombre de bénéficiaires :

| | |
|---|---|
| Rémunérations fixes 2024* : | 23 640 216 € |
| Rémunérations variables attribués au titre de 2024 : | 13 379 850 € |
| Effectifs concernés : | 252 |

*Rémunérations fixes théoriques en ETP décembre 2024

Le montant agrégé des rémunérations, ventilé entre les cadres supérieurs et les membres du personnel de la société de gestion dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque de la société de gestion et/ou des portefeuilles :

| | | |
|---|---|---|
| Rémunération totale attribuée au titre de 2024 : | 20 671 116 € | dont, |
| - Cadres supérieurs : | 3 537 000 € | |
| - Membres du personnel : | 17 134 116 € | |
| Effectifs concernés : | 102 | |

# 3. Frais et Fiscalité

### ■ Frais d'intermédiation

Le détail des conditions dans lesquelles la Société de gestion a eu recours à des services d'aide à la décision d'investissement et d'exécution d'ordres au cours du dernier exercice clos est consultable sur son site internet : http://www.im.natixis.com.

### ■ Retenues à la source

Cet OPC n'est pas concerné par des récupérations de retenues à la source au titre de cet exercice.

# 4. Rapport du Commissaire aux comptes

Deloitte & Associés
6 place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex
France
Téléphone : + 33 (0) 1 40 88 28 00
www.deloitte.fr

Adresse postale :
TSA 20303
92030 La Défense Cedex

# OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5

Fonds Commun de Placement

Société de Gestion :
Natixis Investment Managers International

43 avenue Pierre Mendès France
75013 PARIS

## Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 30 juin 2025

---

Aux porteurs de parts du FCP OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5,

### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par la société de gestion, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'organisme de placement collectif OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 constitué sous forme de fonds commun de placement (FCP) relatifs à l'exercice clos le 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FCP, à la fin de cet exercice.

### Fondement de l'opinion sur les comptes annuels

#### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Société par actions simplifiée au capital de 2 188 160 €
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de Paris Ile-de-France
Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale de Versailles
572 028 041 RCS Nanterre
TVA : FR 02 572 028 041

Une entité du réseau Deloitte

Deloitte.

**Indépendance**
Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 29 juin 2024 à la date d'émission de notre rapport.

**Observation**
Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les conséquences du changement de méthode comptable exposées dans l'annexe aux comptes annuels.

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par la société de gestion.

## Responsabilités de la société de gestion relatives aux comptes annuels

Il appartient à la société de gestion d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la société de gestion d'évaluer la capacité du FCP à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le FCP ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été établis par la société de gestion.

Deloitte.

**Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre FCP.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre:

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société de gestion, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la société de gestion de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du FCP à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Compte tenu du délai d'obtention de certaines informations nécessaires à la finalisation de nos travaux, le présent rapport est daté du 28 novembre 2025

Paris La Défense, le 28 novembre 2025

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

Virginie Gaitte

Virginie GAITTE

# 5. Comptes de l'exercice

## ■ Comptes annuels

| Bilan Actif au 30/06/2025 en EUR | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Immobilisations corporelles nettes** | **0,00** |
| **Titres financiers** | |
| **Actions et valeurs assimilées (A)** | **0,00** |
| Négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 |
| Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 |
| **Obligations convertibles en actions (B)** | **0,00** |
| Négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 |
| Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 |
| **Obligations et valeurs assimilées (C)** | **1 461 594 706,26** |
| Négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 1 461 594 706,26 |
| Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 |
| **Titres de créances (D)** | **0,00** |
| Négociés sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 |
| Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 |
| **Parts d'OPC et de fonds d'investissements (E)** | **46 596 295,57** |
| OPCVM | 46 596 295,57 |
| FIA et équivalents d'autres Etats membres de l'Union Européenne | 0,00 |
| Autres OPC et fonds d'investissements | 0,00 |
| **Dépôts (F)** | **0,00** |
| **Instruments financiers à terme (G)** | **1 429 461,81** |
| **Opérations temporaires sur titres (H)** | **93 068 744,36** |
| Créances représentatives de titres financiers reçus en pension | 0,00 |
| Créances représentatives de titres donnés en garantie | 0,00 |
| Créances représentatives de titres financiers prêtés | 0,00 |
| Titres financiers empruntés | 0,00 |
| Titres financiers donnés en pension | 93 068 744,36 |
| Autres opérations temporaires | 0,00 |
| **Prêts (I) (*)** | **0,00** |
| **Autres actifs éligibles (J)** | **0,00** |
| **Sous-total actifs éligibles I = (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J)** | **1 602 689 208,00** |
| **Créances et comptes d'ajustement actifs** | **99 491 412,07** |
| **Comptes financiers** | **416 773,02** |
| **Sous-total actifs autres que les actifs éligibles II** | **99 908 185,09** |
| **Total de l'actif I+II** | **1 702 597 393,09** |

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

# 5. Comptes de l'exercice

| Bilan Passif au 30/06/2025 en EUR | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Capitaux propres :** | |
| Capital | 1 489 543 941,76 |
| Report à nouveau sur revenu net | 0,00 |
| Report à nouveau des plus et moins-values réalisées nettes | 0,00 |
| Résultat net de l'exercice | 76 934 938,68 |
| **Capitaux propres I** | **1 566 478 880,44** |
| **Passifs de financement II (*)** | **0,00** |
| **Capitaux propres et passifs de financement (I+II)** | **1 566 478 880,44** |
| **Passifs éligibles :** | |
| **Instruments financiers (A)** | **93 179 636,00** |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres financiers | 93 179 636,00 |
| **Instruments financiers à terme (B)** | **1 429 461,81** |
| **Emprunts (C) (*)** | **0,00** |
| **Autres passifs éligibles (D)** | **0,00** |
| **Sous-total passifs éligibles III = (A+B+C+D)** | **94 609 097,81** |
| **Autres passifs :** | |
| Dettes et comptes d'ajustement passifs | 41 290 361,04 |
| Concours bancaires | 219 053,80 |
| **Sous-total autres passifs IV** | **41 509 414,84** |
| **Total Passifs : I+II+III+IV** | **1 702 597 393,09** |

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

# 5. Comptes de l'exercice

| Compte de résultat au 30/06/2025 en EUR | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Revenus financiers nets** | |
| **Produits sur opérations financières :** | |
| Produits sur actions | 0,00 |
| Produits sur obligations | 29 656 500,69 |
| Produits sur titres de créances | 0,00 |
| Produits sur parts d'OPC | 0,00 |
| Produits sur instruments financiers à terme | 1 522 146,00 |
| Produits sur opérations temporaires sur titres | 0,00 |
| Produits sur prêts et créances | 0,00 |
| Produits sur autres actifs et passifs éligibles | 0,00 |
| Autres produits financiers | 4 671 359,48 |
| **Sous-total produits sur opérations financières** | **35 850 006,17** |
| **Charges sur opérations financières :** | |
| Charges sur opérations financières | 0,00 |
| Charges sur instruments financiers à terme | -1 668 593,00 |
| Charges sur opérations temporaires sur titres | -4 764 182,03 |
| Charges sur emprunts | 0,00 |
| Charges sur autres actifs et passifs éligibles | 0,00 |
| Charges sur passifs de financement | 0,00 |
| Autres charges financières | -58 469,53 |
| **Sous-total charges sur opérations financières** | **-6 491 244,56** |
| **Total revenus financiers nets (A)** | **29 358 761,61** |
| **Autres produits :** | |
| Rétrocession des frais de gestion au bénéfice de l'OPC | 0,00 |
| Versements en garantie de capital ou de performance | 0,00 |
| Autres produits | 0,00 |
| **Autres charges :** | |
| Frais de gestion de la société de gestion | -3 985 630,15 |
| Frais d'audit, d'études des fonds de capital investissement | 0,00 |
| Impôts et taxes | 0,00 |
| Autres charges | 0,00 |
| **Sous-total autres produits et autres charges (B)** | **-3 985 630,15** |
| **Sous-total revenus nets avant compte de régularisation (C = A-B)** | **25 373 131,46** |
| **Régularisation des revenus nets de l'exercice (D)** | **1 127 129,46** |
| **Sous-total revenus nets I = (C+D)** | **26 500 260,92** |
| **Plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations :** | |
| Plus ou moins-values réalisées | 23 945 125,11 |
| Frais de transactions externes et frais de cession | -374 208,86 |
| Frais de recherche | 0,00 |
| Quote-part des plus-values réalisées restituées aux assureurs | 0,00 |
| Indemnités d'assurance perçues | 0,00 |
| Versements en garantie de capital ou de performance reçus | 0,00 |
| **Sous-total plus ou moins-values réalisées nettes avant compte de régularisations (E)** | **23 570 916,25** |
| **Régularisations des plus ou moins-values réalisées nettes (F)** | **854 620,92** |
| **Plus ou moins-values réalisées nettes II = (E+F)** | **24 425 537,17** |

# 5. Comptes de l'exercice

| Compte de résultat au 30/06/2025 en EUR | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisations :** | |
| Variation des plus ou moins-values latentes y compris les écarts de change sur les actifs éligibles | 23 139 527,43 |
| Ecarts de change sur les comptes financiers en devises | -3 947,90 |
| Versements en garantie de capital ou de performance à recevoir | 0,00 |
| Quote-part des plus-values latentes à restituer aux assureurs | 0,00 |
| **Sous-total plus ou moins-values latentes nettes avant compte de régularisation (G)** | **23 135 579,53** |
| **Régularisations des plus ou moins-values latentes nettes (H)** | **2 873 561,06** |
| **Plus ou moins-values latentes nettes III = (G+H)** | **26 009 140,59** |
| **Acomptes :** | |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (J) | 0,00 |
| Acomptes sur plus ou moins-values réalisées nettes versés au titre de l'exercice (K) | 0,00 |
| **Total Acomptes versés au titre de l'exercice IV = (J+K)** | **0,00** |
| **Impôt sur le résultat V (*)** | **0,00** |
| **Résultat net I + II + III + IV + V** | **76 934 938,68** |

(*) L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

# 5. Comptes de l'exercice

## ■ Comptes annuels - Annexes comptables

### A. Informations générales

### A1. Caractéristiques et activité de l’OPC à capital variable

### A1a. Stratégie et profil de gestion

L’objectif de gestion du FCP est double :

- chercher à obtenir, sur la durée minimum de placement recommandée, une performance supérieure à celle de l'indice Bloomberg Euro Aggregate Treasury 3-5y; et
- promouvoir des critères extra-financiers au travers d’une stratégie d’investissement socialement responsable (ISR).

Ce FCP promeut des critères environnementaux ou sociaux et de gouvernance (ESG) mais il n'a pas pour objectif un investissement durable. Il pourra investir partiellement dans des actifs ayant un objectif durable, par exemple tels que définis par la classification de l'Union Européenne.

Le prospectus / règlement de l’OPC décrit de manière complète et précise ces caractéristiques.

# 5. Comptes de l'exercice

### A1b. Eléments caractéristiques de l'OPC au cours des 5 derniers exercices

| | 30/06/2021 | 30/06/2022 | 30/06/2023 | 28/06/2024 | 30/06/2025 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Actif net Global en EUR** | **168 676 570,09** | **969 571 233,79** | **1 459 934 966,71** | **1 354 816 528,86** | **1 566 478 880,44** |
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E en EUR** | | | | | |
| Actif net | 157 469 541,46 | 343 871 350,72 | 375 434 938,07 | 166 770 678,41 | 275 381 397,85 |
| Nombre de titres | 137 073,39602 | 320 061,31912 | 364 537,32671 | 157 666,86939 | 248 177,38417 |
| Valeur liquidative unitaire | 1 148,79 | 1 074,39 | 1 029,89 | 1 057,74 | 1 109,61 |
| Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes | -10,96 | -16,27 | -41,26 | -11,46 | 17,32 |
| Capitalisation unitaire sur revenu | 11,48 | 2,66 | 0,62 | 8,35 | 16,08 |
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP en EUR** | | | | | |
| Actif net | 2 440 637,75 | 12 421 822,84 | 16 446 227,71 | 19 312 999,27 | 19 090 635,18 |
| Nombre de titres | 23 764,27132 | 129 263,05807 | 178 551,05810 | 203 836,94907 | 191 549,65312 |
| Valeur liquidative unitaire | 102,70 | 96,09 | 92,10 | 94,74 | 99,66 |
| Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes | -0,98 | -1,45 | -3,69 | -1,02 | 1,55 |
| Capitalisation unitaire sur revenu | 1,18 | 0,28 | 0,05 | 0,89 | 1,70 |
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I en EUR** | | | | | |
| Actif net | 8 766 390,88 | 613 278 060,23 | 1 068 053 800,93 | 1 168 732 851,18 | 1 272 006 847,41 |
| Nombre de titres | 743,05941 | 55 444,44489 | 100 428,98282 | 106 683,88576 | 110 349,36232 |
| Valeur liquidative unitaire | 11 797,69 | 11 061,12 | 10 634,91 | 10 955,10 | 11 527,08 |
| Capitalisation unitaire sur plus et moins-values nettes | -112,61 | -167,32 | -425,83 | -118,62 | 179,68 |
| Capitalisation unitaire sur revenu | 141,53 | 56,01 | 38,82 | 118,76 | 201,00 |

# 5. Comptes de l'exercice

### A2. Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels sont présentés pour la première fois sous la forme prévue par le règlement ANC n° 2020-07 modifié par le règlement ANC 2022-03.

1 Changements de méthodes comptables y compris de présentation en rapport avec l'application du nouveau règlement comptable relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable (Règlement ANC 2020-07 modifié).

Ce nouveau règlement impose des changements de méthodes comptables dont des modifications de présentation des comptes annuels. La comparabilité avec les comptes de l'exercice précédent ne peut donc être réalisée.
NB : les états concernés sont (outre le bilan et le compte de résultat) : B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement ; D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets et D5b. Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes.
Ainsi, conformément au 2ème alinéa de l'article 3 du Règlement ANC 2020-07, les états financiers ne présentent pas les données de l'exercice précédent ; les états financiers N-1 sont intégrés dans l'annexe.

Ces changements portent essentiellement sur :

- la structure du bilan qui est désormais présentée par types d'actifs et de passifs éligibles, incluant les prêts et les emprunts ;
- la structure du compte de résultat qui est profondément modifiée ; le compte de résultat incluant notamment : les écarts de change sur comptes financiers , les plus ou moins-values latentes, les plus et moins-values réalisées et les frais de transactions ;
- la suppression du tableau de hors-bilan (une partie des informations sur les éléments de ce tableau figurent dorénavant dans les annexes) ;
- la suppression de l'option de comptabilisation des frais inclus au prix de revient (sans effet rétroactif pour les fonds appliquant anciennement la méthode des frais inclus) ;
- la distinction des obligations convertibles des autres obligations, ainsi que leurs enregistrements comptables respectifs ;
- une nouvelle classification des fonds cibles détenus en portefeuille selon le modèle : OPCVM / FIA / Autres ;
- la comptabilisation des engagements sur changes à terme qui n'est plus faite au niveau du bilan mais au niveau du hors-bilan, avec une information sur les changes à terme couvrant une part spécifique ;
- l'ajout d'informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés ;
- la présentation de l'inventaire qui distingue désormais les actifs et passifs éligibles et les instruments financiers à terme ;
- l'adoption d'un modèle de présentation unique pour tous les types d'OPC ;
- la suppression de l'agrégation des comptes pour les fonds à compartiments.

# 5. Comptes de l'exercice

2 Règles et méthodes comptables appliquées au cours de l'exercice

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent (sous réserve des changements décrits ci-avant) :

- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

Le mode de comptabilisation retenu pour l'enregistrement des produits des titres à revenu fixe est celui des intérêts encaissés.

Les entrées et les cessions de titres sont comptabilisées frais exclus.
La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en euro.
L'exercice couvre la période du 29 juin 2024 au 30 juin 2025.

**Règles d'évaluation des actifs**

Les instruments financiers sont enregistrés en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et inscrits au bilan à leur valeur actuelle qui est déterminée par la dernière valeur de marché connue ou à défaut d'existence de marché par tous moyens externes ou par recours à des modèles financiers.
Les différences entre les valeurs actuelles utilisées lors du calcul de la valeur liquidative et les coûts historiques des valeurs mobilières à leur entrée en portefeuille sont enregistrées dans des comptes « Plus ou moins values latentes ».
Les valeurs qui ne sont pas dans la devise du portefeuille sont évaluées conformément au principe énoncé ci-dessous, puis converties dans la devise du portefeuille suivant le cours des devises au jour de l'évaluation.

***Dépôts :***

Les dépôts d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois sont valorisés selon la méthode linéaire.

***Actions, obligations et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé :***

Pour le calcul de la valeur liquidative, les actions et autres valeurs négociées sur un marché réglementé ou assimilé sont évaluées sur la base du dernier cours de bourse du jour.
Les obligations et valeurs assimilées sont évaluées au cours de clôture communiqués par différents prestataires de services financiers. Les intérêts courus des obligations et valeurs assimilées sont calculés jusqu'à la date de la valeur liquidative.

***Actions, obligations et autres valeurs non négociées sur un marché réglementé ou assimilé :***

Les valeurs non négociées sur un marché réglementé sont évaluées sous la responsabilité de la société de gestion en utilisant des méthodes fondées sur la valeur patrimoniale et le rendement, en prenant en considération les prix retenus lors de transactions significatives récentes.

# 5. Comptes de l'exercice

***Titres de créances négociables :***

Les Titres de Créances Négociables et assimilés qui ne font pas l'objet de transactions significatives sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence défini ci-dessous, majoré le cas échéant d'un écart représentatif des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur :

- TCN dont l'échéance est inférieure ou égale à 1 an : Taux interbancaire offert en euros (Euribor) ;
- TCN dont l'échéance est supérieure à 1 an : Taux des Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN) ou taux de l'OAT (Obligations Assimilables du Trésor) de maturité proche pour les durées les plus longues.

Les Titres de Créances Négociables d'une durée de vie résiduelle inférieure ou égale à 3 mois pourront être évalués selon la méthode linéaire.

Les Bons du Trésor sont valorisés au taux du marché communiqué quotidiennement par la Banque de France ou les spécialistes des bons du Trésor.

***OPC détenus :***

Les parts ou actions d'OPC seront valorisées à la dernière valeur liquidative connue.

***Opérations temporaires sur titres :***

Les titres reçus en pension sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives des titres reçus en pension » pour le montant prévu dans le contrat, majoré des intérêts courus à recevoir.

Les titres donnés en pension sont inscrits en portefeuille acheteur pour leur valeur actuelle. La dette représentative des titres donnés en pension est inscrite en portefeuille vendeur à la valeur fixée au contrat majorée des intérêts courus à payer.

Les titres prêtés sont valorisés à leur valeur actuelle et sont inscrits à l'actif dans la rubrique « créances représentatives de titres prêtés » à la valeur actuelle majorée des intérêts courus à recevoir.

Les titres empruntés sont inscrits à l'actif dans la rubrique « titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat, et au passif dans la rubrique « dettes représentatives de titres empruntés » pour le montant prévu dans le contrat majoré des intérêts courus à payer.

***Instruments financiers à terme :***

**Instruments financiers à terme négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**
Les instruments financiers à terme négociés sur les marchés réglementés sont valorisés au cours de compensation du jour.

# 5. Comptes de l'exercice

**Instruments financiers à terme non négociés sur un marché réglementé ou assimilé :**

***Les Swaps :***

Les contrats d'échange de taux d'intérêt et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux d'intérêts futurs aux taux d'intérêts et/ou de devises de marché. Ce prix est corrigé du risque de signature.

Les swaps d'indice sont évalués de façon actuarielle sur la base d'un taux de référence fourni par la contrepartie.

Les autres swaps sont évalués à leur valeur de marché ou à une valeur estimée selon les modalités arrêtées par la société de gestion.

***Exposition directe aux marchés de crédit : principes et règles retenus pour la ventilation des éléments du portefeuille de l'OPC (tableau C1f.) :***

Tous les éléments du portefeuille de l'OPC exposés directement aux marchés de crédit sont repris dans ce tableau.
Pour chaque élément, les diverses notations sont récupérées : note de l'émission et/ou de de l'émetteur, note long terme et/ou court terme.
Ces notes sont récupérées sur 3 agences de notation.
Les règles de détermination de la note retenue sont alors :
1er niveau : s'il existe une note pour l'émission, celle-ci est retenue au détriment de la note de l'émetteur.
2ème niveau : la note Long Terme la plus basse est retenue parmi celles disponibles des 3 agences de notation.
S'il n'existe pas de note long terme, la note Court Terme la plus basse est retenue parmi celles disponibles des 3 agences de notation.
Si aucune note n'est disponible l'élément sera considéré comme « Non noté ».
Enfin selon la note retenue la catégorisation de l'élément est réalisé en fonction des standards de marchés définissant les notions « Investissement Grade » et « Non Investment Grade ».

**Frais de gestion**

Les frais de gestion et de fonctionnement recouvrent l'ensemble des frais relatifs à l'OPC : gestion financière, administrative, comptable, conservation, distribution, frais d'audit...
Ces frais sont imputés au compte de résultat de l'OPC.
Les frais de gestion n'incluent pas les frais de transaction. Pour plus de précision sur les frais effectivement facturés à l'OPC, se reporter au prospectus.

Ils sont enregistrés au prorata temporis à chaque calcul de valeur liquidative.

# 5. Comptes de l'exercice

Ces frais recouvrent :

- Les frais de gestion financière,
- Les frais de fonctionnements et autres services (commissaire aux comptes, dépositaire, distribution, avocats) :

I. Tous frais d'enregistrement et de référencement des fonds

- Tous frais liés à l'enregistrement du Fonds dans d'autres Etats membres (y compris les frais facturés par des conseils (avocats, consultants, etc.) au titre de la réalisation des formalités de commercialisation auprès du régulateur local en lieu et place de la SGP) ;
- Frais de référencement des OPC et publications des valeurs liquidatives pour l'information des investisseurs ;
- Frais des plateformes de distribution (hors rétrocessions) ; Agents dans les pays étrangers qui font l'interface avec la distribution : Local transfer agent, Paying transfer agent, Facility Agent, …

En sont exclus : les frais de promotion du Fonds tels que publicité, évènements clients, les rétrocessions aux distributeurs

II. Tous frais d'information clients et distributeurs

- Frais de constitution et de diffusion des DICI/DIC/prospectus et reportings règlementaires ;
- Frais liés aux communications d'informations réglementaires aux distributeurs ;
- Information aux porteurs par tout moyen (publication dans la presse, autre) ;
- Information particulière aux porteurs directs et indirects : lettres aux porteurs… ;
- Coût d'administration des sites internet ;
- Frais de traduction spécifiques au Fonds.

En sont exclues les lettres aux porteurs (LAP) dès lors qu'elles concernent les fusions, absorptions et liquidations.

III. Tous frais des données

- Coûts de licence de l'indice de référence utilisé par le Fonds ;
- Les frais des données utilisées pour rediffusion à des tiers (exemples : la réutilisation dans les reportings des notations des émetteurs, des compositions d'indices, des données, ….) ;
- Les frais résultant de demandes spécifiques de clients (exemple : une demande d'ajout dans le reporting de deux indicateurs extra-financiers spécifiques demandés par le client) ;
- Les frais des données dans le cadre de produits uniques qui ne peuvent être amortis sur plusieurs portefeuilles. Exemple : un fonds à impact nécessitant des indicateurs spécifiques ;
- Les frais d'audit et de promotion des labels (ex : label ISR, label Greenfin).

En sont exclus les frais de recherche dans le cadre du maintien du dispositif actuel des frais de recherche hors tableau d'affichage tel que décrit à l'annexe XIV de l'instruction 2011-19 et les frais des données financières et extra-financières à usage de la gestion financière (ex : fonctions visualisation des données et messagerie de Bloomberg).

# 5. Comptes de l'exercice

IV. Tous frais de dépositaire, juridiques, audit, fiscalité, etc.

- Frais de commissariat aux comptes ;
- Frais liés au dépositaire ;
- Frais liés aux teneurs de compte ;
- Frais liés à la délégation de gestion administrative et comptable ;
- Frais d'audit ;
- Frais fiscaux y compris avocat et expert externe (récupération de retenues à la source pour le compte du Fonds, 'Tax agent' local…) ;
- Frais juridiques propres au Fonds ;
- Frais de garantie ;
- Frais de création d'un nouveau compartiment amortissables sur 5 ans.

V. Frais liés au respect d'obligations règlementaires et aux reporting régulateurs

- Frais de mise en œuvre des reportings réglementaires au régulateur spécifique à l'OPC (reporting MMF, AIFM, dépassement de ratios, …) ;
- Cotisations Associations professionnelles obligatoires ;
- Frais de fonctionnement du suivi des franchissements de seuils ;
- Frais de fonctionnement du déploiement des politiques de vote aux Assemblées Générales.

VI. Frais opérationnels

- Frais de surveillance de la conformité et de contrôle des restrictions d'investissement lorsque ces restrictions sont issues de demandes spécifiques de clients et spécifiques à l'OPC.

En sont exclus tous frais relatifs à l'acquisition et à la cession des actifs de l'OPC et les frais relatifs au contrôle des risques.

VII. Frais liés à la connaissance client

- Frais de fonctionnement de la conformité client (diligences et constitution/mise à jour des dossiers clients)
- Les frais indirects maximum (commissions et frais de gestion) dans le cas des fonds investissant à plus de 20% dans d'autres OPCVM, FIA ou fonds d'investissement.
- Les commissions de mouvement,
- Les commissions de surperformance.

| | Frais facturés au FCP | Assiette | Taux Barème | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | Part E | Part I | Part GP |
| 1 | Frais de gestion financière | Actif net | 0,70% TTC maximum | | 0,60% TTC maximum |
| 2 | Frais de fonctionnement et autres services | Actif net | 0,10% TTC maximum | | |
| 3 | Commissions de mouvement Société de gestion | Transaction / Opération | Néant | | |
| 4 | Commission de surperformance | Actif net | Néant. | | |

# 5. Comptes de l'exercice

Seuls les frais mentionnés ci-dessous peuvent être hors champ des 4 blocs de frais évoqués ci-dessus :

- les contributions dues pour la gestion de ce FCP en application du d) du 3° du II de l'article L. 621-5-3 du code monétaire et financier ;
- les impôts, taxes, redevances et droits gouvernementaux (en relation avec le FCP) exceptionnels et non récurrents ;
- les coûts exceptionnels et non récurrents en vue d'un recouvrement des créances (ex : Lehman) ou d'une procédure pour faire valoir un droit (ex. procédure de class action).

L'information relative à ces frais est décrite en outre ex post dans le rapport annuel du FCP.

**Swing pricing**

La société de gestion par délégation a mis en place une méthode d'ajustement de la valeur liquidative (VL) avec un seuil de déclenchement.

Ce mécanisme consiste à faire supporter aux investisseurs, qui souscrivent ou qui rachètent leurs parts, les frais liés aux transactions effectuées à l'actif du FCP en raison des mouvements (souscriptions/rachats) du passif du FCP. Ce mécanisme, encadré par une politique, a pour but de protéger les porteurs qui demeurent dans le FCP en leur faisant supporter le moins possible ces frais. Il a pour résultat de calculer une VL ajustée dite « swinguée ».

Ainsi, si, un jour de calcul de la VL, le total des ordres de souscription / rachat nets des investisseurs sur l'ensemble des catégories de parts du FCP dépasse un seuil préétabli déterminé, sur la base de critères objectifs par la société de gestion par délégation en pourcentage de l'actif net, la VL peut être ajustée à la hausse ou à la baisse, pour prendre en compte les coûts de réajustement imputables respectivement aux ordres de souscription / rachat nets. Si le FCP émet plusieurs catégories de parts, la VL de chaque catégorie de parts est calculée séparément mais tout ajustement a, en pourcentage, un impact identique sur l'ensemble des VL des catégories de parts du FCP.

Les paramètres de coûts de réajustement et de seuil de déclenchement sont déterminés par la société de gestion par délégation et revus périodiquement. Ces coûts sont estimés par la société de gestion par délégation sur la base des frais de transaction, des fourchettes d'achat-vente ainsi que des taxes éventuelles applicables au FCP.

Il n'est pas possible de prédire avec exactitude s'il sera fait application du mécanisme d'ajustement à un moment donné dans le futur, ni la fréquence à laquelle la société de gestion par délégation effectuera de tels ajustements.

Les investisseurs sont informés que la volatilité de la VL du FCP peut ne pas refléter uniquement celle des titres détenus en portefeuille en raison de l'application du mécanisme d'ajustement.

La VL « swinguée » est la seule valeur liquidative du FCP et la seule communiquée aux porteurs de parts du FCP. Toutefois, en cas d'existence d'une commission de surperformance, celle-ci est calculée sur la VL avant application du mécanisme d'ajustement.

# 5. Comptes de l'exercice

**Affectation des sommes distribuables**

***Définition des sommes distribuables***

Les sommes distribuables sont constituées par :

***Le revenu :***

Le revenu net augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

***Les Plus et Moins-values :***

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.
Conformément à la règlementation pour les parts ouvrant droit à distribution :

Les sommes mentionnées « le revenu » et « les plus et moins-values » peuvent être distribuées, en tout ou partie, indépendamment l'une de l'autre.

La mise en paiement des sommes distribuables est effectuée dans un délai maximal de cinq mois suivant la clôture de l'exercice.

***Modalités d'affectation des sommes distribuables :***

| Part(s) | Affectation des revenus nets | Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées |
|---|---|---|
| Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion |
| Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion |
| Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion |

# 5. Comptes de l'exercice

## B. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

### B1. Evolution des capitaux propres et passifs de financement

| Evolution des capitaux propres au cours de l'exercice en EUR | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Capitaux propres début d'exercice** | **1 354 816 528,86** |
| **Flux de l'exercice :** | |
| Souscriptions appelées (y compris la commission de souscription acquise à l'OPC) | 341 195 821,22 |
| Rachats (sous déduction de la commission de rachat acquise à l'OPC) | -201 613 096,88 |
| Revenus nets de l'exercice avant comptes de régularisation | 25 373 131,46 |
| Plus ou moins-values réalisées nettes avant comptes de régularisation | 23 570 916,25 |
| Variation des plus ou moins-values latentes avant comptes de régularisation | 23 135 579,53 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur revenus nets | 0,00 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur plus ou moins-values réalisées nettes | 0,00 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur plus-values latentes | 0,00 |
| Acomptes versés au cours de l'exercice sur revenus nets | 0,00 |
| Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus ou moins-values réalisées nettes | 0,00 |
| Acomptes versés au cours de l'exercice sur plus-values latentes | 0,00 |
| Autres éléments | 0,00 |
| **Capitaux propres en fin d'exercice (= Actif net)** | **1 566 478 880,44** |

### B2. Reconstitution de la ligne « capitaux propres » des fonds de capital investissement et autres véhicules

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

# 5. Comptes de l'exercice

### B3. Evolution du nombre de parts au cours de l'exercice

### B3a. Nombre de parts souscrites et rachetées pendant l'exercice

| | En parts | En montant |
|---|---|---|
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E** | | |
| Parts souscrites durant l'exercice | 118 428,24176 | 128 924 822,45 |
| Parts rachetées durant l'exercice | -27 917,72698 | -30 489 148,78 |
| Solde net des souscriptions/rachats | 90 510,51478 | 98 435 673,67 |
| Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice | 248 177,38417 | |
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP** | | |
| Parts souscrites durant l'exercice | 61 862,50665 | 6 070 452,81 |
| Parts rachetées durant l'exercice | -74 149,80260 | -7 277 782,02 |
| Solde net des souscriptions/rachats | -12 287,29595 | -1 207 329,21 |
| Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice | 191 549,65312 | |
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I** | | |
| Parts souscrites durant l'exercice | 18 198,97358 | 206 200 545,96 |
| Parts rachetées durant l'exercice | -14 533,49702 | -163 846 166,08 |
| Solde net des souscriptions/rachats | 3 665,47656 | 42 354 379,88 |
| Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice | 110 349,36232 | |

### B3b. Commissions de souscription et/ou rachat acquises

| | En montant |
|---|---|
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E** | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP** | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I** | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |

### B4. Flux concernant le nominal appelé et remboursé sur l'exercice

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

### B5. Flux sur les passifs de financement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

# 5. Comptes de l'exercice

### B6. Ventilation de l'actif net par nature de parts

| Libellé de la part<br>Code ISIN | Affectation des revenus nets | Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées | Devise de la part | Actif net par part | Nombre de parts | Valeur liquidative |
|---|---|---|---|---|---|---|
| OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E<br>FR0011311414 | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion | EUR | 275 381 397,85 | 248 177,38417 | 1 109,61 |
| OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP<br>FR0013241031 | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion | EUR | 19 090 635,18 | 191 549,65312 | 99,66 |
| OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I<br>FR0011314798 | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion | Capitalisation, et/ou Distribution, et/ou Report, possibilité de distribution d'acompte par décision de la société de gestion | EUR | 1 272 006 847,41 | 110 349,36232 | 11 527,08 |

# 5. Comptes de l'exercice

### C. Informations relatives aux expositions directes et indirectes sur les différents marchés

### C1. Présentation des expositions directes par nature de marché et d'exposition

### C1a. Exposition directe sur le marché actions (hors obligations convertibles)

| Montants exprimés en milliers EUR | Exposition | Ventilation des expositions significatives par pays | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | Pays 1 | Pays 2 | Pays 3 | Pays 4 | Pays 5 |
| | +/- | +/- | +/- | +/- | +/- | +/- |
| **Actif** | | | | | | |
| Actions et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Passif** | | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Hors-bilan** | | | | | | |
| Futures | 0,00 | NA | NA | NA | NA | NA |
| Options | 0,00 | NA | NA | NA | NA | NA |
| Swaps | 0,00 | NA | NA | NA | NA | NA |
| Autres instruments financiers | 0,00 | NA | NA | NA | NA | NA |
| **Total** | **0,00** | | | | | |

### C1b. Exposition sur le marché des obligations convertibles - Ventilation par pays et maturité de l'exposition

| Montants exprimés en milliers EUR | Exposition | Décomposition de l'exposition par maturité | | | Décomposition par niveau de deltas | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | +/- | <= 1 an | 1<X<=5 ans | > 5 ans | <= 0,6 | 0,6<X<=1 |
| **Total** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

# 5. Comptes de l'exercice

### C1c. Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par nature de taux

| Montants exprimés en milliers EUR | Exposition | Ventilation des expositions par type de taux | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | Taux fixe | Taux variable ou révisable | Taux indexé | Autre ou sans contrepartie de taux |
| | +/- | +/- | +/- | +/- | +/- |
| **Actif** | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations | 1 461 594,71 | 1 446 121,72 | 0,00 | 15 472,99 | 0,00 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 93 068,74 | 93 068,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 416,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 416,77 |
| **Passif** | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | -93 179,64 | 0,00 | -93 179,64 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | -219,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -219,05 |
| **Hors-bilan** | | | | | |
| Futures | NA | 86 676,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Options | NA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Swaps | NA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres instruments financiers | NA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total** | | **1 625 866,56** | **-93 179,64** | **15 472,99** | **197,72** |

# 5. Comptes de l'exercice

### C1d. Exposition directe sur le marché de taux (hors obligations convertibles) - Ventilation par durée résiduelle

| Montants exprimés en milliers EUR | [0 - 3 mois] (*) +/- | ]3 - 6 mois] (*) +/- | ]6 - 12 mois] (*) +/- | ]1 - 3 ans] (*) +/- | ]3 - 5 ans] (*) +/- | ]5 - 10 ans] (*) +/- | >10 ans (*) +/- |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Actif** | | | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations | 0,00 | 0,00 | 985,74 | 170 088,10 | 1 039 020,55 | 184 310,31 | 67 189,99 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 538,57 | 83 106,12 | 8 424,06 | 0,00 |
| Comptes financiers | 416,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Passif** | | | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -93 179,63 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | -219,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Hors-bilan** | | | | | | | |
| Futures | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 182 874,72 | -48 036,33 | -48 162,29 |
| Options | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Swaps | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres instruments | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total** | **197,72** | **0,00** | **985,74** | **171 626,67** | **1 305 001,39** | **144 698,04** | **-74 151,93** |

(*) L'OPC peut regrouper ou compléter les intervalles de durées résiduelles selon la pertinence des stratégies de placement et d'emprunts.

# 5. Comptes de l'exercice

### C1e. Exposition directe sur le marché des devises

| Montants exprimés en milliers EUR | Devise 1<br>USD<br>+/- | Devise 2<br>GBP<br>+/- | Devise 3<br>JPY<br>+/- | Devise 4<br>+/- | Devise N<br>+/- |
|---|---|---|---|---|---|
| **Actif** | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Actions et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Créances | 169,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 0,00 | 136,52 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Passif** | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | -206,60 | 0,00 | -12,45 | 0,00 | 0,00 |
| **Hors-bilan** | | | | | |
| Devises à recevoir | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Devises à livrer | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Futures options swaps | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres opérations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Total** | **-37,19** | **136,52** | **-12,45** | **0,00** | **0,00** |

# 5. Comptes de l'exercice

### C1f. Exposition directe aux marchés de crédit(*)

| Montants exprimés en milliers EUR | Invest. Grade<br>+/- | Non Invest. Grade<br>+/- | Non notés<br>+/- |
|---|---|---|---|
| **Actif** | | | |
| Obligations convertibles en actions | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations et valeurs assimilées | 1 461 594,71 | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 93 068,74 | 0,00 | 0,00 |
| **Passif** | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Hors-bilan** | | | |
| Dérivés de crédits | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **Solde net** | **1 554 663,45** | **0,00** | **0,00** |

(*) Les principes et les règles retenus pour la ventilation des éléments du portefeuille de l'OPC selon les catégories d'exposition aux marchés de crédit sont détaillés au chapitre A2. Règles et méthodes comptables.

### C1g. Exposition des opérations faisant intervenir une contrepartie

| Contreparties (montants exprimés en milliers EUR) | Valeur actuelle constitutive d'une créance | Valeur actuelle constitutive d'une dette |
|---|---|---|
| **Opérations figurant à l'actif du bilan** | | |
| Dépôts | | |
| Instruments financiers à terme non compensés | | |
| Créances représentatives de titres financiers reçus en pension | | |
| Créances représentatives de titres donnés en garantie | | |
| Créances représentatives de titres financiers prêtés | | |
| Titres financiers empruntés | | |
| Titres reçus en garantie | | |
| Titres financiers donnés en pension | | |
| NATIXIS ASSET MANAGEMENT FINANCE | 93 068,74 | 0,00 |
| Créances | | |
| Collatéral espèces | | |
| Caceis Bank | 94 050,93 | 0,00 |
| Dépôt de garantie espèces versé | | |
| **Opérations figurant au passif du bilan** | | |
| Dettes représentatives des titres donnés en pension | | |
| NATIXIS ASSET MANAGEMENT FINANCE | 0,00 | 93 179,64 |
| Instruments financiers à terme non compensés | | |
| Dettes | | |
| Collatéral espèces | | |
| NATIXIS ASSET MANAGEMENT FINANCE | 0,00 | 0,52 |

# 5. Comptes de l'exercice

### C2. Expositions indirectes pour les OPC de multi-gestion

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

### C3. Exposition sur les portefeuilles de capital investissement

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

### C4. Exposition sur les prêts pour les OFS

Pour l'OPC sous revue, la présentation de cette rubrique est non requise par la réglementation comptable.

# 5. Comptes de l'exercice

## D. Autres informations relatives au bilan et au compte de résultat

### D1. Créances et dettes : ventilation par nature

| | Nature de débit/crédit | 30/06/2025 |
|---|---|---|
| **Créances** | | |
| | Ventes à règlement différé | 3 056 846,23 |
| | Souscriptions à recevoir | 562 765,81 |
| | Dépôts de garantie en espèces | 1 820 532,52 |
| | Collatéraux | 94 050 934,65 |
| | Autres créances | 332,86 |
| **Total des créances** | | **99 491 412,07** |
| **Dettes** | | |
| | Achats à règlement différé | 40 529 542,99 |
| | Rachats à payer | 397 214,00 |
| | Frais de gestion fixe | 363 080,49 |
| | Collatéraux | 523,56 |
| **Total des dettes** | | **41 290 361,04** |
| **Total des créances et des dettes** | | **58 201 051,03** |

### D2. Frais de gestion, autres frais et charges

| | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E** | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 1 256 248,57 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,52 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP** | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 49 198,32 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,25 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I** | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 2 680 183,26 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,22 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |

# 5. Comptes de l'exercice

### D3. Engagements reçus et donnés

| Autres engagements (par nature de produit) | 30/06/2025 |
|---|---|
| Garanties reçues | 0,00 |
| - dont instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan | 0,00 |
| Garanties données | 0,00 |
| - dont instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine | 0,00 |
| Engagements de financement reçus mais non encore tirés | 0,00 |
| Engagements de financement donnés mais non encore tirés | 0,00 |
| Autres engagements hors bilan | 0,00 |
| **Total** | **0,00** |

### D4. Autres informations

### D4a. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

| | 30/06/2025 |
|---|---|
| Titres pris en pension livrée | 0,00 |
| Titres empruntés | 0,00 |

### D4b. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

| | Code ISIN | Libellé | 30/06/2025 |
|---|---|---|---|
| Actions | | | 0,00 |
| Obligations | | | 0,00 |
| TCN | | | 0,00 |
| OPC | | | 46 596 295,57 |
| | FR0010392951 | OSTRUM SRI CASH Part M | 37 624 195,57 |
| | LU1117699071 | OSTRUM SRI TOT RET SOVER SI A EUR CAP | 8 972 100,00 |
| Instruments financiers à terme | | | 0,00 |
| **Total des titres du groupe** | | | **46 596 295,57** |

# 5. Comptes de l'exercice

## D5. Détermination et ventilation des sommes distribuables

### D5a. Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Revenus nets** | **26 500 260,92** |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice | 0,00 |
| **Revenus de l'exercice à affecter** | **26 500 260,92** |
| Report à nouveau | 0,00 |
| **Sommes distribuables au titre du revenu net** | **26 500 260,92** |

**Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E**

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Revenus nets** | **3 992 194,40** |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*) | 0,00 |
| **Revenus de l'exercice à affecter (**)** | **3 992 194,40** |
| Report à nouveau | 0,00 |
| **Sommes distribuables au titre du revenu net** | **3 992 194,40** |
| **Affectation :** | |
| Distribution | 0,00 |
| Report à nouveau du revenu de l'exercice | 0,00 |
| Capitalisation | 3 992 194,40 |
| **Total** | **3 992 194,40** |
| *** Information relative aux acomptes versés** | |
| Montant unitaire | 0,00 |
| Crédits d'impôt totaux | 0,00 |
| Crédits d'impôt unitaires | 0,00 |
| **** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution** | |
| Nombre de parts | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 |
| Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu | 0,00 |

# 5. Comptes de l'exercice

**Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP**

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Revenus nets** | **327 289,17** |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*) | 0,00 |
| **Revenus de l'exercice à affecter (**)** | **327 289,17** |
| Report à nouveau | 0,00 |
| **Sommes distribuables au titre du revenu net** | **327 289,17** |
| **Affectation :** | |
| Distribution | 0,00 |
| Report à nouveau du revenu de l'exercice | 0,00 |
| Capitalisation | 327 289,17 |
| **Total** | **327 289,17** |
| *** Information relative aux acomptes versés** | |
| Montant unitaire | 0,00 |
| Crédits d'impôt totaux | 0,00 |
| Crédits d'impôt unitaires | 0,00 |
| **** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution** | |
| Nombre de parts | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 |
| Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu | 0,00 |

# 5. Comptes de l'exercice

**Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I**

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux revenus nets | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Revenus nets** | **22 180 777,35** |
| Acomptes sur revenus nets versés au titre de l'exercice (*) | 0,00 |
| **Revenus de l'exercice à affecter (**)** | **22 180 777,35** |
| Report à nouveau | 0,00 |
| **Sommes distribuables au titre du revenu net** | **22 180 777,35** |
| **Affectation :** | |
| Distribution | 0,00 |
| Report à nouveau du revenu de l'exercice | 0,00 |
| Capitalisation | 22 180 777,35 |
| **Total** | **22 180 777,35** |
| *** Information relative aux acomptes versés** | |
| Montant unitaire | 0,00 |
| Crédits d'impôt totaux | 0,00 |
| Crédits d'impôt unitaires | 0,00 |
| **** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution** | |
| Nombre de parts | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 |
| Crédits d'impôt attachés à la distribution du revenu | 0,00 |

# 5. Comptes de l'exercice

## D5b. Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice** | **24 425 537,17** |
| Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice | 0,00 |
| **Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter** | **24 425 537,17** |
| Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées | 0,00 |
| **Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées** | **24 425 537,17** |

### Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice** | **4 299 536,90** |
| Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*) | 0,00 |
| **Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)** | **4 299 536,90** |
| Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées | 0,00 |
| **Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées** | **4 299 536,90** |
| **Affectation :** | |
| Distribution | 0,00 |
| Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes | 0,00 |
| Capitalisation | 4 299 536,90 |
| **Total** | **4 299 536,90** |
| *** Information relative aux acomptes versés** | |
| Acomptes unitaires versés | 0,00 |
| **** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution** | |
| Nombre de parts | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 |

# 5. Comptes de l'exercice

**Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP**

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice** | **297 636,91** |
| Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*) | 0,00 |
| **Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)** | **297 636,91** |
| Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées | 0,00 |
| **Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées** | **297 636,91** |
| **Affectation :** | |
| Distribution | 0,00 |
| Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes | 0,00 |
| Capitalisation | 297 636,91 |
| **Total** | **297 636,91** |
| *** Information relative aux acomptes versés** | |
| Acomptes unitaires versés | 0,00 |
| **** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution** | |
| Nombre de parts | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 |

**Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I**

| Affectation des sommes distribuables afférentes aux plus et moins-values réalisées nettes | 30/06/2025 |
|---|---|
| **Plus ou moins-values réalisées nettes de l'exercice** | **19 828 363,36** |
| Acomptes sur plus et moins-values réalisées nettes versées au titre de l'exercice (*) | 0,00 |
| **Plus ou moins-values réalisées nettes à affecter (**)** | **19 828 363,36** |
| Plus et moins-values réalisées nettes antérieures non distribuées | 0,00 |
| **Sommes distribuables au titre des plus ou moins-values réalisées** | **19 828 363,36** |
| **Affectation :** | |
| Distribution | 0,00 |
| Report à nouveau des plus ou moins-values réalisées nettes | 0,00 |
| Capitalisation | 19 828 363,36 |
| **Total** | **19 828 363,36** |
| *** Information relative aux acomptes versés** | |
| Acomptes unitaires versés | 0,00 |
| **** Information relative aux actions ou parts ouvrant droit à distribution** | |
| Nombre de parts | 0,00 |
| Distribution unitaire restant à verser après règlement des acomptes | 0,00 |

# 5. Comptes de l'exercice

## E. Inventaire des actifs et passifs en EUR

### E1. Inventaire des éléments de bilan

| Désignation des valeurs par secteur d'activité (*) | Devise | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|---|---|---|---|
| **OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES** | | | **1 461 594 706,26** | **93,31** |
| **Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé** | | | **1 461 594 706,26** | **93,31** |
| **Banques commerciales** | | | **90 425 669,91** | **5,77** |
| BPIFRANCE 0.0% 25-05-28 EMTN | EUR | 5 200 000 | 4 867 616,00 | 0,31 |
| BPIFRANCE 0.125% 25-11-28 | EUR | 14 400 000 | 13 334 832,00 | 0,85 |
| BPIFRANCE 2.125% 29-11-27 EMTN | EUR | 5 000 000 | 5 057 235,62 | 0,32 |
| BPI FRANCE E 2.75% 25-05-29 | EUR | 15 200 000 | 15 367 853,81 | 0,98 |
| KREDITANSTALT FUER WIEDERAUFBAU KFW 2.5% 09-10-30 | EUR | 12 700 000 | 12 786 807,11 | 0,82 |
| KREDITANSTALT FUER WIEDERAUFBAU KFW 2.75% 15-05-30 | EUR | 16 200 000 | 16 533 824,30 | 1,05 |
| KREDITANSTALT FUER WIEDERAUFBAU KFW 2.875% 31-03-32 | EUR | 15 000 000 | 15 358 730,14 | 0,98 |
| LAND HESSEN 0.0% 10-06-26 | EUR | 400 000 | 392 416,00 | 0,03 |
| LANDWIRTSCHAFTLICHE RENTENBANK 2.5% 11-05-32 | EUR | 2 100 000 | 2 089 566,45 | 0,13 |
| NRW 3.0% 27-01-28 | EUR | 3 900 000 | 4 031 008,48 | 0,26 |
| SACHSENANHALT 0.0% 10-03-31 | EUR | 700 000 | 605 780,00 | 0,04 |
| **Marchés de capitaux** | | | **2 202 437,77** | **0,14** |
| FINNVER 0.5% 13-04-26 EMTN | EUR | 500 000 | 494 577,95 | 0,03 |
| FINNVERA OYJ 2.125% 08-03-28 | EUR | 1 700 000 | 1 707 859,82 | 0,11 |
| **Services aux collectivités** | | | **1 352 085 257,00** | **86,32** |
| AUSTRIA GOVERNMENT BOND 0.0% 20-02-30 | EUR | 10 000 000 | 8 978 900,00 | 0,57 |
| AUSTRIA GOVERNMENT BOND 2.9% 23-05-29 | EUR | 28 700 000 | 29 504 979,96 | 1,88 |
| BANQUE EUROPEAN D INVESTISSEMENT 3.0% 15-11-28 | EUR | 4 000 000 | 4 178 607,67 | 0,27 |
| BANQUE EUROPEAN D INVESTISSEMENT BEI 2.375% 15-05-30 | EUR | 600 000 | 600 805,97 | 0,04 |
| BANQUE EUROPEAN D INVESTISSEMENT BEI 2.75% 17-07-29 | EUR | 800 000 | 834 367,89 | 0,05 |
| BELGIUM GOVERNMENT BOND 0.1% 22-06-30 | EUR | 1 000 000 | 890 977,40 | 0,06 |
| BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND 0.25% 15-02-29 | EUR | 20 100 000 | 18 913 664,96 | 1,21 |
| BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND 0.25% 15-08-28 | EUR | 100 000 | 95 175,86 | 0,01 |
| BUNDSOBLIGATION 2.1% 12-04-29 | EUR | 175 000 000 | 176 223 297,95 | 11,25 |
| CAISSE AMORTISSEMENT DETTE SOCIALE FR 2.75% 25-02-29 | EUR | 10 000 000 | 10 213 184,93 | 0,65 |
| CAISSE AMORTISSEMENT DETTE SOCIALE FR 2.875% 25-05-27 | EUR | 10 000 000 | 10 185 731,51 | 0,65 |
| CAISSE AMORTISSEMENT DETTE SOCIALE FR 2.875% 25-05-30 | EUR | 6 900 000 | 7 012 215,74 | 0,45 |
| ESPAGNE 5.15% 1028 | EUR | 85 000 000 | 95 879 778,77 | 6,12 |
| EUROPEAN FINL STABILITY FACIL 0.125% 18-03-30 | EUR | 1 000 000 | 899 243,01 | 0,06 |
| EUROPEAN FINL STABILITY FACIL 2.375% 11-04-28 | EUR | 2 000 000 | 2 024 331,23 | 0,13 |
| EUROPEAN FINL STABILITY FACIL 2.5% 27-07-28 | EUR | 5 300 000 | 5 409 895,14 | 0,35 |
| EUROPEAN FINL STABILITY FACIL 2.625% 16-07-29 | EUR | 6 800 000 | 7 051 961,42 | 0,45 |
| EUROPEAN STABILITY MECHANISM 2.375% 30-09-27 | EUR | 5 300 000 | 5 436 283,33 | 0,35 |
| EUROPEAN STABILITY MECHANISM 2.625% 18-09-29 | EUR | 3 000 000 | 3 094 621,23 | 0,20 |
| EUROPEAN UNION 0.0% 04-10-28 | EUR | 900 000 | 838 179,00 | 0,05 |
| EUROPEAN UNION 3.125% 05-12-28 | EUR | 1 000 000 | 1 046 533,84 | 0,07 |

# 5. Comptes de l'exercice

## E1. Inventaire des éléments de bilan

| Désignation des valeurs par secteur d'activité (*) | Devise | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|---|---|---|---|
| FINLAND GOVERNMENT BOND 2.5% 15-04-30 | EUR | 3 600 000 | 3 637 376,88 | 0,23 |
| FINLAND GOVERNMENT BOND 2.875% 15-04-29 | EUR | 15 000 000 | 15 430 557,53 | 0,99 |
| FINLAND GOVERNMENT BOND 3.0% 15-09-35 | EUR | 7 800 000 | 7 818 039,37 | 0,50 |
| FLEMISH COM 0.3% 20-10-31 EMTN | EUR | 600 000 | 512 343,53 | 0,03 |
| FLEMISH COM 3.25% 05-04-33 | EUR | 3 500 000 | 3 566 939,66 | 0,23 |
| FRANCE GOVERNMANT BOND OAT 0.75% 25-11-28 | EUR | 69 000 000 | 65 871 540,00 | 4,21 |
| FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.0% 25-02-27 | EUR | 50 000 000 | 48 440 500,00 | 3,09 |
| FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.7% 25-07-30 | EUR | 12 000 000 | 15 472 985,26 | 0,99 |
| FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.75% 25-02-28 | EUR | 71 000 000 | 68 688 920,82 | 4,38 |
| FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 2.75% 25-02-29 | EUR | 122 000 000 | 124 903 416,16 | 7,97 |
| FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 2.75% 25-02-30 | EUR | 46 000 000 | 46 919 010,68 | 3,00 |
| FRAN GOVE BON 0.25% 25-11-26 | EUR | 1 000 000 | 978 390,00 | 0,06 |
| HELLENIC REPUBLIC GOVERNMENT BOND 3.625% 15-06-35 | EUR | 4 700 000 | 4 843 389,27 | 0,31 |
| HELLENIC REPUBLIC GOVERNMENT BOND 3.875% 12-03-29 | EUR | 5 000 000 | 5 327 202,05 | 0,34 |
| HELLENIC REPUBLIC GOVERNMENT BOND 3.875% 15-06-28 | EUR | 5 000 000 | 5 247 173,97 | 0,33 |
| IRELAND GOVERNMENT BOND 1.1% 15-05-29 | EUR | 15 000 000 | 14 425 598,63 | 0,92 |
| ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 2.7% 01-10-30 | EUR | 44 000 000 | 44 005 683,93 | 2,81 |
| ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 3.0% 01-08-29 | EUR | 64 000 000 | 66 319 603,98 | 4,23 |
| ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 3.0% 01-10-29 | EUR | 120 000 000 | 123 248 518,03 | 7,87 |
| ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 3.5% 01-03-30 | EUR | 1 000 000 | 1 055 948,37 | 0,07 |
| ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 3.65% 01-08-35 | EUR | 20 000 000 | 20 673 702,76 | 1,32 |
| ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 4.1% 01-02-29 | EUR | 10 000 000 | 10 764 022,10 | 0,69 |
| LAND BERLIN 0.01% 26-10-28 | EUR | 5 000 000 | 4 637 441,10 | 0,30 |
| LITHUANIA GOVERNMENT INTL BOND 3.875% 14-06-33 | EUR | 1 200 000 | 1 264 729,15 | 0,08 |
| NETHERLANDS GOVERNMENT 0.0% 15-01-29 | EUR | 12 000 000 | 11 145 240,00 | 0,71 |
| NETHERLANDS GOVERNMENT 0.25% 15-07-29 | EUR | 10 000 000 | 9 290 409,59 | 0,59 |
| NETHERLANDS GOVERNMENT 0.75% 15-07-28 | EUR | 12 000 000 | 11 641 234,52 | 0,74 |
| PORTUGAL OBRIGACOES DO TESOURO OT 1.95% 15-06-29 | EUR | 35 000 000 | 34 774 187,67 | 2,22 |
| REPUBLIQUE FEDERALE D GERMANY 0.0% 15-08-30 | EUR | 6 500 000 | 5 830 695,00 | 0,37 |
| REPUBLIQUE FEDERALE D GERMANY 2.4% 15-11-30 | EUR | 30 000 000 | 30 729 826,03 | 1,96 |
| SPAIN GOVERNMENT BOND 0.8% 30-07-29 | EUR | 46 000 000 | 43 572 869,86 | 2,78 |
| SPAIN GOVERNMENT BOND 1.45% 30-04-29 | EUR | 30 000 000 | 29 153 482,19 | 1,86 |
| SPAIN GOVERNMENT BOND 3.15% 30-04-35 | EUR | 43 360 000 | 43 536 778,13 | 2,78 |
| SPAIN GOVERNMENT BOND 3.2% 31-10-35 | EUR | 38 700 000 | 38 698 250,55 | 2,47 |
| SYNDICAT TRANSPORTS ILE DE FRANCE STIF 0.4% 28-05-31 | EUR | 400 000 | 346 513,42 | 0,02 |
| **Services aux professionnels** | | | **85 262,04** | **0,01** |
| UNEDIC 0.01% 25-05-31 EMTN | EUR | 100 000 | 85 262,04 | 0,01 |
| **Services financiers diversifiés** | | | **16 796 079,54** | **1,07** |
| INSTITUTO DE CREDITO OFICIAL 2.65% 31-01-28 | EUR | 9 600 000 | 9 827 669,92 | 0,62 |
| INSTITUTO DE CREDITO OFICIAL 3.05% 31-10-27 | EUR | 3 000 000 | 3 126 267,12 | 0,20 |
| NORDISKA INVESTERINGSBANKEN NOR INV BK 2.625% 24-01-31 | EUR | 2 000 000 | 2 028 229,86 | 0,13 |
| NRWBANK 0.25% 26-01-32 EMTN | EUR | 100 000 | 85 230,53 | 0,01 |

# 5. Comptes de l'exercice

## E1. Inventaire des éléments de bilan

| Désignation des valeurs par secteur d'activité (*) | Devise | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|---|---|---|---|
| NRWBANK 0.5% 11-05-26 | EUR | 100 000 | 98 745,23 | 0,01 |
| NRWBANK 2.875% 05-04-33 EMTN | EUR | 1 000 | 1 008,85 | 0,00 |
| SLOVAKIA GOVERNMENT BOND 3.625% 08-06-33 | EUR | 300 000 | 310 372,07 | 0,02 |
| STATE OF LOWER SAXONY 0.01% 26-05-28 | EUR | 500 000 | 469 110,07 | 0,03 |
| STATE OF LOWER SAXONY 0.125% 09-01-32 | EUR | 1 000 000 | 849 445,89 | 0,05 |
| **TITRES D'OPC** | | | **46 596 295,57** | **2,97** |
| **OPCVM** | | | **46 596 295,57** | **2,97** |
| **Gestion collective** | | | **46 596 295,57** | **2,97** |
| OSTRUM SRI CASH Part M | EUR | 3 523 | 37 624 195,57 | 2,40 |
| OSTRUM SRI TOT RET SOVER SI A EUR CAP | EUR | 90 000 | 8 972 100,00 | 0,57 |
| **TITRES FINANCIERS DONNÉS EN PENSION** | | | **93 068 744,36** | **5,94** |
| **Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé** | | | **93 068 744,36** | **5,94** |
| **Banques commerciales** | | | **7 331 840,88** | **0,47** |
| KREDITANSTALT FUER WIEDERAUFBAU KFW 2.5% 09-10-30 | EUR | 1 200 000 | 1 208 202,25 | 0,08 |
| KREDITANSTALT FUER WIEDERAUFBAU KFW 2.75% 15-05-30 | EUR | 6 000 000 | 6 123 638,63 | 0,39 |
| **Services aux collectivités** | | | **78 521 050,32** | **5,01** |
| BANQUE EUROPEAN D INVESTISSEMENT BEI 2.375% 15-05-30 | EUR | 6 100 000 | 6 108 194,05 | 0,39 |
| BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND 0.25% 15-02-29 | EUR | 15 000 000 | 14 114 675,34 | 0,90 |
| BUNDSOBLIGATION 2.1% 12-04-29 | EUR | 50 000 000 | 50 349 513,70 | 3,21 |
| CAISSE AMORTISSEMENT DETTE SOCIALE FR 2.875% 25-05-30 | EUR | 5 800 000 | 5 894 326,27 | 0,38 |
| EUROPEAN STABILITY MECHANISM 2.375% 30-09-27 | EUR | 1 500 000 | 1 538 570,76 | 0,10 |
| EUROPEAN STABILITY MECHANISM 2.625% 18-09-29 | EUR | 500 000 | 515 770,20 | 0,03 |
| **Services financiers diversifiés** | | | **7 215 853,16** | **0,46** |
| NRWBANK 2.875% 05-04-33 EMTN | EUR | 4 999 000 | 5 043 248,68 | 0,32 |
| SLOVAKIA GOVERNMENT BOND 3.625% 08-06-33 | EUR | 2 100 000 | 2 172 604,48 | 0,14 |
| **DETTES REPRÉSENTATIVES DES TITRES DONNÉS EN PENSION** | | | **-92 143 822,48** | **-5,88** |
| **INDEMNITÉS SUR TITRES DONNÉS EN PENSION** | | | **-1 035 813,52** | **-0,07** |
| **Total** | | | **1 508 080 110,19** | **96,27** |

(*) Le secteur d'activité représente l'activité principale de l'émetteur de l'instrument financier ; il est issu de sources fiables reconnues au plan international (GICS et NACE principalement).

# 5. Comptes de l'exercice

### E2. Inventaire des opérations à terme de devises

| Type d'opération | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Actif | Passif | Devises à recevoir (+) | | Devises à livrer (-) | |
| | | | Devise | Montant (*) | Devise | Montant (*) |
| Total | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions exprimé dans la devise de comptabilisation.

### E3. Inventaire des instruments financiers à terme

### E3a. Inventaire des instruments financiers à terme - actions

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|---|---|---|---|---|
| | | Actif | Passif | +/- |
| 1. Futures | | | | |
| Sous-total 1. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2. Options | | | | |
| Sous-total 2. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3. Swaps | | | | |
| Sous-total 3. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4. Autres instruments | | | | |
| Sous-total 4. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

# 5. Comptes de l'exercice

### E3b. Inventaire des instruments financiers à terme - taux d'intérêts

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|---|---|---|---|---|
| | | Actif | Passif | +/- |
| **1. Futures** | | | | |
| CBOT USUL 30A 0925 | -99 | 0,00 | -307 461,81 | -10 046 747,88 |
| EURO BOBL 0925 | 1 554 | 0,00 | -390 557,41 | 182 874 720,00 |
| EURO BTP 0925 | 293 | 12 070,00 | 0,00 | 35 453 000,00 |
| EURO BUND 0925 | -813 | 541 090,00 | 0,00 | -105 811 950,00 |
| EURO-OAT 0925 | -28 | 0,00 | -5 880,00 | -3 467 520,00 |
| US 10YR NOTE 0925 | 270 | 165 321,38 | 0,00 | 25 790 135,03 |
| XEUR FGBX BUX 0925 | -321 | 568 840,00 | 0,00 | -38 115 540,00 |
| **Sous-total 1.** | | **1 287 321,38** | **-703 899,22** | **86 676 097,15** |
| **2. Options** | | | | |
| **Sous-total 2.** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **3. Swaps** | | | | |
| **Sous-total 3.** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **4. Autres instruments** | | | | |
| **Sous-total 4.** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total** | | **1 287 321,38** | **-703 899,22** | **86 676 097,15** |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

### E3c. Inventaire des instruments financiers à terme - de change

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|---|---|---|---|---|
| | | Actif | Passif | +/- |
| **1. Futures** | | | | |
| **Sous-total 1.** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **2. Options** | | | | |
| **Sous-total 2.** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **3. Swaps** | | | | |
| **Sous-total 3.** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **4. Autres instruments** | | | | |
| **Sous-total 4.** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |
| **Total** | | **0,00** | **0,00** | **0,00** |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

# 5. Comptes de l'exercice

### E3d. Inventaire des instruments financiers à terme - sur risque de crédit

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|---|---|---|---|---|
| | | Actif | Passif | +/- |
| 1. Futures | | | | |
| Sous-total 1. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2. Options | | | | |
| Sous-total 2. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3. Swaps | | | | |
| Sous-total 3. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4. Autres instruments | | | | |
| Sous-total 4. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

### E3e. Inventaire des instruments financiers à terme - autres expositions

| Nature d'engagements | Quantité ou Nominal | Valeur actuelle présentée au bilan | | Montant de l'exposition (*) |
|---|---|---|---|---|
| | | Actif | Passif | +/- |
| 1. Futures | | | | |
| Sous-total 1. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2. Options | | | | |
| Sous-total 2. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 3. Swaps | | | | |
| Sous-total 3. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4. Autres instruments | | | | |
| Sous-total 4. | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(*) Montant déterminé selon les dispositions du règlement relatif à la présentation des expositions.

### E4. Inventaire des instruments financiers à terme ou des opérations à terme de devises utilisés en couverture d'une catégorie de part

L'OPC sous revue n'est pas concerné par cette rubrique.

# 5. Comptes de l'exercice

## E5. Synthèse de l'inventaire

| | Valeur actuelle présentée au bilan |
|---|---|
| Total inventaire des actifs et passifs éligibles (hors IFT) | 1 508 080 110,19 |
| Inventaire des IFT (hors IFT utilisés en couverture de parts émises) : | |
| Total opérations à terme de devises | 0,00 |
| Total instruments financiers à terme - actions | 0,00 |
| Total instruments financiers à terme - taux | 583 422,16 |
| Total instruments financiers à terme - change | 0,00 |
| Total instruments financiers à terme - crédit | 0,00 |
| Total instruments financiers à terme - autres expositions | 0,00 |
| Inventaire des instruments financiers à terme utilisés en couverture de parts émises | 0,00 |
| Autres actifs (+) | 100 050 325,52 |
| Autres passifs (-) | -42 234 977,43 |
| Passifs de financement (-) | 0,00 |
| **Total = actif net** | **1 566 478 880,44** |

| Libellé de la part | Devise de la part | Nombre de parts | Valeur liquidative |
|---|---|---|---|
| Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E | EUR | 248 177,38417 | 1 109,61 |
| Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP | EUR | 191 549,65312 | 99,66 |
| Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I | EUR | 110 349,36232 | 11 527,08 |

# OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5

**COMPTES ANNUELS**
**28/06/2024**

## BILAN ACTIF AU 28/06/2024 EN EUR

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---|---|
| **IMMOBILISATIONS NETTES** | **0,00** | **0,00** |
| **DÉPÔTS** | **175 899 118,46** | **247 856 650,40** |
| **INSTRUMENTS FINANCIERS** | **1 349 235 302,73** | **1 456 606 481,44** |
| **Actions et valeurs assimilées** | **0,00** | **0,00** |
| Négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| **Obligations et valeurs assimilées** | **1 145 929 825,57** | **1 147 313 676,93** |
| Négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 1 145 929 825,57 | 1 147 313 676,93 |
| Non négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| **Titres de créances** | **0,00** | **0,00** |
| Négociés sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances négociables | 0,00 | 0,00 |
| Autres titres de créances | 0,00 | 0,00 |
| Non négociés sur un marché réglementé ou assimilé | 0,00 | 0,00 |
| **Organismes de placement collectif** | **27 621 664,38** | **62 382 122,80** |
| OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays | 27 621 664,38 | 62 382 122,80 |
| Autres Fonds destinés à des non professionnels et équivalents d'autres pays Etats membres de l'UE | 0,00 | 0,00 |
| Fonds professionnels à vocation générale et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations cotés | 0,00 | 0,00 |
| Autres Fonds d'investissement professionnels et équivalents d'autres Etats membres de l'UE et organismes de titrisations non cotés | 0,00 | 0,00 |
| Autres organismes non européens | 0,00 | 0,00 |
| **Opérations temporaires sur titres** | **174 703 471,64** | **246 251 726,59** |
| Créances représentatives de titres reçus en pension | 0,00 | 0,00 |
| Créances représentatives de titres prêtés | 0,00 | 0,00 |
| Titres empruntés | 0,00 | 0,00 |
| Titres donnés en pension | 174 703 471,64 | 246 251 726,59 |
| Autres opérations temporaires | 0,00 | 0,00 |
| **Instruments financiers à terme** | **980 341,14** | **658 955,12** |
| Opérations sur un marché réglementé ou assimilé | 980 341,14 | 658 955,12 |
| Autres opérations | 0,00 | 0,00 |
| **Autres instruments financiers** | **0,00** | **0,00** |
| **CRÉANCES** | **24 767 892,26** | **4 943 153,82** |
| Opérations de change à terme de devises | 0,00 | 0,00 |
| Autres | 24 767 892,26 | 4 943 153,82 |
| **COMPTES FINANCIERS** | **507 587,13** | **432 038,78** |
| Liquidités | 507 587,13 | 432 038,78 |
| **TOTAL DE L'ACTIF** | **1 550 409 900,58** | **1 709 838 324,44** |

## BILAN PASSIF AU 28/06/2024 EN EUR

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---|---|
| **CAPITAUX PROPRES** | | |
| Capital | 1 355 318 803,09 | 1 514 265 075,68 |
| Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées (a) | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau (a) | 0,00 | 0,00 |
| Plus et moins-values nettes de l'exercice (a,b) | -14 672 451,90 | -58 466 099,78 |
| Résultat de l'exercice (a,b) | 14 170 177,67 | 4 135 990,81 |
| **TOTAL DES CAPITAUX PROPRES *** | **1 354 816 528,86** | **1 459 934 966,71** |
| ** Montant représentatif de l'actif net* | | |
| **INSTRUMENTS FINANCIERS** | **176 974 608,84** | **248 406 719,83** |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 175 797 440,33 | 247 747 764,71 |
| Dettes représentatives de titres donnés en pension | 175 797 440,33 | 247 747 764,71 |
| Dettes représentatives de titres empruntés | 0,00 | 0,00 |
| Autres opérations temporaires | 0,00 | 0,00 |
| Instruments financiers à terme | 1 177 168,51 | 658 955,12 |
| Opérations sur un marché réglementé ou assimilé | 980 340,00 | 658 955,12 |
| Autres opérations | 196 828,51 | 0,00 |
| **DETTES** | **18 618 762,88** | **662 789,88** |
| Opérations de change à terme de devises | 0,00 | 0,00 |
| Autres | 18 618 762,88 | 662 789,88 |
| **COMPTES FINANCIERS** | **0,00** | **833 848,02** |
| Concours bancaires courants | 0,00 | 833 848,02 |
| Emprunts | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL DU PASSIF** | **1 550 409 900,58** | **1 709 838 324,44** |

(a) Y compris comptes de régularisation

(b) Diminués des acomptes versés au titre de l'exercice

## HORS-BILAN AU 28/06/2024 EN EUR

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---|---|
| **OPÉRATIONS DE COUVERTURE** | | |
| Engagement sur marchés réglementés ou assimilés | | |
| Contrats futures | | |
| XEUR FOAT EUR 0923 | 0,00 | 8 988 000,00 |
| EURO BUND 0923 | 0,00 | 138 153 420,00 |
| XEUR FGBX BUX 0923 | 0,00 | 3 490 000,00 |
| EURO-OAT 0924 | 44 323 200,00 | 0,00 |
| EURO BUND 0924 | 44 355 940,00 | 0,00 |
| Engagement sur marché de gré à gré | | |
| Autres engagements | | |
| **AUTRES OPÉRATIONS** | | |
| Engagement sur marchés réglementés ou assimilés | | |
| Contrats futures | | |
| EURO SCHATZ 0923 | 0,00 | 104 850,00 |
| EURO BTP 0923 | 0,00 | 15 094 300,00 |
| EURO BOBL 0923 | 0,00 | 31 241 700,00 |
| US 10YR NOTE 0923 | 0,00 | 20 580 316,22 |
| EURO BOBL 0924 | 64 042 000,00 | 0,00 |
| EURO BTP 0924 | 5 995 080,00 | 0,00 |
| Engagement sur marché de gré à gré | | |
| Swaps de taux | | |
| E6R/0.0/FIX/2.889 | 27 050 000,00 | 0,00 |
| Autres engagements | | |

## COMPTE DE RÉSULTAT AU 28/06/2024 EN EUR

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---|---|
| **Produits sur opérations financières** | | |
| Produits sur dépôts et sur comptes financiers | 9 307 178,42 | 3 243 517,05 |
| Produits sur actions et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 |
| Produits sur obligations et valeurs assimilées | 18 089 271,87 | 7 301 319,34 |
| Produits sur titres de créances | 0,00 | 0,00 |
| Produits sur acquisitions et cessions temporaires de titres | 36 870,96 | 146 027,52 |
| Produits sur instruments financiers à terme | 0,00 | 0,00 |
| Autres produits financiers | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL (1)** | **27 433 321,25** | **10 690 863,91** |
| | | |
| **Charges sur opérations financières** | | |
| Charges sur acquisitions et cessions temporaires de titres | 7 936 573,91 | 2 695 314,39 |
| Charges sur instruments financiers à terme | 0,00 | 0,00 |
| Charges sur dettes financières | 63 000,83 | 130 330,99 |
| Autres charges financières | 0,00 | 0,00 |
| **TOTAL (2)** | **7 999 574,74** | **2 825 645,38** |
| | | |
| **RÉSULTAT SUR OPÉRATIONS FINANCIÈRES (1 - 2)** | **19 433 746,51** | **7 865 218,53** |
| Autres produits (3) | 0,00 | 0,00 |
| Frais de gestion et dotations aux amortissements (4) | 4 274 523,59 | 4 154 350,86 |
| | | |
| **RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (L. 214-17-1) (1 - 2 + 3 - 4)** | **15 159 222,92** | **3 710 867,67** |
| Régularisation des revenus de l'exercice (5) | -989 045,25 | 425 123,14 |
| Acomptes sur résultat versés au titre de l'exercice (6) | 0,00 | 0,00 |
| **RÉSULTAT (1 - 2 + 3 - 4 + 5 - 6)** | **14 170 177,67** | **4 135 990,81** |

# ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels sont présentés sous la forme prévue par le Règlement ANC 2014-01 modifié.

Les principes généraux de la comptabilité s'appliquent :
- image fidèle, comparabilité, continuité de l'activité,
- régularité, sincérité,
- prudence,
- permanence des méthodes d'un exercice à l'autre.

La devise de référence de la comptabilité du portefeuille est en EURO.
La durée de l'exercice est de 12 mois.

**Règles d'évaluation des actifs**

**Le portefeuille est valorisé comme suit :**

1. Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé sont évalués à partir des cours qui semblent les plus représentatifs parmi les cours de bourse, les cours contribués par les spécialistes de marché, les cours utilisés pour le calcul d'indices de marché reconnus ou les cours diffusés sur des bases de données représentatives.
   Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé européen sont évalués chaque jour de bourse sur la base du cours de clôture du jour.
   Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé de la zone Asie-Pacifique sont évalués chaque jour de bourse sur la base du cours de clôture du jour.
   Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé de la zone Amérique sont évalués chaque jour de bourse sur la base du cours de clôture du jour.

2. Les instruments financiers négociés sur un marché réglementé en dehors de l'Union Monétaire Européenne sont évalués chaque jour de bourse sur la base du cours de leur marché principal converti en euros suivant le cours WM Reuters relevé à 16h, heure de Londres.

3. Les parts ou actions d'OPC cotés sont évaluées à partir des cours qui semblent les plus représentatifs parmi les cours de cours de bourse (cours de clôture) ou les valeurs liquidatives (dernière valeur liquidative connue).
   Les parts ou actions d'OPC non cotés et autres fonds d'investissement non cotés sont évaluées à la dernière valeur liquidative connue ou à défaut, à leur dernière valeur estimée.

4. A l'exception des Bons émis par les Etats de la zone Euro dont le cours est diffusé sur des bases de données représentatives ou contribué par des spécialistes de marché, les titres de créances négociables et assimilés sont valorisés actuariellement par l'application du taux de swap calculé par interpolation sur l'échéance correspondante augmenté ou diminué d'une marge estimée en fonction des caractéristiques intrinsèques de l'émetteur du titre.

5. Les acquisitions et cession temporaires de titres sont évaluées de la manière suivante :
   a. Prêts et emprunts de titres : les titres empruntés sont évalués à leur valeur de marché. La créance représentative des titres prêtés ou la dette représentative des titres empruntés est également évaluée à la valeur de marché des titres.
   b. Titres donnés ou reçus en pension : les titres reçus en pension inscrits en créance sont évalués à la valeur fixée dans le contrat. Les titres donnés en pension sont évalués à la valeur de marché. La dette représentative des titres donnés en pension est évaluée à la valeur fixée dans le contrat.

6. Les opérations sur les instruments financiers à terme ferme ou conditionnels sont évaluées de la manière suivante :
   a. Les opérations portant sur les instruments financiers à terme ferme ou conditionnels négociés sur des marchés organisés de l'Union Monétaire Européenne sont évaluées chaque jour de bourse sur la base du cours de compensation pratiqué le jour de l'évaluation.
   b. Les opérations portant sur les instruments financiers à terme ferme ou conditionnels négociés sur des marchés organisés étrangers sont évaluées chaque jour de bourse sur la base du cours de leur marché principal converti en euros suivant le cours WM Reuters relevé à 16h, heure de Londres.

c. Les engagements correspondant aux transactions sur les marchés à terme ferme ont été inscrits en hors bilan pour leur valeur de marché, ceux correspondant aux transactions sur marchés optionnels ont été traduits en équivalent sous-jacent.

7. Les opérations d'échanges de devises ou de conditions d'intérêts sont évaluées de la manière suivante :
   a. Les contrats d'échanges de conditions d'intérêts et/ou de devises sont valorisés à leur valeur de marché en fonction du prix calculé par actualisation des flux de trésorerie future (principal et intérêt) au taux d'intérêt et/ou de devises de marché.
   b. L'ensemble composé d'un titre et de son contrat d'échange de taux d'intérêt et/ou de devise peut faire l'objet d'une évaluation globale au taux de marché et/ou au cours de la devise résultant de l'échange en conformité des termes du contrat. Cette méthode ne peut être retenue que dans le cas particulier d'un échange affecté à un titre identifié. Par assimilation, l'ensemble est alors valorisé comme un titre de créances.
   c. Les dérivés sur événements de crédit (CDS) sont valorisés selon la méthode standard publiée par l'International Swaps and Derivatives Association « Upfront standard ISDA ».
   d. Les swaps de volatilité sont valorisés en tenant compte de la variance réalisée et de la variance anticipée.

8. Les opérations de change à terme sont évalués sur la base d'une réévaluation des devises en engagement au cours du jour en prenant en compte le report / déport calculé en fonction de l'échéance du contrat.
   Les dépôts à terme sont enregistrés et évalués pour leur montant nominal. Ce montant est majoré des intérêts courus qui s'y rattachent.

9. Les autres opérations d'échanges ou produits de bilan intégrant des dérivés complexes sont évalués à partir de modèles ayant recours à des méthodes analytiques (type Black&Scholes) ou numériques (type Monte Carlo) validés par la société de gestion.

10. Les instruments financiers dont le cours n'a pas été constaté le jour de l'évaluation ou dont le cours a été corrigé sont évalués à leur valeur probable de négociation sous la responsabilité de la société de gestion.

11. Evaluation des contrats d'échanges financiers figurant en hors-bilan.
    L'engagement correspond à la valeur nominale du contrat.

12. Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition frais exclus, et les sorties à leur prix de cession, frais exclus.

13. La commission de souscription est non acquise au FCP ; elle revient à la société de gestion et au commercialisateur.

14. Les revenus sont comptabilisés selon la méthode du coupon encaissé.

15. Les comptes annuels sont établis sur la base de la dernière valeur liquidative publiée du mois de juin.

**Méthode de comptabilisation**

Les revenus sont comptabilisés selon la méthode du coupon encaissé.

Les entrées en portefeuille sont comptabilisées à leur prix d'acquisition frais exclus, et les sorties à leur prix de cession, frais exclus.

**Frais de gestion**

Les frais de gestion et de fonctionnement s'élèvent au maximum à 0,80% TTC de l'actif net pour les parts E et I.

Les frais de gestion et de fonctionnement s'élèvent au maximum à 0.70% TTC de l'actif net pour la part GP.

Ces frais sont directement imputés au compte de résultat.

**Affectation des sommes distribuables**

***Définition des sommes distribuables* :**

Les sommes distribuables sont constituées par :

***Le résultat :***

Le résultat net de l'exercice est égal au montant des intérêts, arrérages, primes et lots, dividendes, jetons de présence et tous autres produits relatifs aux titres constituant le portefeuille, majorés du produit des sommes momentanément disponibles et diminué du montant des frais de gestion et de la charge des emprunts.
Il est augmenté du report à nouveau et majoré ou diminué du solde du compte de régularisation des revenus.

***Les Plus et Moins-values :***

Les plus-values réalisées, nettes de frais, diminuées des moins-values réalisées, nettes de frais, constatées au cours de l'exercice, augmentées des plus-values nettes de même nature constatées au cours d'exercices antérieurs n'ayant pas fait l'objet d'une distribution ou d'une capitalisation et diminuées ou augmentées du solde du compte de régularisation des plus-values.

***Modalités d'affectation des sommes distribuables :***

| ***Sommes Distribuables*** | ***Parts E EUR*** | ***Parts M EUR*** | ***Parts GP EUR*** |
|---|---|---|---|
| Affectation du résultat net | Capitalisation et/ou distribution (et/ou report) possibilité de distribution d'acompte | Capitalisation et/ou distribution (et/ou report) possibilité de distribution d'acompte | Capitalisation et/ou distribution (et/ou report) possibilité de distribution d'acompte |
| Affectation des plus ou moins-values nettes réalisées | Capitalisation et/ou distribution (et/ou report) possibilité de distribution d'acompte | Capitalisation et/ou distribution (et/ou report) possibilité de distribution d'acompte | Capitalisation et/ou distribution (et/ou report) possibilité de distribution d'acompte |

## 2. ÉVOLUTION DE L'ACTIF NET AU 28/06/2024 EN EUR

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---|---|
| **ACTIF NET EN DÉBUT D'EXERCICE** | **1 459 934 966,71** | **969 571 233,79** |
| Souscriptions (y compris les commissions de souscriptions acquises à l'OPC) | 380 762 084,29 | 825 832 865,42 |
| Rachats (sous déduction des commissions de rachat acquises à l'OPC) | -529 721 654,72 | -283 351 987,73 |
| Plus-values réalisées sur dépôts et instruments financiers | 17 585 736,94 | 4 044 984,72 |
| Moins-values réalisées sur dépôts et instruments financiers | -31 521 686,45 | -58 354 052,07 |
| Plus-values réalisées sur instruments financiers à terme | 21 359 960,20 | 21 875 429,67 |
| Moins-values réalisées sur instruments financiers à terme | -23 262 815,99 | -22 448 215,71 |
| Frais de transactions | -373 856,31 | -290 170,77 |
| Différences de change | -43 914,24 | -7 343,20 |
| Variations de la différence d'estimation des dépôts et instruments financiers | 43 815 658,90 | -677 779,96 |
| *Différence d'estimation exercice N* | *3 077 067,92* | *-40 738 590,98* |
| *Différence d'estimation exercice N-1* | *40 738 590,98* | *40 060 811,02* |
| Variations de la différence d'estimation des instruments financiers à terme | 1 122 826,61 | 29 184,88 |
| *Différence d'estimation exercice N* | *675 871,49* | *-446 955,12* |
| *Différence d'estimation exercice N-1* | *446 955,12* | *476 140,00* |
| Distribution de l'exercice antérieur sur plus et moins-values nettes | 0,00 | 0,00 |
| Distribution de l'exercice antérieur sur résultat | 0,00 | 0,00 |
| Résultat net de l'exercice avant compte de régularisation | 15 159 222,92 | 3 710 867,67 |
| Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur plus et moins-values nettes | 0,00 | 0,00 |
| Acompte(s) versé(s) au cours de l'exercice sur résultat | 0,00 | 0,00 |
| Autres éléments | 0,00 | -50,00 (*) |
| **ACTIF NET EN FIN D'EXERCICE** | **1 354 816 528,86** | **1 459 934 966,71** |

(*) 30/06/2023 Frais de certification annuelle d'un LEI : -50,00 €.

## 3. COMPLÉMENTS D'INFORMATION

### 3.1. VENTILATION PAR NATURE JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DES INSTRUMENTS FINANCIERS

| | Montant | % |
|---|---|---|
| **ACTIF** | | |
| **OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES** | | |
| Autres obligations (indexées, titres participatifs) | 2 976 653,82 | 0,22 |
| Obligations à taux fixe négociées sur un marché réglementé ou assimilé | 1 142 953 171,75 | 84,36 |
| **TOTAL OBLIGATIONS ET VALEURS ASSIMILÉES** | **1 145 929 825,57** | **84,58** |
| **TITRES DE CRÉANCES** | | |
| **TOTAL TITRES DE CRÉANCES** | **0,00** | **0,00** |
| **PASSIF** | | |
| **OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS** | | |
| **TOTAL OPÉRATIONS DE CESSION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS** | **0,00** | **0,00** |
| **HORS-BILAN** | | |
| **OPÉRATIONS DE COUVERTURE** | | |
| Taux | 88 679 140,00 | 6,55 |
| **TOTAL OPÉRATIONS DE COUVERTURE** | **88 679 140,00** | **6,55** |
| **AUTRES OPÉRATIONS** | | |
| Taux | 97 087 080,00 | 7,17 |
| **TOTAL AUTRES OPÉRATIONS** | **97 087 080,00** | **7,17** |

## 3.2. VENTILATION PAR NATURE DE TAUX DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN

| | Taux fixe | % | Taux variable | % | Taux révisable | % | Autres | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF** | | | | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 175 899 118,46 | 12,98 |
| Obligations et valeurs assimilées | 1 142 953 171,75 | 84,36 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 976 653,82 | 0,22 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 174 070 430,16 | 12,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 633 041,48 | 0,05 |
| Comptes financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 507 587,13 | 0,04 |
| **PASSIF** | | | | | | | | |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 174 329 475,97 | 12,87 | 1 467 964,36 | 0,11 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **HORS-BILAN** | | | | | | | | |
| Opérations de couverture | 88 679 140,00 | 6,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres opérations | 97 087 080,00 | 7,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

## 3.3. VENTILATION PAR MATURITÉ RÉSIDUELLE DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN(*)

| | < 3 mois | % | ]3 mois - 1 an] | % | ]1 - 3 ans] | % | ]3 - 5 ans] | % | > 5 ans | % |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **ACTIF** | | | | | | | | | | |
| Dépôts | 175 899 118,46 | 12,98 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 1 651 397,00 | 0,12 | 38 123 841,53 | 2,81 | 936 603 322,90 | 69,13 | 169 551 264,14 | 12,51 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 174 070 430,16 | 12,85 | 633 041,48 | 0,05 |
| Comptes financiers | 507 587,13 | 0,04 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **PASSIF** | | | | | | | | | | |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 175 797 440,33 | 12,98 |
| Comptes financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **HORS-BILAN** | | | | | | | | | | |
| Opérations de couverture | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 88 679 140,00 | 6,55 |
| Autres opérations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 64 042 000,00 | 4,73 | 33 045 080,00 | 2,44 |

(*) Les positions à terme de taux sont présentées en fonction de l'échéance du sous-jacent.

## 3.4. VENTILATION PAR DEVISE DE COTATION OU D'ÉVALUATION DES POSTES D'ACTIF, DE PASSIF ET DE HORS-BILAN (HORS EUR)

| | Devise 1 JPY | | Devise 2 GBP | | Devise 3 USD | | Devise N Autre(s) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % |
| **ACTIF** | | | | | | | | |
| Dépôts | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Actions et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Obligations et valeurs assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Titres de créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| OPC | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Créances | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 100 969,29 | 0,01 | 8 606,57 | 0,00 | 762,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **PASSIF** | | | | | | | | |
| Opérations de cession sur instruments financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations temporaires sur titres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dettes | 0,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Comptes financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| **HORS-BILAN** | | | | | | | | |
| Opérations de couverture | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Autres opérations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

## 3.5. CRÉANCES ET DETTES : VENTILATION PAR NATURE

| | Nature de débit/crédit | 28/06/2024 |
|---|---|---|
| **CRÉANCES** | | |
| | Ventes à règlement différé | 22 233 363,89 |
| | Souscriptions à recevoir | 120 377,91 |
| | Dépôts de garantie en espèces | 1 139 817,60 |
| | Collatéraux | 1 274 000,00 |
| | Autres créances | 332,86 |
| **TOTAL DES CRÉANCES** | | **24 767 892,26** |
| **DETTES** | | |
| | Achats à règlement différé | 18 149 930,66 |
| | Rachats à payer | 187 687,86 |
| | Dépôts de garantie en espèces | 0,05 |
| | Frais de gestion fixe | 281 144,31 |
| **TOTAL DES DETTES** | | **18 618 762,88** |
| **TOTAL DETTES ET CRÉANCES** | | **6 149 129,38** |

## 3.6. CAPITAUX PROPRES

### 3.6.1. Nombre de titres émis ou rachetés

| | En parts | En montant |
|---|---|---|
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E** | | |
| Parts souscrites durant l'exercice | 52 126,03795 | 54 751 636,23 |
| Parts rachetées durant l'exercice | -258 996,49527 | -272 108 137,22 |
| Solde net des souscriptions/rachats | -206 870,45732 | -217 356 500,99 |
| Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice | 157 666,86939 | |
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP** | | |
| Parts souscrites durant l'exercice | 82 808,03889 | 7 732 133,30 |
| Parts rachetées durant l'exercice | -57 522,14792 | -5 410 922,19 |
| Solde net des souscriptions/rachats | 25 285,89097 | 2 321 211,11 |
| Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice | 203 836,94907 | |
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I** | | |
| Parts souscrites durant l'exercice | 29 409,83656 | 318 278 314,76 |
| Parts rachetées durant l'exercice | -23 154,93362 | -252 202 595,31 |
| Solde net des souscriptions/rachats | 6 254,90294 | 66 075 719,45 |
| Nombre de parts en circulation à la fin de l'exercice | 106 683,88576 | |

### 3.6.2. Commissions de souscription et/ou rachat

| | En montant |
|---|---|
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E** | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP** | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |
| **Part OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I** | |
| Total des commissions de souscription et/ou rachat acquises | 0,00 |
| Commissions de souscription acquises | 0,00 |
| Commissions de rachat acquises | 0,00 |

## 3.7. FRAIS DE GESTION

| | 28/06/2024 |
|---|---|
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E** | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 1 752 187,58 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,52 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP** | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 67 353,46 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,36 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I** | |
| Commissions de garantie | 0,00 |
| Frais de gestion fixes | 2 454 982,55 |
| Pourcentage de frais de gestion fixes | 0,22 |
| Rétrocessions des frais de gestion | 0,00 |

## 3.8. ENGAGEMENTS REÇUS ET DONNÉS

### 3.8.1. Garanties reçues par l'OPC :

Néant

### 3.8.2. Autres engagements reçus et/ou donnés :

Néant

## 3.9. AUTRES INFORMATIONS

### 3.9.1. Valeur actuelle des instruments financiers faisant l'objet d'une acquisition temporaire

| | 28/06/2024 |
|---|---|
| Titres pris en pension livrée | 0,00 |
| Titres empruntés | 0,00 |

### 3.9.2. Valeur actuelle des instruments financiers constitutifs de dépôts de garantie

| | 28/06/2024 |
|---|---|
| Instruments financiers donnés en garantie et maintenus dans leur poste d'origine | 0,00 |
| Instruments financiers reçus en garantie et non-inscrits au bilan | 0,00 |

### 3.9.3. Instruments financiers détenus, émis et/ou gérés par le Groupe

| | Code ISIN | Libellé | 28/06/2024 |
|---|---|---|---|
| Actions | | | 0,00 |
| Obligations | | | 0,00 |
| TCN | | | 0,00 |
| OPC | | | 27 621 664,38 |
| | LU1117699071 | OSTRUM EURO BDS OPP 12M SI A EUR CAP | 8 690 400,00 |
| | FR0010392951 | OSTRUM SRI CASH Part M | 18 931 264,38 |
| Instruments financiers à terme | | | 0,00 |
| **Total des titres du groupe** | | | **27 621 664,38** |

## 3.10. TABLEAU D'AFFECTATION DES SOMMES DISTRIBUABLES

### Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente au résultat

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---|---|
| **Sommes restant à affecter** | | |
| Report à nouveau | 0,00 | 0,00 |
| Résultat | 14 170 177,67 | 4 135 990,81 |
| Acomptes versés sur résultat de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| **Total** | **14 170 177,67** | **4 135 990,81** |

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---|---|
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E** | | |
| **Affectation** | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 1 317 088,28 | 227 054,14 |
| **Total** | **1 317 088,28** | **227 054,14** |

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---|---|
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP** | | |
| **Affectation** | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 182 511,10 | 9 944,16 |
| **Total** | **182 511,10** | **9 944,16** |

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---|---|
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I** | | |
| **Affectation** | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Report à nouveau de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | 12 670 578,29 | 3 898 992,51 |
| **Total** | **12 670 578,29** | **3 898 992,51** |

## Tableau d'affectation de la quote-part des sommes distribuables afférente aux plus et moins-values nettes

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---|---|
| **Sommes restant à affecter** | | |
| Plus et moins-values nettes antérieures non distribuées | 0,00 | 0,00 |
| Plus et moins-values nettes de l'exercice | -14 672 451,90 | -58 466 099,78 |
| Acomptes versés sur plus et moins-values nettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 |
| **Total** | **-14 672 451,90** | **-58 466 099,78** |

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---|---|
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E** | | |
| **Affectation** | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Plus et moins-values nettes non distribuées | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | -1 808 239,56 | -15 041 424,65 |
| **Total** | **-1 808 239,56** | **-15 041 424,65** |

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---|---|
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP** | | |
| **Affectation** | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Plus et moins-values nettes non distribuées | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | -209 176,13 | -658 885,82 |
| **Total** | **-209 176,13** | **-658 885,82** |

| | 28/06/2024 | 30/06/2023 |
|---|---|---|
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I** | | |
| **Affectation** | | |
| Distribution | 0,00 | 0,00 |
| Plus et moins-values nettes non distribuées | 0,00 | 0,00 |
| Capitalisation | -12 655 036,21 | -42 765 789,31 |
| **Total** | **-12 655 036,21** | **-42 765 789,31** |

## 3.11. TABLEAU DES RÉSULTATS ET AUTRES ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ENTITÉ AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

| | 30/06/2020 | 30/06/2021 | 30/06/2022 | 30/06/2023 | 28/06/2024 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Actif net Global en EUR** | **338 144 882,08** | **168 676 570,09** | **969 571 233,79** | **1 459 934 966,71** | **1 354 816 528,86** |
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E en EUR** | | | | | |
| Actif net | 193 115 022,77 | 157 469 541,46 | 343 871 350,72 | 375 434 938,07 | 166 770 678,41 |
| Nombre de titres | 168 424,80893 | 137 073,39602 | 320 061,31912 | 364 537,32671 | 157 666,86939 |
| Valeur liquidative unitaire | 1 146,59 | 1 148,79 | 1 074,39 | 1 029,89 | 1 057,74 |
| Capitalisation unitaire sur +/- values nettes | -2,89 | -10,96 | -16,27 | -41,26 | -11,46 |
| Capitalisation unitaire sur résultat | 19,10 | 11,48 | 2,66 | 0,62 | 8,35 |
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP en EUR** | | | | | |
| Actif net | 2 531 326,06 | 2 440 637,75 | 12 421 822,84 | 16 446 227,71 | 19 312 999,27 |
| Nombre de titres | 24 731,71521 | 23 764,27132 | 129 263,05807 | 178 551,05810 | 203 836,94907 |
| Valeur liquidative unitaire | 102,35 | 102,70 | 96,09 | 92,10 | 94,74 |
| Capitalisation unitaire sur +/- values nettes | -0,25 | -0,98 | -1,45 | -3,69 | -1,02 |
| Capitalisation unitaire sur résultat | 1,85 | 1,18 | 0,28 | 0,05 | 0,89 |
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I en EUR** | | | | | |
| Actif net | 142 498 533,25 | 8 766 390,88 | 613 278 060,23 | 1 068 053 800,93 | 1 168 732 851,18 |
| Nombre de titres | 12 125,93094 | 743,05941 | 55 444,44489 | 100 428,98282 | 106 683,88576 |
| Valeur liquidative unitaire | 11 751,55 | 11 797,69 | 11 061,12 | 10 634,91 | 10 955,10 |
| Capitalisation unitaire sur +/- values nettes | -29,73 | -112,61 | -167,32 | -425,83 | -118,62 |
| Capitalisation unitaire sur résultat | 219,14 | 141,53 | 56,01 | 38,82 | 118,76 |

## 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|---|---|---|---|
| **Dépôts** | | | | |
| Collat. especes p/e | EUR | 175 899 118,46 | 175 899 118,46 | 12,98 |
| **TOTAL Dépôts** | | | **175 899 118,46** | **12,98** |
| **Obligations et valeurs assimilées** | | | | |
| **Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé** | | | | |
| **ALLEMAGNE** | | | | |
| BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND 0.25% 15-02-29 | EUR | 20 100 000 | 18 239 194,72 | 1,35 |
| BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND 0.25% 15-08-28 | EUR | 100 000 | 91 722,95 | 0,01 |
| BUNDSOBLIGATION 1.3% 15-10-27 | EUR | 74 013 872 | 71 884 529,30 | 5,31 |
| BUNDSOBLIGATION 2.1% 12-04-29 | EUR | 90 000 000 | 89 385 959,08 | 6,59 |
| DEUTSCHE BUNDES INFLATION LINKED BOND 0.1% 15-04-33 | EUR | 2 550 000 | 2 976 652,55 | 0,22 |
| DEUTSCHE BUNDES INFLATION LINKED BOND 0.5% 15-04-30 | EUR | 1 | 1,27 | 0,00 |
| KREDITANSTALT FUER WIEDERAUFBAU KFW 2.75% 15-05-30 | EUR | 22 200 000 | 22 162 846,93 | 1,64 |
| KREDITANSTALT FUER WIEDERAUFBAU KFW 2.875% 31-03-32 | EUR | 5 000 000 | 5 019 760,96 | 0,37 |
| KREDITANSTALT FUER WIEDERAUFBAU KFW 3.125% 07-06-30 | EUR | 23 000 000 | 23 366 169,45 | 1,72 |
| KREDITANSTALT FUER WIEDERAUFBAU KFW 3.125% 10-10-28 | EUR | 13 100 000 | 13 514 899,91 | 1,00 |
| LAND BERLIN 0.01% 26-10-28 | EUR | 5 000 000 | 4 412 141,53 | 0,33 |
| LAND HESSEN 0.0% 10-06-26 | EUR | 400 000 | 376 640,00 | 0,02 |
| LANDWIRTSCHAFTLICHE RENTENBANK 0.0% 28-09-26 | EUR | 2 700 000 | 2 523 177,00 | 0,18 |
| NRW 3.0% 27-01-28 | EUR | 3 900 000 | 3 953 308,52 | 0,29 |
| NRWBANK 0.25% 26-01-32 EMTN | EUR | 100 000 | 81 832,92 | 0,01 |
| NRWBANK 2.875% 05-04-33 EMTN | EUR | 5 000 000 | 4 988 257,53 | 0,36 |
| NRW BANK EX LANDESBANK NORDRHEINWESTF 0.5% 11-05-26 | EUR | 100 000 | 95 220,23 | 0,01 |
| SACHSENANHALT 0.0% 10-03-31 | EUR | 700 000 | 577 017,00 | 0,05 |
| STATE OF LOWER SAXONY 0.01% 26-05-28 | EUR | 500 000 | 445 950,07 | 0,04 |
| STATE OF LOWER SAXONY 0.125% 09-01-32 | EUR | 1 000 000 | 812 227,68 | 0,06 |
| **TOTAL ALLEMAGNE** | | | **264 907 509,60** | **19,56** |
| **AUTRICHE** | | | | |
| AUSTRIA GOVERNMENT BOND 2.9% 23-05-29 | EUR | 9 301 000 | 9 348 789,30 | 0,69 |
| **TOTAL AUTRICHE** | | | **9 348 789,30** | **0,69** |
| **BELGIQUE** | | | | |
| EUROPEAN UNION 0.0% 04-10-28 | EUR | 900 000 | 795 393,00 | 0,05 |
| EUROPEAN UNION 3.0% 04-12-34 | EUR | 2 575 000 | 2 565 801,76 | 0,19 |
| EUROPEAN UNION 3.125% 05-12-28 | EUR | 1 000 000 | 1 024 828,96 | 0,08 |
| FLEMISH COM 0.3% 20-10-31 EMTN | EUR | 600 000 | 488 717,02 | 0,04 |
| FLEMISH COM 3.25% 05-04-33 | EUR | 3 500 000 | 3 511 044,66 | 0,26 |
| **TOTAL BELGIQUE** | | | **8 385 785,40** | **0,62** |
| **ESPAGNE** | | | | |
| ESPAGNE 5.15% 1028 | EUR | 699 000 | 782 764,00 | 0,06 |
| Instituto De Credito Oficial 0.0% 30-04-25 | EUR | 1 700 000 | 1 651 397,00 | 0,12 |
| INSTITUTO DE CREDITO OFICIAL 2.65% 31-01-28 | EUR | 8 100 000 | 8 040 771,74 | 0,59 |
| INSTITUTO DE CREDITO OFICIAL 3.05% 31-10-27 | EUR | 3 000 000 | 3 053 570,00 | 0,23 |
| SPAIN GOVERNMENT BOND 0.0% 31-01-28 | EUR | 23 000 000 | 20 665 960,00 | 1,53 |
| SPAIN GOVERNMENT BOND 1.4% 30-04-28 | EUR | 30 000 000 | 28 343 893,15 | 2,09 |
| SPAIN GOVERNMENT BOND 1.45% 30-04-29 | EUR | 30 000 000 | 27 988 582,19 | 2,06 |
| SPAIN GOVERNMENT BOND 3.25% 30-04-34 | EUR | 55 000 000 | 54 735 977,40 | 4,04 |
| **TOTAL ESPAGNE** | | | **145 262 915,48** | **10,72** |

## 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|---|---|---|---|
| **FINLANDE** | | | | |
| FINNVER 0.5% 13-04-26 EMTN | EUR | 500 000 | 477 347,95 | 0,04 |
| FINNVERA OYJ 2.125% 08-03-28 | EUR | 1 700 000 | 1 662 622,82 | 0,12 |
| NORDISKA INVESTERINGSBANKEN NOR INV BK 2.625% 24-01-31 | EUR | 2 000 000 | 1 992 770,82 | 0,15 |
| **TOTAL FINLANDE** | | | **4 132 741,59** | **0,31** |
| **FRANCE** | | | | |
| BPIFRANCE 0.0% 25-05-28 EMTN | EUR | 5 200 000 | 4 597 892,00 | 0,34 |
| BPIFRANCE 0.125% 25-11-28 | EUR | 3 100 000 | 2 709 714,23 | 0,20 |
| BPIFRANCE 2.125% 29-11-27 EMTN | EUR | 4 000 000 | 3 905 883,93 | 0,29 |
| BPI FRANCE E 3.0% 10-09-26 | EUR | 11 000 000 | 11 194 725,25 | 0,83 |
| CADES 0.0% 25-11-26 EMTN | EUR | 10 000 000 | 9 263 700,00 | 0,68 |
| CAISSE AMORTISSEMENT DETTE SOCIALE FR 2.75% 24-09-27 | EUR | 11 400 000 | 11 373 255,48 | 0,83 |
| CAISSE AMORTISSEMENT DETTE SOCIALE FR 2.75% 25-02-29 | EUR | 10 000 000 | 9 912 374,86 | 0,74 |
| CAISSE AMORTISSEMENT DETTE SOCIALE FR 2.875% 25-05-27 | EUR | 10 000 000 | 9 941 131,51 | 0,74 |
| FRANCE GOVERNMANT BOND OAT 0.75% 25-11-28 | EUR | 69 000 000 | 62 970 655,57 | 4,65 |
| FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 0.75% 25-02-28 | EUR | 146 000 000 | 135 075 250,82 | 9,97 |
| FRANCE GOVERNMENT BOND OAT 2.75% 25-02-29 | EUR | 92 000 000 | 91 737 568,74 | 6,77 |
| SYNDICAT TRANSPORTS ILE DE FRANCE STIF 0.4% 28-05-31 | EUR | 400 000 | 327 877,42 | 0,02 |
| UNEDIC 0.01% 25-05-31 EMTN | EUR | 100 000 | 80 725,04 | 0,00 |
| **TOTAL FRANCE** | | | **353 090 754,85** | **26,06** |
| **GRECE** | | | | |
| HELLENIC REPUBLIC GOVERNMENT BOND 3.375% 15-06-34 | EUR | 11 200 000 | 10 889 333,48 | 0,80 |
| HELLENIC REPUBLIC GOVERNMENT BOND 3.875% 12-03-29 | EUR | 3 000 000 | 3 116 221,23 | 0,23 |
| HELLENIC REPUBLIC GOVERNMENT BOND 3.875% 15-06-28 | EUR | 5 000 000 | 5 138 973,97 | 0,38 |
| **TOTAL GRECE** | | | **19 144 528,68** | **1,41** |
| **IRLANDE** | | | | |
| IRELAND GOVERNMENT BOND 0.9% 15-05-28 | EUR | 20 000 000 | 18 678 271,23 | 1,38 |
| **TOTAL IRLANDE** | | | **18 678 271,23** | **1,38** |
| **ITALIE** | | | | |
| ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 2.0% 01-02-28 | EUR | 55 000 000 | 52 891 390,66 | 3,91 |
| ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 2.65% 01-12-27 | EUR | 15 000 000 | 14 681 618,03 | 1,08 |
| ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 3.8% 01-08-28 | EUR | 94 000 000 | 96 654 384,40 | 7,13 |
| ITALY BUONI POLIENNALI DEL TESORO 4.1% 01-02-29 | EUR | 40 000 000 | 41 684 835,16 | 3,07 |
| **TOTAL ITALIE** | | | **205 912 228,25** | **15,19** |
| **LITUANIE** | | | | |
| LITHUANIA GOVERNMENT INTL BOND 3.875% 14-06-33 | EUR | 1 200 000 | 1 226 413,15 | 0,09 |
| **TOTAL LITUANIE** | | | **1 226 413,15** | **0,09** |
| **LUXEMBOURG** | | | | |
| BANQUE EUROPEAN D INVESTISSEMENT 2.75% 28-07-28 | EUR | 1 099 000 | 1 121 481,64 | 0,08 |
| BANQUE EUROPEAN D INVESTISSEMENT 3.0% 15-11-28 | EUR | 3 900 000 | 3 987 057,59 | 0,29 |
| BANQUE EUROPEAN D INVESTISSEMENT BEI 2.75% 17-07-29 | EUR | 12 800 000 | 12 824 848,09 | 0,94 |
| BANQUE EUROPEAN D INVESTISSEMENT BEI 2.875% 15-10-31 | EUR | 4 000 000 | 4 000 555,08 | 0,30 |
| EUROPEAN FINL STABILITY FACIL 0.125% 18-03-30 | EUR | 1 000 000 | 853 893,01 | 0,06 |
| EUROPEAN FINL STABILITY FACIL 2.375% 11-04-28 | EUR | 2 000 000 | 1 969 791,23 | 0,15 |
| EUROPEAN FINL STABILITY FACIL 2.625% 16-07-29 | EUR | 6 800 000 | 6 781 715,47 | 0,50 |
| EUROPEAN FINL STABILITY FACIL 2.875% 28-05-31 | EUR | 3 400 000 | 3 387 307,29 | 0,25 |
| EUROPEAN STABILITY MECHANISM 1.0% 23-06-27 | EUR | 4 500 000 | 4 251 899,59 | 0,32 |
| EUROPEAN STABILITY MECHANISM 2.625% 18-09-29 | EUR | 3 500 000 | 3 479 253,61 | 0,26 |

## 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|---|---|---|---|
| **TOTAL LUXEMBOURG** | | | **42 657 802,60** | **3,15** |
| **PAYS-BAS** | | | | |
| NETHERLANDS GOVERNMENT 0.0% 15-01-29 | EUR | 19 000 000 | 16 830 770,00 | 1,24 |
| NETHERLANDS GOVERNMENT 0.75% 15-07-28 | EUR | 32 000 000 | 29 884 595,41 | 2,21 |
| **TOTAL PAYS-BAS** | | | **46 715 365,41** | **3,45** |
| **PORTUGAL** | | | | |
| PORTUGAL OBRIGACOES DO TESOURO OT 1.95% 15-06-29 | EUR | 25 000 000 | 24 046 455,48 | 1,78 |
| **TOTAL PORTUGAL** | | | **24 046 455,48** | **1,78** |
| **SLOVAQUIE** | | | | |
| SLOVAKIA GOVERNMENT BOND 3.625% 08-06-33 | EUR | 2 400 000 | 2 420 264,55 | 0,18 |
| **TOTAL SLOVAQUIE** | | | **2 420 264,55** | **0,18** |
| **TOTAL Obligations et valeurs assimilées négociées sur un marché réglementé ou assimilé** | | | **1 145 929 825,57** | **84,59** |
| **TOTAL Obligations et valeurs assimilées** | | | **1 145 929 825,57** | **84,59** |
| **Organismes de placement collectif** | | | | |
| **OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays** | | | | |
| **FRANCE** | | | | |
| OSTRUM SRI CASH Part M | EUR | 1 827 | 18 931 264,38 | 1,39 |
| **TOTAL FRANCE** | | | **18 931 264,38** | **1,39** |
| **LUXEMBOURG** | | | | |
| OSTRUM EURO BDS OPP 12M SI A EUR CAP | EUR | 90 000 | 8 690 400,00 | 0,64 |
| **TOTAL LUXEMBOURG** | | | **8 690 400,00** | **0,64** |
| **TOTAL OPCVM et FIA à vocation générale destinés aux non professionnels et équivalents d'autres pays** | | | **27 621 664,38** | **2,03** |
| **TOTAL Organismes de placement collectif** | | | **27 621 664,38** | **2,03** |
| **Titres donnés en pension** | | | | |
| **ALLEMAGNE** | | | | |
| BUNDSOBLIGATION 1.3% 15-10-27 | EUR | 8 986 128 | 8 727 601,52 | 0,64 |
| BUNDSOBLIGATION 2.1% 12-04-29 | EUR | 50 000 000 | 49 658 866,16 | 3,67 |
| DEUTSCHE BUNDES INFLATION LINKED BOND 0.5% 15-04-30 | EUR | 499 999 | 633 041,48 | 0,05 |
| **TOTAL ALLEMAGNE** | | | **59 019 509,16** | **4,36** |
| **AUTRICHE** | | | | |
| AUSTRIA GOVERNMENT BOND 2.9% 23-05-29 | EUR | 4 399 000 | 4 421 602,42 | 0,33 |
| **TOTAL AUTRICHE** | | | **4 421 602,42** | **0,33** |
| **ESPAGNE** | | | | |
| ESPAGNE 5.15% 1028 | EUR | 84 301 000 | 94 403 129,72 | 6,96 |
| INSTITUTO DE CREDITO OFICIAL 2.65% 31-01-28 | EUR | 1 500 000 | 1 489 031,80 | 0,11 |
| **TOTAL ESPAGNE** | | | **95 892 161,52** | **7,07** |
| **FRANCE** | | | | |
| BPIFRANCE 0.125% 25-11-28 | EUR | 11 300 000 | 9 877 345,44 | 0,73 |
| BPIFRANCE 2.125% 29-11-27 EMTN | EUR | 1 000 000 | 976 470,98 | 0,07 |
| CAISSE AMORTISSEMENT DETTE SOCIALE FR 2.75% 24-09-27 | EUR | 500 000 | 498 826,99 | 0,04 |
| **TOTAL FRANCE** | | | **11 352 643,41** | **0,84** |
| **GRECE** | | | | |
| HELLENIC REPUBLIC GOVERNMENT BOND 3.875% 12-03-29 | EUR | 2 000 000 | 2 077 480,82 | 0,15 |
| **TOTAL GRECE** | | | **2 077 480,82** | **0,15** |
| **LUXEMBOURG** | | | | |
| BANQUE EUROPEAN D INVESTISSEMENT 2.75% 28-07-28 | EUR | 1 801 000 | 1 837 842,06 | 0,14 |
| BANQUE EUROPEAN D INVESTISSEMENT 3.0% 15-11-28 | EUR | 100 000 | 102 232,25 | 0,01 |

## 3.12. INVENTAIRE DÉTAILLÉ DES INSTRUMENTS FINANCIERS EN EUR

| Désignation des valeurs | Devise | Qté Nbre ou nominal | Valeur actuelle | % Actif Net |
|---|---|---|---|---|
| **TOTAL LUXEMBOURG** | | | **1 940 074,31** | **0,15** |
| **TOTAL Titres donnés en pension** | | | **174 703 471,64** | **12,90** |
| **Dettes représentatives des titres données en pension** | | | -174 612 804,62 | -12,89 |
| **Indemnités sur titres données en pension** | | | -1 184 635,71 | -0,09 |
| **Instruments financier à terme** | | | | |
| **Engagements à terme fermes** | | | | |
| **Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé** | | | | |
| EURO BOBL 0924 | EUR | 550 | 419 000,00 | 0,03 |
| EURO BTP 0924 | EUR | 52 | -107 640,00 | -0,01 |
| EURO BUND 0924 | EUR | -337 | 191 920,00 | 0,01 |
| EURO-OAT 0924 | EUR | -360 | 369 420,00 | 0,03 |
| **TOTAL Engagements à terme fermes sur marché réglementé ou assimilé** | | | **872 700,00** | **0,06** |
| **TOTAL Engagements à terme fermes** | | | **872 700,00** | **0,06** |
| **Autres instruments financiers à terme** | | | | |
| **Swaps de taux** | | | | |
| E6R/0.0/FIX/2.889 | EUR | 27 050 000 | -196 828,51 | -0,01 |
| **TOTAL Swaps de taux** | | | **-196 828,51** | **-0,01** |
| **TOTAL Autres instruments financiers à terme** | | | **-196 828,51** | **-0,01** |
| **TOTAL Instruments financier à terme** | | | **675 871,49** | **0,05** |
| **Appel de marge** | | | | |
| Appel Marge CACEIS | USD | 1,22 | 1,14 | 0,00 |
| Appel Marge CACEIS | EUR | -872 700 | -872 700,00 | -0,06 |
| **TOTAL Appel de marge** | | | **-872 698,86** | **-0,06** |
| **Créances** | | | **24 767 892,26** | **1,83** |
| **Dettes** | | | **-18 618 762,88** | **-1,38** |
| **Comptes financiers** | | | **507 587,13** | **0,04** |
| **Actif net** | | | **1 354 816 528,86** | **100,00** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 I** | **EUR** | **106 683,88576** | **10 955,10** |
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 GP** | **EUR** | **203 836,94907** | **94,74** |
| **Parts OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5 E** | **EUR** | **157 666,86939** | **1 057,74** |

# 6. Annexe(s)

**Informations périodiques pour les produits financiers visés à l'article 8, paragraphes 1, 2 et 2 bis, du règlement (UE) 2019/2088 et à l'article 6, premier alinéa, du règlement (UE) 2020/852**

**Dénomination du produit : OSTRUM SRI EURO BONDS 3-5**
**Identifiant d'entité juridique : 9695 00ALV5VLO5MKK8 51**

# Caractéristiques environnementales et/ou sociales

Par **investissement durable**, on entend un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social, pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi appliquent des pratiques de bonne gouvernance.

La **taxinomie de l'UE** est un système de classification institué par le règlement (UE) 2020/852, qui dresse une liste d'**activités économiques durables sur le plan environnemental**. Ce règlement ne comprend pas de liste des activités économiques durables sur le plan social. Les investissements durables ayant un objectif environnemental ne sont pas nécessairement alignés sur la taxinomie.

**Ce produit financier avait-il un objectif d'investissement durable ?**

☐ **Oui**

- ☐ Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif environnemental :** ___%
  - ☐ dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE
  - ☐ dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE
- ☐ Il a réalisé des **investissements durables ayant un objectif social :** ___%

☒ **Non**

- ☒ Il **promouvait des caractéristiques environmentales et/ou sociales (E/S)** et bien qu'il n'ait pas eu d'objectif d'investissement durable, il présentait une proportion de 75.73% d'investissements durables
  - ☐ ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui sont considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE
  - ☐ ayant un objectif environnemental et réalisés dans des activités économiques qui ne sont pas considérées comme durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE
  - ☐ ayant un objectif social
- ☐ Il promouvait des caractéristiques E/S, mais **n'a pas réalisé d'investissements durables**

## Dans quelle mesure les caractéristiques environnementales et/ou sociales promues par ce produit financier ont-elles été atteintes ?

Les **indicateurs de durabilité** permettent de mesurer la manière dont les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier sont atteintes.

Le fonds a promu des caractéristiques environnementales et sociales. Ces caractéristiques reposent sur l'approche suivante :

- Exclure les émetteurs controversés grâce aux politiques d'exclusion du gérant financier par délégation et aux politiques d'exclusion du label ISR, de plus sont exclus, les émetteurs mentionnés à l'Article 12(1)(a) à (g) de la réglementation CDR (EU) 2020/1818, c'est-à-dire l'article définissant les exclusions applicables aux Paris-Aligned Benchmarks .
- Détenir au moins 40% d'investissements durables
- Maintenir une intensité carbone moyenne du portefeuille, pondérée des encours, inférieure à celle de l'univers d'investissement initial
- Sur la partie éligible au label ISR (Assimilés Souverains et Souverains Green Bonds : agences garanties, supranationales, collectivités locales et emprunts d'Etats green bond), sélectionner les émetteurs les mieux notés selon une note ESG avec comme objectif de :
    - Maintenir la note ESG moyenne du portefeuille meilleure que celle de son univers d'investissement initial filtré* ; Chaque pilier (E, S et G) représente un poids minimum de 20% dans la note ESG de chaque valeur
    - Maintenir un score moyen en matière de liberté d'expression meilleur que celui de l'univers d'investissement initial

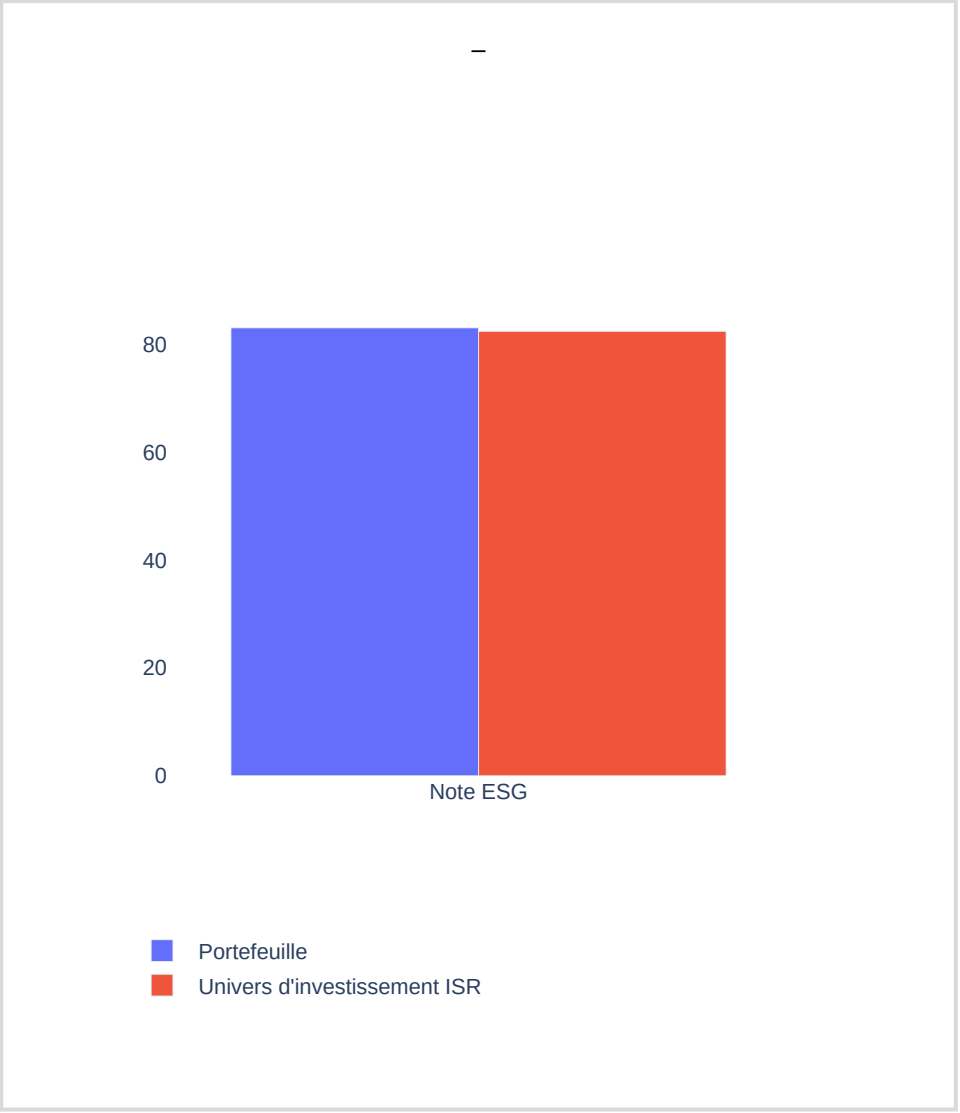
*L'univers d'investissement initial filtré est défini comme l'univers d'investissement initial (titres émis ou garantis par des Etats de l'EEE, ou émis par des agences supranationales, que ce soient des titres à taux fixe ou taux variable, ou indexés sur l'inflation) duquel sont exclus 25% (jusqu'au 31 décembre 2025 puis 30% à compter du 1er janvier 2026) des émetteurs ayant les évaluations ESG les plus basses au sein de chacune des catégories d'émetteurs (y compris les émetteurs les plus controversés d'après les politiques d'exclusion de la société de gestion par délégation et les émetteurs les moins bien notés) et la dette souveraine non green.
Aucun indice de référence n'a été désigné dans le but d'atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le Fonds

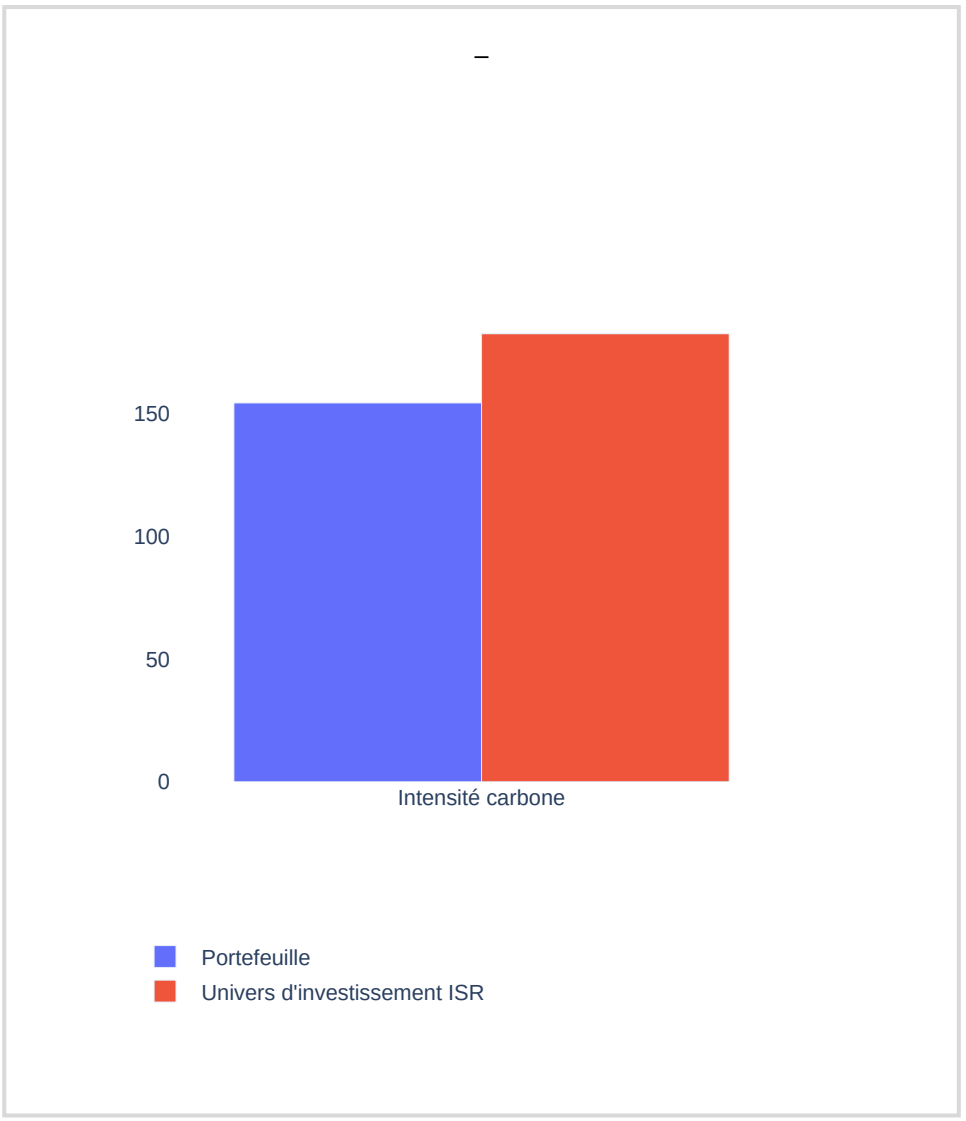
### *Quelle a été la performance des indicateurs de durabilité ?*

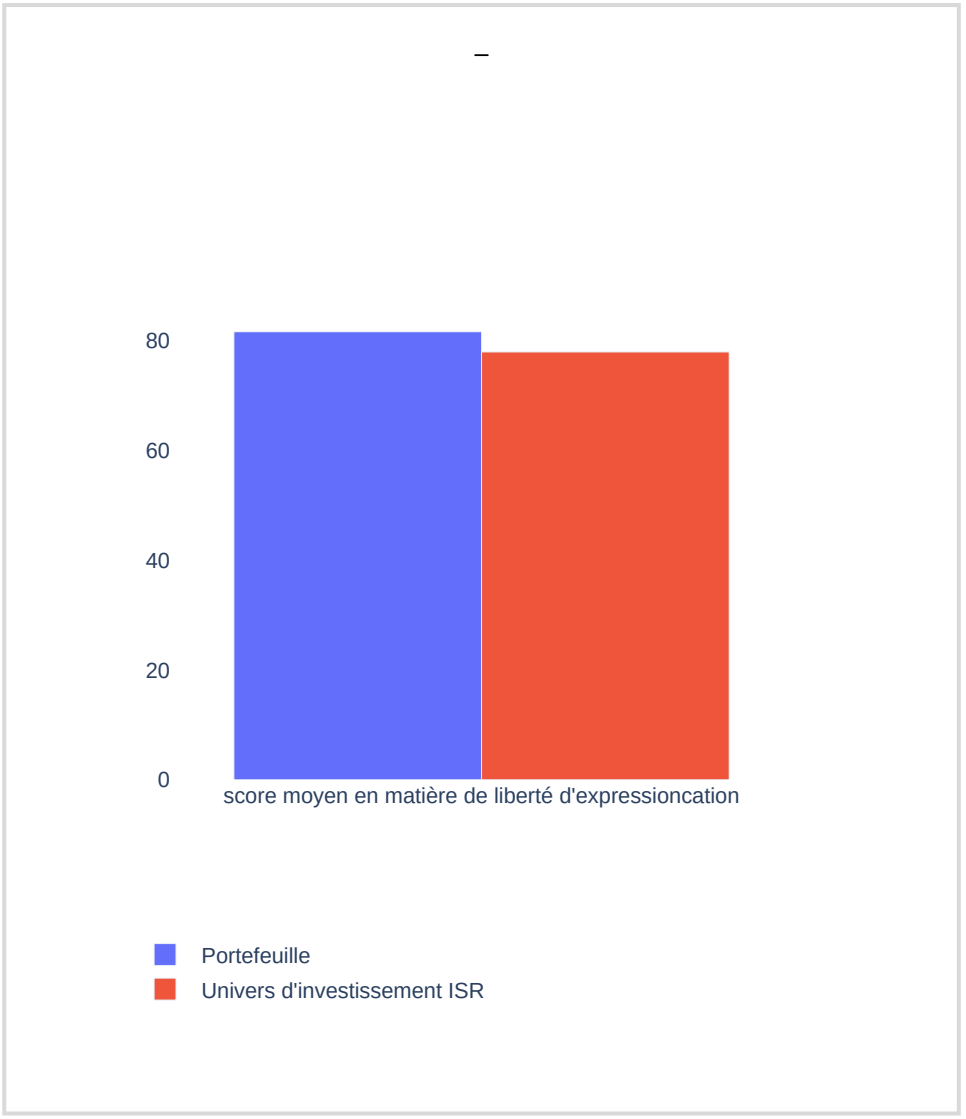
Rappel : Les résultats présentés ci-dessous ne correspondent pas à la moyenne des 4 fins de trimestre de la période de référence en raison de l'application des nouvelles exigences pour cette période. En effet, depuis mai 2025, de nouveaux indicateurs de durabilité sont en vigueur pour ce fonds.
Au 30 juin 2025, les résultats des indicateurs de durabilité sont les suivants:

- Note moyenne ESG* du fonds: 83 ( (score SDG Index allant de 0 à 100)
- Note ESG* de l'univers d'investissement initial filtré : (score SDG Index allant de 0 à 100) : 82.35
- Intensité carbone du fonds : 154.34
- Intensité carbone de l'univers d'investissement initial : 177.17
- score moyen en matière de liberté d'expression du portefeuille (Uniquement pour la partie éligible au label ISR (Assimilés Souverains et Souverains Green Bonds : agences garanties, supranationales, collectivités locales et emprunts d'Etats green bond) : 81.58
- score moyen en matière de liberté d'expression de l'univers d'investissement initial (Uniquement pour la partie éligible au label ISR (Assimilés Souverains et Souverains Green Bonds : agences garanties, supranationales, collectivités locales et emprunts d'Etats green bond) : 78.1
- Pourcentage de détention d'investissements durables : 77.46%

Ces calculs sont réalisés hors actifs non éligibles au sens du label ISR.
*Notation SDG Index allant de 0 (moins bonne note) à 100 (meilleure note).




150
100
50
0
Intensité carbone
Portefeuille
Univers d'investissement ISR




### *…et par rapport aux périodes précédentes ?*

La comparaison de la performance des indicateurs de durabilité avec la période précédente ne peut pas être réalisée en raison de l'application des nouvelles exigences pour la période de référence. En effet, depuis mai 2025, de nouveaux indicateurs de durabilité sont en vigueur pour ce fonds.

### *Quels étaient les objectifs des investissements durables que le produit financier entendait notamment réaliser et comment les investissements durables effectués y ont-ils contribué ?*

L'investissement durable correspond à un investissement dans une activité économique qui contribue à un objectif environnemental ou social pour autant qu'il ne cause de préjudice important à aucun de ces objectifs et que les sociétés bénéficiaires des investissements appliquent des pratiques de bonne gouvernance.
Dans le cadre de ses investissements durables, le portefeuille pourra investir dans des green bonds, social bonds ou sustainability bonds dont les fonds levés financent des activités qui contribuent à un objectif environnemental et/ou social ou des sustainability-linked bonds associés à des indicateurs environnementaux et/ou sociaux qui, après examen de notre équipe d'analystes Obligations durables, ne sont pas « disqualifiés ».
Enfin, certains titres émis par des souverains et analysés selon les 17 Objectifs de Développement Durable de l'ONU répondant positivement à une sélectivité interne sont considérés comme ayant une contribution positive à un objectif E ou S.

Tous ces titres font ensuite l'objet d'une étude approfondie pour vérifier qu'ils ne nuisent pas significativement à un objectif environnemental et/ou social.
Pour finir, nous nous assurons que les sociétés ou souverains dans lesquels le portefeuille investit appliquent des pratiques de bonne gouvernance.
Les investissements passant les 3 étapes seront considérés comme des investissements durables. La définition détaillée est consultable sous le lien suivant https://www.ostrum.com/fr/notre-documentation-rse-et-esg#politique-esg

***Dans quelle mesure les investissements durables que le produit financier a notamment réalisés n'ont-ils pas causé de préjudice important à un objectif d'investissement durable sur le plan environnemental ou social ?***

Afin de vérifier que les investissements durables de ce fonds ne causent aucun préjudice important à un objectif durable environnemental ou social, le gérant prend en compte les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité (PAI) dans ses décisions d'investissement.
La méthodologie Définition de l'investissement durable selon Ostrum Asset Management) est disponible sur le site internet d'Ostrum Asset Management (https://www.ostrum.com/fr/notre-documentation-rse-et-esg#politique-esg).
De plus, le gérant financier par délégation applique les politiques d'exclusion d'Ostrum Asset Management et du label ISR.
Sont également exclus, les émetteurs mentionnés à l'Article 12(1)(a) à (g) de la réglementation CDR (EU) 2020/1818, c'est-à-dire l'article définissant les exclusions applicables aux Paris-Aligned Benchmarks.

Les **principales incidences négatives** correspondent aux incidences négatives les plus significatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité liés aux questions environnementales, sociales et de personnel, au respect des droits de l'homme et à la lutte contre la corruption et les actes de corruption.

*Comment les indicateurs concernant les incidences négatives ont-ils été pris en considération ?*

Ostrum Asset Management dispose de politiques sectorielles et d'exclusion pour écarter les secteurs ou émetteurs non conformes à des principes de responsabilité fondamentaux, en se basant sur des standards comme le Pacte Mondial des Nations Unies et les Principes directeurs de l'OCDE. Ces politiques permettent d'exclure les entreprises impliquées dans des controverses graves touchant aux droits humains, à l'environnement, et à l'éthique des affaires (Politique Worst offenders). Ostrum AM exclut également les acteurs liés à l'utilisation d'armes controversées. En ce qui concerne les énergies fossiles, la société applique des politiques pour répondre aux PAI environnementaux, tout en engageant le dialogue avec les entreprises émettrices de gaz à effet de serre. Les analystes prennent en compte les externalités environnementales et sociales lors de l'évaluation des obligations durables, afin d'assurer leur alignement avec les objectifs visés. Enfin, les incidences négatives en lien avec les thématiques présentes dans notre Politique d'engagement sont des axes de dialogue avec les émetteurs. (Uniquement si application des politiques Ostrum)
Le fonds applique également les politiques d'exclusion du label ISR et les émetteurs mentionnés à l'Article 12(1)(a) à (g) de la réglementation CDR (EU) 2020/1818, c'est-à-dire l'article définissant les exclusions applicables aux Paris-Aligned Benchmarks, sont exclus.
La méthodologie (Définition de l'investissement durable selon Ostrum Asset Management) est disponible sur le site internet d'Ostrum Asset Management (https://www.ostrum.com/fr/notre-documentation-rse-et-esg#sfdr)
Dans le cadre de la qualification des investissements durables souverains, pour s'assurer du respect du DNSH lorsque le pays est réputé contribuer positivement à un objectif social ou environnemental, Ostrum Asset Management s'assure que le pays ait une valeur du PAI sur l'intensité carbone inférieure à celle du 70ème quantile (se trouvant ainsi dans les 30% ayant les meilleures valeurs sur ce PAI) et qu'il ne fasse pas l'objet de violations conformément aux conventions et traités

internationaux aux principes des Nations unies et, le cas échéant, à la législation nationale.

*Les investissements durables étaient-ils conformes aux principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales et aux principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ? Description détaillée :*

Pour les emetteurs privés, le gestionnaire financier par délégation applique des politiques d'exclusion, sectorielles et worst offenders et du label ISR. Elles sont consultables sur le site internet d'Ostrum Asset Management (www.ostrum.com) rubrique "ESG".
Pour les emetteurs souverains, le fonds, , applique la politique d'exclusion d'Ostrum Asset Management qui concerne les Etats blacklistés (exclusion des pays présentant des déficiences stratégiques dans leur dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme) et les politiques d'exclusion du label ISR concernant les émetteurs souverains :

- Figurant sur la dernière version disponible de la liste de l'UE des pays et territoires non coopératifs à des fins fiscales ;
- Figurant sur la liste noire ou la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) ;
- Dont la dernière version de l'indice de perception de la corruption publié par Transparency international est strictement inférieure à 40/100.

*La taxinomie de l'UE établit un principe consistant à "ne pas causer de préjudice important" en vertu duquel les investissements alignés sur la taxinomie ne devraient pas causer de préjudice important aux objectifs de la taxinomie de l'UE et qui s'accompagne de critères spécifiques de l'UE.*

Le principe consistant à "ne pas causer de préjudice important" s'applique uniquement aux investissements sous-jacents au produit financier qui prennent en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.

*Les investissements sous-jacents à la portion restante de ce produit financier ne prennent pas en compte les critères de l'Union européenne en matière d'activités économiques durables sur le plan environnemental.*

## Comment ce produit financier a-t-il pris en considération les principales incidences négatives sur les facteurs de durabilité ?

Le fonds a pris en compte les 2 principales incidences négatives listées à l'annexe 1 relative à la déclaration des principales incidences négatives sur la durabilité du Règlement délégué (UE) 2022/1288 du 6 avril 2022 qui concernent les émetteurs souverains et quasi souverains.
La méthodologie est disponible sur le site internet d'Ostrum Asset Managment (https://www.ostrum.com/fr/notre-documentation-rse-et-esg#prise-en-compte-des-pai ).
Si les indicateurs suivis par le fonds correspondent à un ou des PAI, ces derniers sont pris en compte par la société de gestion par délégation au moment de l'analyse des émetteurs.
Le portefeuille surperforme deux indicateurs correspondant à des PAI :

- L'intensité carbone du portefeuille qui est pilotée pour être inférieure à celle de l'univers d'investissement initial.
- Le score moyen du portefeuille en matière de liberté d'expression doit demeurer meilleur que celui de l'univers d'investissement initial*

*Uniquement pour la partie éligible au label ISR (Assimilés Souverains et Souverains Green Bonds : agences garanties, supranationales, collectivités locales et emprunts d'Etats green bond)

## Quels ont été les principaux investissements de ce produit financier ?

La liste comprend les investissements constituant **la plus grande proportion d'investissements** du produit financier au cours de la période de référence, à savoir : 28/06/2024 - 30/06/2025

| Largest Investments | Sector | % Assets | Pays |
|---|---|---|---|
| BUNDESOBL-G 2.100% 12-04-29 | Souverain | 13.04 | Allemagne |
| FRANCE O.A.T. 2.750% 25-02-29 | Souverain | 7.24 | France |
| SPANISH GOV'T 5.150% 31-10-28 | Souverain | 6.34 | Espagne |
| FRANCE O.A.T. 0.750% 25-02-28 | Souverain | 6.11 | France |
| BTPS 3.000% 01-10-29 | Souverain | 6.04 | Italie |
| FRANCE O.A.T. 0.750% 25-11-28 | Souverain | 4.31 | France |
| SPANISH GOV'T 0.800% 30-07-29 | Souverain | 4.02 | Espagne |
| BTPS 3.000% 01-08-29 | Souverain | 3.34 | Italie |
| FRANCE O.A.T. 0% 25-02-27 | Souverain | 2.38 | France |
| PORTUGUESE OT'S 1.950% 15-06-29 | Souverain | 2.15 | Portugal |
| BTPS 4.100% 01-02-29 | Souverain | 2.05 | Italie |
| REP OF AUSTRIA 2.900% 23-05-29* | Souverain | 1.97 | Autriche |
| SPANISH GOV'T 1.450% 30-04-29 | Souverain | 1.93 | Espagne |
| OSTRUM SRI CASH M (C/D) EUR | Services de conseil et de gestion en investissement | 1.78 | France |
| BTPS 3.800% 01-08-28 | Souverain | 1.67 | Italie |

*Green Bonds
Le pays affiché est le pays de risque.
Les % d'actifs affichés représentent la moyenne des 4 fins de trimestres de l'exercice.

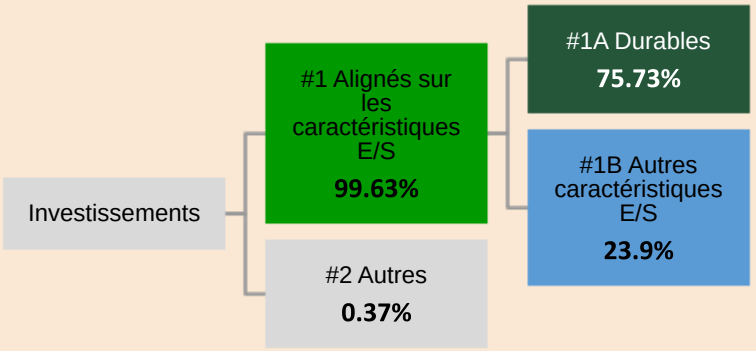
## Quelle était la proportion d'investissements liés à la durabilité ?

Au 30 juin 2025, la part d'investissement lié à la durabilité était de 75.73%

L'**allocation des actifs** décrit la part des investissements dans des actifs spécifiques.

### *Quelle était l'allocation des actifs ?*

**Rappel** : les résultats publiés ci-dessous représentent la moyenne des 4 fins de trimestres de la période de référence.
Au 30 juin 2025, le fonds a investi 99.63% de son actif net sur des titres alignés avec les caractéristiques Environnementales et Sociales (#1Alignés sur les caractéristiques E/S). Par conséquent, le fonds a investi 0.37% de son actif net dans la catégorie #2. Others.




La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** inclut les investissements du produit financier utilisés pour atteindre les caractéristiques environnementales ou sociales promues par le produit financier.

La catégorie **#2 Autres** inclut les investissements restants du produit financier qui ne sont ni alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales ni considérés comme des investissements durables.

La catégorie **#1 Alignés sur les caractéristiques E/S** comprend :

- La sous-catégorie **#1A Durables** couvrant les investissements durables ayant des objectifs environnementaux ou sociaux.
- La sous-catégorie **#1B Autres caractéristiques E/S** couvrant les investissements alignés sur les caractéristiques environnementales ou sociales qui ne sont pas considérés comme des investissements durables.

***Dans quels secteurs économiques les investissements ont-ils été réalisés ?***

Tous les secteurs économiques appartenant à l'univers d'investissement à l'exception de ceux faisant l'objet d'exclusions, conformément aux politiques d'exclusions appliquées au fonds.

## Dans quelle mesure les investissements durables ayant un objectif environnemental étaient-ils alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Le Délégataire de Gestion a jugé préférable de fixer le taux d'alignement à 0%. En effet, après avoir effectué les recherches nécessaires, le Délégataire de Gestion a estimé ne pas pouvoir apprécier comme il se doit ce taux d'alignement du fait d'un manque de données disponibles suffisamment fiables et/ou exhaustives.

***Le produit financier a-t-il investi dans des activités liées au gaz fossile et/ou à l'énergie nucléaire conformes à la taxinomie de l'UE [1] ?***

Pour être conforme à la taxinomie de l'UE, les critères applicables au **gaz fossile** comprennent des limitations des émissions et le passage à l'électricité d'origine intégralement renouvelable ou à des carburants à faible teneur en carbone d'ici à la fin de 2035. En ce qui concerne l'**énergie nucléaire**, les critères

comprennent des règles complètes en matière de sûreté nucléaire et de gestion des déchets.

Les **activités habilitantes** permettent directement à d'autres activités de contribuer de manière substantielle à la réalisation d'un objectif environnemental.

Les **activités transitoires** sont des activités pour lesquelles il n'existe pas encore de solutions de remplacement sobres en carbone et, entre autres, dont les niveaux d'émission de gaz à effet de serre correspondent aux meilleures performances réalisables.

Les activités alignées sur la taxinomie sont exprimés en pourcentage:

- du **chiffre d'affaires** pour refléter la part des revenus provenant des activités vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi;
- des **dépenses d'investissement** (CapEx) pour montrer les investissements verts réalisés par les sociétés dans lesquelles le produit financier a investi,

☐ Oui:

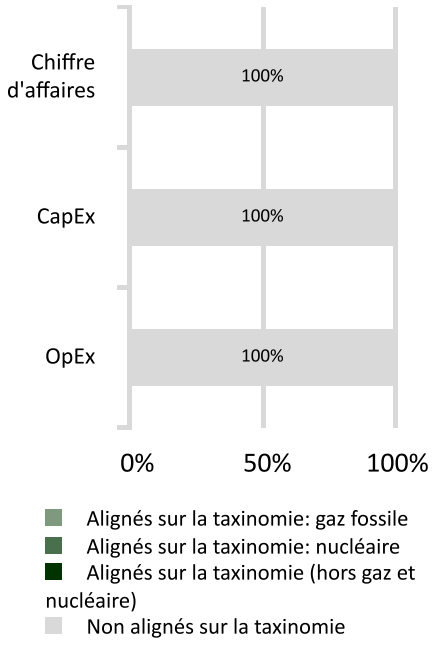
☐ Dans le gaz fossile ☐ Dans l'énergie nucléaire

☒ Non

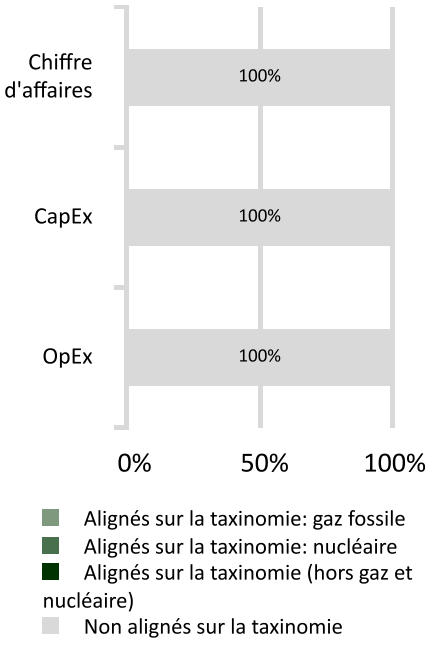
1. Les activités liées au gaz fossile et/ou au nucléaire ne seront conformes à la taxinomie de UE que si elles contribuent à limiter le changement climatique (atténuation du changement climatique) et ne causent de préjudice important à aucun objectif de la taxinomie de l'UE - voir la note explicative dans la marge de gauche. L'ensemble des critères applicables aux activités économiques dans les secteurs du gaz fossile et de l'énergie nucléaire qui sont conformes à la taxinomie de l'UE sont définis dans le règlement délégué (UE) 2022/1214 de la Commission

***Les graphiques ci-dessous font apparaître en vert le pourcentage d'investissements qui étaient alignés sur la taxinomie de l'UE. Étant donné qu'il n'existe pas de méthodologie appropriée pour déterminer l'alignement des obligations souveraines* sur la taxinomie, le premier graphique montre l'alignement sur la taxinomie par rapport à tous les investissements du produit financier, y compris les obligations souveraines, tandis que le deuxième graphique représente l'alignement sur la taxinomie uniquement par rapport aux investissements du produit financier autres que les obligations souveraines.***

1. Alignement des investissements sur la taxinomie, dont **obligations souveraines***




2. Alignement des investissements sur la taxinomie, **hors obligations souveraines**




Ce graphique représente % des investissements totaux

**Aux fins de ces graphiques, les «obligations souveraines» comprennent toutes les expositions souveraines.*

### *Quelle était la proportion d'investissements réalisés dans des activités transitoires et habilitantes ?*

La part minimale d'investissements durables ayant un objectif environnemental aligné sur la taxonomie est de 0%. Par conséquent, la part minimale des

pour une transition vers une économie verte par exemple;

- des **dépenses d'exploitation** (OpEx) pour refléter les activités opérationnelles vertes des sociétés dans lesquelles le produit financier a investi.

investissements dans des activités transitoires et habilitantes au sens du Règlement européen sur la taxonomie est donc également fixée à 0 %.

***Comment le pourcentage d'investissements alignés sur la taxinomie de l'UE a-t-il évolué par rapport aux périodes de référence précédentes ?***

Non Applicable

Le symbole représente des investissements durables ayant un objectif environnemental qui **ne tiennent pas compte des critères** applicables aux activités économiques durables sur le plan environnemental au titre de la taxinomie de l'UE.

## Quelle était la proportion d'investissements durables ayant un objectif environnemental qui n'étaient pas alignés sur la taxinomie de l'UE ?

Aucun minimum d'investissement dans les investissements durables avec un objectif environnemental n'est appliqué.

## Quelle était la proportion d'investissements durables sur le plan social ?

La part minimale d'investissements durables sur le plan social est fixée à 0 %.

## Quels étaient les investissements inclus dans la catégorie "autres", quelle était leur finalité, et des garanties environnementales ou sociales minimales s'appliquaient-elles à eux ?

Les investissements suivants sont inclus dans « #2 autres » : les titres ne disposant pas d'une notation ESG/ou les titres ne disposant pas d'un indicateur permettant de calculer leur intensité carbone, les liquidités (hors cash non investi), la proportion d'OPC non alignés, les contrats à terme (dérivés) négociés sur des marchés réglementés ou de gré à gré à titre de couverture et/ou d'exposition, les prises en pension pour la gestion de trésorerie et l'optimisation des revenus et de la performance du fonds.
Les informations sur liste des catégories d'actifs et instruments financiers utilisés et leur utilisation se trouvent dans ce prospectus à la rubrique « Description des catégories d'actifs et des instruments financiers dans lesquels l'OPCVM entend investir ».
Les garanties environnementales ou sociales minimales ne sont pas systématiquement appliquées.

## Quelles mesures ont été prises pour atteindre les caractéristiques environnementales et/ou sociales au cours de la période de référence ?

Au cours de la période de référence, le fonds a atteint ses objectifs en matière de caractéristiques environnementales et sociales grâce aux éléments suivants :
• Détenir au moins 40% d'investissements durables
• Maintenir une intensité carbone du portefeuille inférieure à celle de l'univers d'investissement initial
• Sur la partie éligible au label ISR (Assimilés Souverains et Souverains Green Bonds : agences garanties, supranationales, collectivités locales et emprunts d'Etats green bond), sélectionner les émetteurs les mieux notés selon une note ESG avec comme objectif de :
− Maintenir la note ESG moyenne du portefeuille meilleur que celle de son univers d'investissement initial filtré*

− Maintenir un score moyen en matière de liberté d'expression meilleur que celui de l'univers d'investissement initial.

*L'univers d'investissement initial filtré est défini comme l'univers d'investissement initial (titres émis ou garantis par des Etats de l'EEE, ou émis par des agences supranationales, que ce soient des titres à taux fixe ou taux variable, ou indexés sur l'inflation) duquel sont exclus 20% des émetteurs ayant les évaluations ESG les plus basses au sein de chacune des catégories d'émetteurs (y compris les émetteurs les plus controversés d'après les politiques d'exclusion de la société de gestion par délégation et les émetteurs les moins bien notés) et la dette souveraine.

## Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?

Non Applicable

Les **indices de référence** sont des indices permettant de mesurer si le produit financier atteint les caractéristiques environnementales ou sociales qu'il promeut.

- ***En quoi l'indice de référence différait-il d'un indice de marché large ?***

  Non Applicable

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier au regard des indicateurs de durabilité visant à déterminer l'alignement de l'indice de référence sur les caractéristiques environnementales ou sociales promues ?***

  Non Applicable

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de référence ?***

  Non Applicable

- ***Quelle a été la performance de ce produit financier par rapport à l'indice de marché large ?***

  Non Applicable

**NATIXIS INVESTMENT MANAGERS INTERNATIONAL**
43 avenue Pierre Mendès France - CS 41432 - 75648 Paris cedex 13 France - Tél. : +33 (0)1 78 40 80 00
Société anonyme au capital de 51 371 060,28 euros
329 450 738 RCS Paris - APE 6630Z - TVA : FR 203 294 507 38